

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONVERSION
DE LA
SÉPARATION DE CORPS
EN DIVORCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 17 février 1912, à 1 h. 1/2

PAR

RENÉ LOTH

AVOCAT

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

Président : M. WAHL, professeur.

Suffragants { *M. PLANIOL, professeur.*
 { *M. PIÉDELIÈVRE, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

22, Rue Soufflot, Paris-5^e

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551403_0036

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONVERSION
DE LA
SÉPARATION DE CORPS
EN DIVORCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 17 février 1912, à 1 h. 1/2

PAR

RENÉ LOTH

AVOCAT

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

Président : M. WAHL, professeur.

*Suffragants { M. PLANIOL, professeur.
M. PIÉDELIÈVRE, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

L^r LAROSE & L. TENIN, Directeurs

22, Rue Soufflot, Paris-5^e

—
1912

DE LA CONVERSION

DE LA

SÉPARATION DE CORPS EN DIVORCE

INTRODUCTION

Au cours des travaux préparatoires de la loi du 6 juin 1908, M. Aristide Briand, alors Garde des Sceaux a dit très éloquemment au Sénat : « ...Peut-être, Messieurs, il faut avoir le courage de le signaler, les conditions dans lesquelles les êtres se rapprochent ne sont-elles pas très propices à la durée de telles unions (*Applaudissements à gauche*). Peut-être encore si des considérations qui n'ont rien à voir avec l'affection réciproque et mutuelle, si des considérations de pur intérêt n'étaient pas trop souvent la base de bien des unions (*Nouvelles marques d'approbation*) les époux ne se déchireraient pas ainsi et le désaccord ne se transformerait pas aussi rapidement en séparation

et en divorce (*Applaudissements sur les mêmes bancs*). Oui, le mariage ne sera ce qu'on peut, ce qu'on doit désirer qu'il soit, que par l'évolution des mœurs, par l'éducation des citoyens, par la perception de leurs devoirs sociaux. Il ne dépend pas du législateur de mettre l'indissolubilité dans le mariage. Le mal existe signalé par le flux et le reflux des événements et de la vie des hommes. Votre devoir est d'y porter remède. Il y en a deux : la séparation et le divorce...»

La séparation de corps est le relâchement du lien conjugal (le devoir de fidélité subsiste), le divorce en est la rupture. Certaines législations n'admettent que le divorce, d'autres ne connaissent que la séparation; d'autres, comme la législation française, comprennent les deux remèdes; dans certains pays comme chez nous, on trouve la conversion obligatoire, c'est-à-dire la transformation obligatoire pour les tribunaux, dans des conditions déterminées de la séparation de corps en divorce, dans d'autres on ne rencontre pas la conversion, ou on la voit facultative pour les juges.

Les textes qui régissent la matière de la conversion sont les suivants dans le Code civil français.

Art. 310. — *Loi du 6 juin 1908*

Lorsque la séparation de corps aura duré trois ans, le jugement sera de droit converti en jugement

de divorce sur la demande formée par l'un des époux.

Les dépens relatifs à cette demande seront mis pour le tout à la charge de celui des époux, même demandeur, contre lequel la séparation de corps a été prononcée, et pour moitié à la charge de chacun des époux si la séparation a été prononcée contre eux à leurs torts réciproques.

Les dispositions du jugement de séparation de corps accordant une pension alimentaire à l'époux qui a obtenu la séparation conservent en tout cas leur effet.

Loi du 27 juillet 1884

Cette nouvelle demande sera introduite par assignation, à huit jours francs, en vertu d'une ordonnance rendue par le Président.

Elle sera débattue en chambre du conseil.

L'ordonnance nommera un juge rapporteur, ordonnera la communication au ministère public, et fixera le jour de la comparution.

Le jugement sera rendu en audience publique.

Loi du 18 avril 1886

La cause en appel sera débattue et jugée en chambre du conseil, sur rapport, le ministère public entendu. L'arrêt sera rendu en audience publique.

1. Nous allons étudier dans une première partie le principe de la conversion « obligatoire ».

Dans une seconde, la procédure de la conversion.

Dans une troisième les effets de la conversion,

Pour terminer nous verrons la conversion en droit étranger.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA CONVERSION OBLIGATOIRE

I

Les textes de la loi

Ancien art. 310 : « Lorsque la séparation de corps prononcée pour toute autre cause que l'adultère de la femme aura duré trois ans, l'époux qui était originairement défendeur pourra demander le divorce au tribunal qui l'admettra, si le demandeur originaire présent ou dûment appelé ne consent pas immédiatement à faire cesser la séparation. »

Texte de la loi du 27 juill. 1884 : « Lorsque la séparation aura duré trois ans, le jugement pourra être converti en jugement de divorce sur la demande formée par l'un des époux. »

Art. 310. Loi du 6 juin 1908 : « Lorsque la séparation de corps aura duré trois ans, le jugement sera de droit converti en jugement de divorce sur la demande formée par l'un des époux. »

II

Les arguments en faveur de la conversion obligatoire

A. — *La conversion obligatoire met fin à l'incohérence qui régnait après 1884*

Le texte de la loi de 1884, et cette circonstance que « la demande nouvelle sera débattue en chambre du Conseil » ne peuvent à eux seuls prouver qu'il y a pour le juge un pouvoir d'appréciation. D'autre part, on peut soutenir que, malgré les termes de l'article 310, le juge saisi d'une demande en conversion se trouve lié par les termes de l'art. 306 (d'après lequel : « Dans le cas où il y a lieu à une demande de divorce, il sera libre aux époux de former une demande en séparation de corps », ce qui veut dire : « les motifs qui pourront entraîner le divorce peuvent également entraîner la séparation de corps et inversement »), et obligé par respect pour l'autorité de la chose jugée d'admettre toujours et quand même le divorce. Mais l'étude des

(1) V. au *Journ. Off.* les travaux préparatoires de la loi du 6 juin 1908.

travaux préparatoires met fin à toute hésitation : le juge a un pouvoir d'appréciation.

Mais que doit apprécier le juge ? Il y a sur ce point en doctrine et en jurisprudence un désaccord complet.

Le juge a à apprécier la gravité des faits qui ont donné lieu à la séparation de corps. M. Labiche (Sénat, 25 juin, *Officiel*, 1191), déclare que les tribunaux auront à examiner si les motifs qui avaient été jugés suffisants pour entraîner la séparation peuvent après les trois ans écoulés être considérés comme suffisants pour faire prononcer le divorce.» Ici deux théories se trouvent en présence. 1^o La séparation n'est pas un préliminaire du divorce, la séparation et le divorce ne sont pas deux étapes successives pour arriver à la dissolution complète du mariage, ce sont deux modes parallèles conduisant à la dissolution du mariage, deux remèdes entre lesquels les époux ont la faculté de choisir. Le juge a le droit d'apprécier la gravité des faits. Donc il y a une atteinte portée à la règle du respect de la chose jugée (1). 2^o Si les rédacteurs du C. civ. ont fait du divorce et de la séparation de corps deux institutions parallèles, les rédacteurs de la loi du 27 juill. 1884 considèrent le divorce comme étant le tout, et la séparation de corps comme n'en étant qu'une partie, aussi bien pour les causes que pour les effets : certains faits à raison desquels un tribunal

(1) Carpentier, *Traité théorique et pratique du divorce*. Explication de la loi du 27 juill. 1884. 1885, pp. 316 et s.

aura admis une séparation n'auront pas une gravité suffisante pour faire admettre un divorce. L'art. 306, s'interprète ainsi : il sera libre aux époux de former une demande en séparation de corps pour les causes qui rendent admissible (mais pas toujours fondée) une demande en divorce; sauf bien entendu aux tribunaux à apprécier la gravité des faits, hors le cas de cause péremptoire (1).»

Le juge doit apprécier les inconvénients résultant de la séparation de corps : Par suite du droit à la conversion, il ne s'agit plus de soumettre à nouveau les faits originaux à l'examen du juge, les juges doivent se dire : nous ne pouvons examiner des faits déjà jugés, ils suffisent à motiver la séparation de corps, il ne nous appartient pas de les déclarer insuffisants pour le divorce, les juges doivent se demander uniquement s'il est bon que la séparation de corps se prolonge, s'il y a possibilité d'une réconciliation dans l'avenir. (2)

Le juge doit se placer au point de vue de l'intérêt des époux, de la moralité publique et de la famille.

Le juge dira que le défendeur originaire n'est pas

(1) Vraye et Gode, *Le divorce et la séparation de corps*, 1887, t. 1, n^{os} 91 et s.

(2) Guillaume Poule, *Le divorce et les lois du 27 juill. 1884 et du 18 avr. 1886, 1887*, pp. 191 et s.

Saint-Marc, *De la conversion*, 1885, pp. 21 et 25.

Depeiges, *De la procédure du divorce et de la séparation de corps d'après la loi de 1886, 1887*, p. 95.

recevable à requérir la conversion s'il n'a pas de griefs à invoquer contre l'autre époux.

Le juge doit examiner si au moment où la séparation a été prononcée, ce même défendeur originaire eût pu présenter avec succès une demande reconventionnelle.

D'autre part, l'art. 310 est en outre incomplet, car il ne dit pas si le jugement qui aura refusé la conversion sera définitif (1).

En jurisprudence c'est l'incohérence : Des décisions se bornent à poser en principe que dans l'appréciation des faits qui ont été jugés suffisants, pour entraîner la séparation, il faut apporter plus de circonspection si ces mêmes faits sont invoqués à l'appui d'une demande en divorce, et d'une façon générale que les tribunaux ont un pouvoir souverain d'appréciation. — Certains tribunaux saisis d'une demande réciproque de conversion se refusent à la prononcer, sous prétexte que les faits reconnus constants par le jugement de séparation de corps, n'ont pas un caractère de gravité suffisant. — D'autres, reconnaissant *a priori* dans la plupart des cas une gravité suffisante aux faits qui ont motivé la séparation, prononcent la conversion en se fondant sur ce qu'il n'apparaît pas qu'il y ait aucun espoir de réconciliation entre les époux.

Pour d'autres tribunaux et c'est l'opinion qui pa-

(1) Saint-Marc, p. 26.

rait l'emporter, le succès de la conversion dépend uniquement du point de savoir si la réconciliation est encore possible ou non entre les époux. Un mari obtient la séparation de corps contre sa femme infidèle, il demande la conversion pour reconstituer un foyer conjugal, le tribunal refuse et la Cour d'Appel confirme en disant : « Attendu que le demandeur n'articule aucun fait postérieur, et de nature à justifier son affirmation que les dissentiments ne font que s'aggraver; que le seul obstacle à une réconciliation est dans le refus opposé par le mari à la reprise de la vie commune; que rien absolument ne permet d'affirmer que le demandeur, persistant dans son irritation, ne reviendra à une plus indulgente et peut-être plus équitable appréciation des faits qui ont amené le relâchement du lien conjugal. » On refuse encore la conversion parce qu'une des parties est à la veille d'obtenir une distinction, et qu'on espère que la distinction va amener une réconciliation.

Suivant une autre jurisprudence, le succès de la conversion est subordonné à la condition que la prononciation du divorce ne soit de nature à porter atteinte ni à l'intérêt de la famille et des époux, ni à l'ordre public : l'époux qui a succombé dans l'instance en séparation ne peut obtenir la conversion qu'autant qu'il ne cherche pas dans le divorce, un moyen de contracter une union répréhensible, ou de se soustraire à une obligation alimentaire, ou qu'il

n'a pas persévéré dans son inconduite : des décisions admettent ou n'admettent pas la conversion quand elle est réclamée par le défendeur suivant que celui-ci paraît ou ne paraît pas être directement responsable de ce que tout rapprochement est devenu impossible. On voit des décisions qui tiennent compte de la présence des enfants ; des décisions qui refusent la conversion parce que celle-ci ferait perdre à la femme son droit éventuel à pension, ou forcerait la femme à cesser d'exercer son commerce sous le nom du mari.

Suivant une autre doctrine de la jurisprudence, le sort de la demande de l'époux coupable est subordonné à la production de faits nouveaux imputables à son conjoint. Et, même des Cours et des tribunaux exigent pour prononcer la conversion, des faits nouveaux, quel que soit le demandeur : ils estiment qu'une demande de conversion ne contenant l'allégation d'aucun fait postérieur au jugement de séparation de corps doit être rejetée comme contraire à la chose jugée.

D'après une autre théorie jurisprudentielle, l'époux contre qui la séparation de corps a été prononcée n'a le droit d'agir en conversion qu'autant qu'il aurait pu obtenir lui-même cette séparation à son profit, s'il avait intenté à cette époque une demande reconventionnelle.

Et l'on trouve encore d'autres décisions qu'il est difficile de classer. La Cour de Cassation ne peut pas

mettre bon ordre à tout cela; ses arrêts sont invariablement les mêmes, qu'elle statue sur des décisions de conversion ou des décisions de refus. « Attendu que l'art. 310 laisse à l'appréciation souveraine des juges du fait le droit de décider d'après les circonstances de la cause, et la situation des parties s'il convient d'accueillir la demande formée par l'une d'elles, que la conversion du jugement de séparation de corps en jugement de divorce prononcée par l'arrêt attaqué sur la demande de D..., malgré la résistance de sa femme, reçoit une justification suffisante des motifs de l'arrêt ».

Cependant, si un tribunal pose en thèse juridique : jamais l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée ne doit réussir dans une demande en conversion », la Cour Suprême doit casser, car ce tribunal viole la loi en refusant d'exercer selon les circonstances une faculté d'appréciation déférée par la loi à la justice. D'autre part, si un tribunal déclare : quelles que soient les circonstances dans lesquelles la demande de conversion se produit, quelle que soit l'indignité du demandeur, la conduite irréprochable et les offres du défendeur, la conversion doit être opérée parce que la séparation a trois ans de date, la cassation est encourue par un motif semblable (1)

(1) Labbé, note sous Cass. 12 août 1885, S. 1886.1.193. — V. Trib. de Troyes, 27 août 84, S. 1885.2.65. P. 85.1.340 et la note sous ce juge-

C'est le bon plaisir des tribunaux qui fait la loi : à la Cour d'Appel de Paris, la conversion est automatique, ailleurs elle dépend du goût qu'a le juge pour le divorce. Les hommes d'affaires consultés sur l'opportunité d'une demande ne se prononcent pas suivant les circonstances du procès, mais seulement d'après l'opinion connue de la juridiction compétente. Il y a des régions où la conversion sera sûrement prononcée, d'autres où c'est le contraire : or un principe de notre droit c'est d'être unifié.

La règle de la conversion obligatoire pour les tribunaux met fin à cette anarchie.

B. — *La conversion obligatoire*
ne porte pas atteinte à la liberté de conscience religieuse

a) Le nouvel article 310, dit-on, est une loi des loges.

L'origine du rétablissement de la séparation de corps date du Concordat, il en est une conséquence, il constitue une sorte de contrat avec les catholiques pour leur assurer un mode de quasi-rupture du lien conjugal compatible avec leurs croyances. Déjà en 1803, il y a une restriction fort grave dans l'art. 310, et en 1884 cette restriction est encore aggravée : les deux époux peuvent l'un et l'autre demander la

ment. — Carpentier, *La loi du 18 avr. 1886 et la jurisprudence en matière de divorce*, 1888, p. 215.

conversion, ce n'est plus l'égalité avec le divorce sur laquelle on est en droit de compter. Mais aujourd'hui il n'y a pas de séparation de corps : c'est une situation transitoire, un simple délai de quelques années avec la menace constante de la transformation en divorce, l'obligation pour le juge de prononcer la conversion, c'est bien la suppression de la séparation.

Tout d'abord, il est inexact, à propos de la séparation, de parler de contrat avec les catholiques. De plus, malgré le nouvel art. 310, la séparation de corps existe; en effet, s'il est maintenant certain que la demande de conversion sera accueillie, il peut se faire que cette demande ne soit pas formée : deux époux catholiques ne veulent pas recourir par scrupule de conscience au divorce, l'un ou l'autre demande la séparation, celui contre qui elle sera prononcée, s'il est vraiment et scrupuleusement catholique, ne réclamera pas au bout de trois ans la conversion. Et nous croyons que le système de la conversion obligatoire respecte la liberté de conscience.

b) On peut rappeler tout d'abord que la conversion obligatoire existait lorsque le Pape Pie VII vint sacrer Napoléon à Notre-Dame. Des nations, telles que la Suisse, la Hollande ont un article de loi comme l'art. 310, et on ne dit pas que la conscience des catholiques est opprimée; il en est de même en Alsace. En Belgique, c'est notre Code civil de 1803 qui est la

loi, et il n'y a pas un pays où les opinions religieuses soient plus vivaces, à tel point que le parti catholique est un parti politique; cependant il ne s'élève pas de récriminations et cela prouve qu'une atteinte n'est pas portée aux sentiments religieux.

c) Quand le divorce est prononcé directement par un tribunal il peut être aussi prononcée contre une personne catholique; de même avec le système de la conversion facultative, un conjoint qui a des sentiments religieux peut se voir divorcé. Cette situation n'est pas contraire à la liberté de conscience : si l'époux contre lequel le divorce est prononcé a des scrupules religieux, il lui suffit pour accomplir son devoir de catholique de ne pas se remarier. Sous le pape Pie IX il est intervenu un concordat entre la Cour de Rome et le Gouvernement autrichien pour régler les mariages mixtes entre catholiques et protestants : il fut décidé que lorsqu'un divorce interviendrait entre époux de ce genre, le divorce vaudrait comme divorce pour l'époux protestant, comme séparation de corps pour l'époux catholique. Donc, même aux yeux de la papauté, on ne fait rien de contraire à la liberté de conscience en imposant le divorce à l'époux catholique. De plus, après le rétablissement du divorce en France en 1884, la congrégation du Saint-Office adressa aux évêques français une lettre dans laquelle on condamnait le divorce, et les catholiques belges demandèrent à leur gouvernement

quelle pourrait être leur ligne de conduite. Le nonce apostolique de Bruxelles interrogé par le prince, fit transmettre au ministère des affaires étrangères une lettre qui fut lue au parlement belge, et qui contenait entre autres choses ceci : «... A la suite de ma demande, Son Excellence le cardinal secrétaire d'État vient de me faire savoir d'après les ordres du Saint-Père que la Congrégation du Saint-Office a déclaré que le décret ne concerne pas la Belgique et que par conséquent, rien n'est modifié dans ce pays en ce qui touche la matière du divorce ...»

d) Mais, fait-on remarquer, il est inexact d'affirmer que c'est le second mariage qui est défendu par la loi religieuse, ce qui est défendu c'est la dissolution du premier. Et cela a été défendu non pas dans un but dogmatique, mais dans un but purement et uniquement social. On venait d'assister à l'écroulement de la puissance romaine, on avait constaté à combien d'abus le divorce avait donné lieu, dans cette société en dissolution, et il était tout naturel qu'à ce moment, devant ces abus de toute sorte qui avaient contribué à dissocier le monde antique, le législateur religieux agissant à la place du législateur civil, vint dans l'intérêt social, proclamer l'indissolubilité du mariage. Il est interdit à un époux catholique par la loi religieuse, de participer d'une façon quelconque à la dissolution de son mariage. Et c'est pour éviter la lutte dans la conscience du catholique entre ses inté-

rêts et sa foi que l'on a mis à côté du divorce la séparation de corps. Or avec le nouvel art. 310 cette lutte de conscience existe. Un époux catholique ne peut plus demander la séparation de corps car il prendrait ainsi l'initiative du divorce, puisque c'est lui qui accomplirait l'acte initial du divorce qui devrait fatalement arriver, et qui ne serait jamais prononcé, si cet acte initial n'était pas accompli; un époux catholique est sur le point de demander la séparation de corps qui n'est plus qu'un divorce à terme, il a un conjoint qui n'est pas catholique, il est donc certain qu'au bout de trois ans le divorce sera prononcé, puisque l'autre le demandera : c'est absolument comme s'il demandait le divorce. — Ce n'est pas l'œuvre du C. civ. qui est rétablie; d'après l'art. 310 primitif, le divorce n'était prononcé automatiquement, que si l'époux qui avait obtenu la séparation refusait de reprendre la vie commune; sous le régime de 1803, l'époux catholique qui demandait la séparation se disait : « Je vais me séparer, il arrivera peut-être que dans trois ans, mon conjoint demandera la conversion, je verrai alors ce que j'aurai à faire, je serai mis en présence de ce dilemme : ou reprendre une vie malheureuse, ou bien violer ce que je regarde comme une règle de conscience ». — Sous l'empire de la loi de 1884, avec le système de la conversion facultative, satisfaction était donnée aux convictions religieuses. Le divorce n'était pas certain : s'il y avait

quatre-vingt-quinze chances pour cent qu'une demande en conversion fût accueillie, l'époux catholique conservait quelques chances, et se disait : peut-être la conversion sera-t-elle demandée au bout de trois ans, mais je pourrai encore m'y opposer, faire tous mes efforts pour qu'elle n'ait pas lieu, j'irai devant le tribunal, je me défendrai, je montrerai la situation dans laquelle je suis, les troubles de ma conscience et peut-être je triompherai». En tout cas, c'était le tribunal et le tribunal seul qui prononçait le divorce, c'était donc sur le tribunal seul que retombait la responsabilité du divorce; et c'était parce que la conscience du juge était engagée que celle de l'époux catholique ne l'était pas.

Ainsi, avec le nouvel article 310, demander la séparation c'est comme si on demandait le divorce. Mais tout d'abord l'époux catholique peut avoir un conjoint qui soit lui aussi catholique. Puis dans le cas où l'époux catholique a un conjoint qui n'est pas catholique, il n'est pas sûr que la séparation sera convertie en divorce, quand bien même celui-ci l'en menacerait. Et s'il y a une demande de conversion, c'est sur celui qui la forme que retombe la responsabilité du divorce.

e) Et il y a une autre liberté qu'on supprimerait sous prétexte de liberté religieuse, c'est la liberté de l'autre époux qui ne doit pas être forcé de rester indéfiniment dans les liens de la séparation de corps.

C. — *La conversion obligatoire ne nous mènera pas à l'union libre*

On a voté la conversion obligatoire pour protéger la liberté de conscience de l'autre époux, mais cette disposition légale, dit-on, va nous mener très loin, elle nous mènera à l'union libre, après avoir passé par les institutions intermédiaires.

Une campagne vigoureuse est menée depuis quelque temps par des hommes d'un très grand talent, qui ont avec eux une grande partie de l'opinion publique, campagne en faveur de l'élargissement du divorce. Ces hommes combattent le régime matrimonial tel que l'a organisé la loi de 1884, aussi violemment que fut combattu jadis le mariage indissoluble. Aujourd'hui le théâtre tout entier est hostile au divorce, le théâtre, c'est-à-dire les auteurs qui aujourd'hui encore font du théâtre, un terrain à thèses et à combat. On voit apparaître successivement, *le Berceau* de M. Donnay, *la Déserteuse* de Brieux, *le Dédale* de P. Hervieu, *la Maison d'argile* d'Emile Fabre, *le Divorce* de Paul Bourget, œuvre non pas seulement littéraire et dramatique, mais œuvre sociale au premier chef. L'héroïne de M. Paul Hervieu, dans sa pièce *les Tenailles* s'exprime ainsi : « Oh ! qu'il n'y ait plus d'esclaves, plus de serfs nulle part, et que l'on doive pourtant être servie parce que l'on a un mari ! Qu'il n'y ait plus de vœux éternels devant Dieu, puis-

qu'une religieuse de nos jours peut quitter le couvent, et qu'il y ait un vœu éternel de l'époux devant l'autre époux. Que chacun ne soit pas le premier à posséder la disposition de son âme et de son corps, cela me dépasse, je ne le reconnais pas, je ne le supporte pas, je ne le veux pas ». MM. P. et V. Marguerite plaident en faveur du mariage libre, ils citent des cas malheureux qui résultent fréquemment d'une législation où le divorce par la volonté d'un seul n'est pas admis. Les journaux enquêtent sur la crise du divorce.

Voici un mariage dans lequel il n'existe aucune cause légale de divorce, néanmoins, la vie commune est devenue insupportable, et cependant l'un des époux ne veut pas jouer la comédie judiciaire, que l'on connaît; voici un autre mariage où il existe des causes de divorce, mais l'époux qui pourrait s'en prévaloir, ne le veut pas. De quel droit l'un des époux peut-il ainsi enchaîner à jamais l'autre époux dans une union qui lui fait horreur et l'empêcher de refaire sa vie; c'est une épouvantable violation de la liberté humaine dans ce qu'elle a de plus sacré et de plus respectable. Or, le système de la conversion obligatoire a été voté pour respecter la liberté d'une conscience. Les partisans du mariage libre se serviront du même argument, avec des raisons de fait qui viennent encore le renforcer, puisqu'ici la chaîne est plus dure et que ce qui rive cette chaîne est un intérêt pécuniaire.

La conversion obligatoire a été votée aussi pour

mettre fin à l'incohérence de la jurisprudence ; il sera difficile de rejeter cet argument dans une hypothèse où il a beaucoup plus de force : Quand il n'existe pas de cause de divorce, les époux jouent une comédie judiciaire ; il y a des tribunaux qui ferment les yeux, il y en a d'autres au contraire qui recherchent toujours si les époux ne se sont pas arrangés pour organiser de concert la scène à faire ; il faut obtenir l'unité de jurisprudence et le moyen c'est le divorce par consentement mutuel. En ce sens, un projet a été déposé dont M. Violette est rapporteur.

Après la loi actuelle viendra le divorce par consentement mutuel, puis le mariage libre ou le divorce par la volonté d'un seul ; on ne s'arrêtera même pas là, c'est l'union libre qui est au bout de la route où l'on s'est ainsi très imprudemment engagé. Et par ces facilités exorbitantes de dissolution, le mariage civil sera mis en face du mariage religieux dans une situation tout à fait inégale, et les populations se diront qu'il n'existe plus qu'un véritable mariage en France le mariage religieux, intangible, qui ne peut être brisé au gré des parties.

A tout cela, voici ce que l'on peut répondre : La conversion obligatoire au contraire empêche l'union libre, le concubinage, puisqu'elle permet de rompre un lien conjugal rendu bien fragile pour arriver par le divorce à un nouveau mariage.

Le Code de 1803 pose une règle qui est identique

à celle qui vient d'être votée et les conséquences funestes que l'on indique n'ont pas suivi; il est vrai que les faits d'alors ne ressemblaient pas à ceux d'aujourd'hui; en tout cas les législateurs de cette époque n'auraient pas voté la conversion obligatoire s'ils avaient eu la plus petite crainte que celle-ci n'amenât l'union libre, car c'étaient eux qui posaient sur des bases solides l'institution du mariage et de la famille française. Treilhard n'était pas un partisan de l'union libre, il était au contraire un de ceux qui ont fait le plus pour consolider la famille, mais il disait : à nos yeux, quand nous avons mis à côté du divorce la séparation de corps, nous n'avons pas voulu voir dans la séparation de corps quelque chose qui pourrait se prolonger indéfiniment; à nos yeux, l'état de divorce vaut mieux que l'état de séparation de corps.»

S'il y a une campagne en faveur du mariage libre, il y a une autre campagne qui fait contre-poids en faveur de l'indissolubilité du mariage, qui tend à détruire le divorce au lieu de l'élargir; cette campagne est moins apparente, mais elle est réelle, elle est de tous les jours, elle est dictée uniquement par des préoccupations d'ordre confessionnel.

D'autre part, l'indissolubilité du mariage n'est pas défendue seulement comme dogme religieux, ce principe est défendu aussi comme dogme social par des hommes éminents, Jules Simon, M. Cazot, Brisson.
« Voyez les étapes poursuivies par les sociétés succes-

sives, voyez la marche de l'évolution humaine : l'union libre, la polygamie, la répudiation, le divorce et enfin l'indissolubilité.» Auguste Comte, Harisson, Enrico Morelli : le divorce est une régression.»

Le législateur ne se résoudra jamais à voter ce dont on a peur, parce que ce serait la fin de la famille et de la société, ou plutôt ce nouvel état de choses amenant une réaction, ferait triompher l'idée de l'indissolubilité.

D. — *La conversion obligatoire
est avantageuse pour l'enfant*

Certains pensent qu'on aurait dû conserver le système de la conversion facultative pour les tribunaux au moins dans un cas, celui où il existe un enfant mineur : Le juge, s'il le croyait utile, maintiendrait la séparation, la présence de l'enfant mineur pourrait avoir pour effet d'amener entre les époux la réconciliation qui est une bonne chose pour tout le monde. Un enfant est né après la séparation, le malheur a voulu que dans les trois années le rapprochement n'ait pas eu lieu, l'enfant est arrivé à sa deuxième ou troisième année, peut-être l'occasion qui ne s'est pas encore offerte, mais qu'une rencontre heureuse peut faire naître, aurait-elle des chances de se produire? Qui pourrait dire si la vue de cet enfant longtemps éloigné de lui, presque inconnu, n'éveille-

rait pas, même chez le demandeur, des sentiments propres à le toucher?

Si ce système législatif était consacré, selon nous la réconciliation ne se produirait pas, ou très rarement. Les époux ont passé trois ans sans essayer de se rapprocher, devant la justice ils ne se réconcilient pas, ou l'un d'eux fait défaut manifestant ainsi sa ferme volonté de ne pas reprendre la vie commune; ce serait après le jugement de refus la continuation de la séparation de corps avec tous ses inconvénients.

Nous croyons que pour les enfants la situation d'enfant d'époux divorcés est préférable à la situation d'enfant d'époux séparés. Au point de vue matériel, la situation de l'enfant est aussi mauvaise dans un état que dans l'autre : les soins lui manquent; il est vrai qu'il peut trouver auprès du père ou de la mère remariés une famille nouvelle, mais il est vrai aussi qu'en général le second mariage est nuisible à l'enfant. Et au point de vue moral, qu'il y ait rupture de lien conjugal, ou simplement relâchement c'est aussi lamentable : on dit qu'en cas de divorce la honte des désordres rejaillit sur l'enfant; qu'il en est de même en cas de séparation, qu'ici toutefois l'impression est moindre, car les tribunaux ne sont point allés jusqu'au divorce; nous pensons que si honte il y a, elle doit être la même car la faute est la même, mais aujourd'hui la majeure partie des individus, et nous sommes de ceux-là, ne considèrent pas l'enfant

avec défaveur, ils le regardent avec pitié. — En divorce comme en séparation le cœur de l'enfant est déchiré par des tiraillements qui peuvent faire sombrer l'amour filial, la confiance et même le respect. Mais cependant, c'est avec raison à notre avis que des moralistes en grand nombre préfèrent encore pour l'enfant la situation d'enfant d'époux divorcés ; il est meilleur pour la conscience et l'esprit de l'enfant de vivre dans une situation nette, hautement acceptée que de se trouver dans un milieu où tout est faux, embarrassé et louche, dans ce prétendu état de mariage, école de mépris et de haine : l'atmosphère du divorce est moralement plus saine.

Et il vient immédiatement à l'esprit que ce système empêcherait la légitimation des enfants adultérins.

Lors du vote de la loi en 1908, on a encore proposé le système suivant : la conversion est toujours obligatoire, mais lorsqu'il y a un enfant mineur les tribunaux peuvent surseoir s'ils le jugent bon pendant un délai de six mois à deux ans. On faisait remarquer qu'on accordait ainsi aux juges une faculté qu'ils ont déjà dans la loi de 1884, de ne pas prononcer immédiatement le divorce. M. le Garde des Sceaux s'y opposa en disant : « La situation des enfants ne sera pas améliorée parce qu'un délai aura été accordé avant le prononcé du jugement. Trois ans se sont écoulés, les époux ne se sont pas rapprochés, la condition des enfants est restée ce qu'elle est quand

les époux sont désunis. Le tribunal est saisi d'une demande en conversion, pour quelle raison ne statuerait-il pas immédiatement? L'époux a affirmé devant le tribunal sa volonté d'obtenir le divorce; cependant le tribunal a dit : les enfants sont mineurs; à cet égard ils sont dignes de sollicitude. Mais dans six mois ils seront peut-être encore mineurs, dans deux ans, terme du délai maximum, ils le seront peut-être encore, leur intérêt après ce délai sera identiquement le même. Dès lors à quoi bon cet ajournement? Au surplus, pense-t-on que l'époux qui aura rencontré une résistance en arrivera à retirer sa demande? il attendra la fin du délai dans une irritation plus grande, la situation des enfants s'en trouvera peut-être aggravée ». On fit observer que l'enfant serait témoin pendant la durée de l'instance de scènes regrettables, et qu'il n'y aurait en fin de compte que des frais inutiles.

Avec le second comme avec le premier système, les cas heureux seraient infiniment rares, et le législateur doit statuer dans l'intérêt général.

E. — *La conversion obligatoire est conforme au bien des époux et à l'intérêt de la société*

C'est le divorce par la volonté du coupable. Mais il est contraire au droit et à la raison de faire sortir une prérogative quelconque au profit de l'époux

condamné des torts qu'il a eus envers son conjoint.

C'est contraire parce que en effet, les causes du divorce se ramènent toutes à l'idée de faute et d'indignité de l'époux contre lequel le divorce est prononcé; l'absence a dû être écartée comme ne présentant pas ce caractère de faute; la demande en divorce est toujours fondée sur une faute du défendeur.

C'est une prérogative exorbitante : un époux est honteusement adultère, il demande la conversion, le trompé aura encore la douleur inévitablement de voir le divorce prononcé contre lui. Un époux réclame la conversion, l'autre époux répond que plutôt que de subir le divorce, il est prêt à reprendre la vie conjugale, le tribunal ne pourra pas tenir compte d'un fait qui peut rétablir la vie commune. La législation de 1803 était bien préférable à celle de 1908, la conversion obligatoire était subordonnée à deux conditions : la première que la femme demanderesse n'ait pas été adultère, et la seconde que le défendeur sommé de rétablir la vie commune s'y refusât, c'était plus humain.

Le tribunal ne peut pas refuser la conversion à un mari, un père de famille, qui se trouve sous l'empire d'une prostituée, et veut l'épouser contre le bon sens et l'intérêt matériel, et la femme légitime qui est la gardienne de ses enfants, subira l'ignominie de voir s'implanter dans son ancien foyer domestique une fille de mauvaise vie qui dévorera la subsistance de

la famille, et qui par le fait même du divorce lui interdira devant ses enfants ébahis, inquiétés dans leurs consciences et dans leur respect pour la mère de famille, le droit même de porter le nom de son mari; à une femme faible d'esprit dans les mains d'un aventurier, qui va l'épouser et la ruiner ainsi que ses enfants; à une femme munie d'un conseil judiciaire, quelquefois même sur la demande du mari, qui non contente de l'exiler de la couche conjugale, veut le voir chasser définitivement pour se marier avec un aigrefin; à un forçat réclusionnaire qui réclame, pour la vexer, la conversion contre sa femme, qui, après la tentative d'assassinat, a demandé la séparation dans le but d'avoir une capacité plus étendue; à un fonctionnaire qui intente une demande en conversion pour faire perdre à sa femme le droit de reversibilité, etc...

Cette loi de 1908 est d'une brutalité révoltante, c'est l'injustice inévitable : il y a le droit de l'époux séparé de se créer une nouvelle famille, mais il y a aussi les devoirs nés du précédent mariage, il y a l'intérêt public à la création de nouvelles familles, mais il y a en face des intérêts privés, il y a même l'intérêt public au maintien des familles qui existent. La loi de 1884, qui donnait aux juges un pouvoir d'appréciation, était bien préférable.

On comprendrait la conversion obligatoire, mais seulement au profit de l'époux demandeur à la séparation. En 1908, on a proposé un texte en ce sens :

Le tribunal devra au bout de trois ans convertir en divorce le jugement de séparation de corps, sauf si la demande émane de l'époux aux torts et griefs duquel la séparation a été prononcée.» Mais, a-t-on fait remarquer, dans l'immense majorité des cas, n'est-ce point cet époux qui réclame la conversion? Car, l'autre, celui qui a triomphé dans l'instance prononcée, pouvait à ce moment réclamer avec autant de chances, soit le divorce, soit la séparation. Pour lui, la situation n'a pas changé; et dans les cas exceptionnels où modifiant son choix il demandait sous l'empire de la législation actuelle la conversion, les mêmes causes et griefs subsistant, il l'obtenait presque toujours. Si on adopte ce texte, on n'accorderait rien en réalité puisque l'époux contre lequel la séparation a été prononcée pourrait se voir encore refuser le divorce. Et ne s'aperçoit-on pas qu'on ne laisse plus intact le pouvoir d'appréciation des tribunaux puisque on leur dit d'avance : « Prenez garde, le demandeur, c'est un coupable. » Selon nous, il y avait dans cette remarque de l'exagération, si un pareil texte avait été voté, il n'y aurait eu rien de changé, si ce n'est pour le demandeur à la séparation.

Tout d'abord, dans l'esprit du législateur de 1803, comme dans celui du législateur de 1884, la séparation de corps qui était mise pour les catholiques à côté du divorce ne devait pas se prolonger indéfiniment, car le divorce était préférable, et alors l'impos-

sibilité pour la femme adultère d'agir en conversion d'un côté, et le système de la conversion facultative, de l'autre, étaient des contradictions.

Après 1803, le juge ne pouvait pas prononcer la conversion si le défendeur acceptait de reprendre la vie commune, cet acte du défendeur à la conversion constituait une fin de non-recevoir absolue et après 1884 le juge pouvait ne pas prononcer la conversion dans la même hypothèse, l'offre du défendeur était appréciée par le tribunal : le demandeur à la conversion débouté ne reprenait pas la vie commune, il venait de demander le divorce, et c'était toujours la séparation.

Sans doute, il y a des époux qui ne méritent ni sympathie, ni pitié, mais ces époux-là, vraiment indignes, ne réclament pas le droit à la conversion, ils ne songent pas à un nouveau mariage. Et quel intérêt moral peut avoir un époux innocent à maintenir un époux infâme dans le lien conjugal. Une femme a obtenu la séparation de corps contre un mari infidèle, au lendemain du prononcé de cette séparation, le mari continue de vivre avec sa maîtresse, il demande plus tard la conversion, les tribunaux sont obligés de la prononcer, c'est un scandale, la femme est atteinte dans ce qu'elle a de plus intime et de plus cher, car l'adultère épouse sa maîtresse : nous nous demandons vraiment ce que la femme aurait à gagner au point de vue moral à voir se prolonger la situation

déplorable qui existait. Faisons remarquer en passant que la conversion obligatoire pour le juge est logique puisque précisément, la loi autorise le mariage de celui qui est convaincu d'adultère avec son complice. Et au point de vue matériel, pécuniaire, nous ne voyons pas quel intérêt un époux innocent peut avoir à conserver la séparation de corps : ce régime emporte toujours la séparation de biens ; il a en outre, pour effet de rendre à la femme le plein exercice de sa capacité civile, sans qu'elle ait besoin de recourir à l'autorisation de son mari ou de justice.

Et d'ordinaire il n'y a pas d'époux coupable, il y a des époux malheureux parce que mal assortis. Et si par hasard il arrivait que le système de la conversion obligatoire eût un résultat fâcheux, choquant, le législateur ne pourrait pas être rendu responsable, car il n'a pas à s'inquiéter des cas particuliers, il vise l'intérêt général.

Pour les époux, le divorce vaut beaucoup mieux que la séparation de corps, qui est une situation contraire à la nature et à l'honneur. En 1803, Treilhard qui exposait les motifs du titre du divorce disait très justement : « Toute personne sans passion sera forcée de convenir que le divorce qui, brisant le lien, laisse la possibilité d'en contracter un nouveau, est préférable à la séparation qui, ne conservant du lien que le nom, livre deux époux à des combats perpétuels, et dont il est difficile de sortir toujours avec avantage. »

Les adversaires du divorce les plus convaincus n'hésitent pas à reconnaître qu'à tous égards, la situation d'un époux divorcé est moins mauvaise que celle d'un époux séparé. Il est extraordinaire qu'un époux contre lequel, peut-être, la séparation aura été prononcée conserve le droit, si sa femme s'est laissée aller à une affection, de la faire condamner en police correctionnelle.

Le système de la conversion facultative qui peut avoir pour résultat la continuation de la séparation, permet la réconciliation des époux, dit-on. Mais tout d'abord le divorce ne fait pas obstacle à une réconciliation. Ensuite, après le jugement qui rejette la demande de conversion, il y a beaucoup de chances pour que les époux ne se réconcilient pas : pendant trois ans, ils se sont traités en ennemis, ils ont recommencé le procès, ce n'est très probablement pas une ère d'apaisement qui s'ouvre.

Et cet état de séparation de corps est plus défavorable au point de vue social que l'état de divorce qui, lui, crée une situation nette ; il est bon, pour la moralité publique, que le divorce vienne mettre fin aux situations douteuses qui résultent fatalement de la séparation. — Ne vaut-il pas mieux que chacun reprenne sa liberté pour fonder une nouvelle famille ; certainement des enfants naissent pendant la séparation de corps, mais n'est-il pas préférable que le divorce permette aux époux de créer une famille légitime ? —

Avant la loi de 1908, des demandes en conversion étaient l'objet de négociations immorales, des époux tentaient de racheter leur liberté à prix d'argent, quelques-uns réussissaient, c'était une situation lamentable.

Le moment était venu de voter la loi de la conversion obligatoire : Après 1884, le divorce pénètre dans les mœurs, chaque année le nombre des divorces augmente et celui des séparations diminue, même les femmes qui ont un goût marqué pour la séparation de corps vont de plus en plus au divorce. — Les cinq cents demandes de conversion représentent à peine le cinquième comme nombre des jugements de séparation : beaucoup de séparés restent dans cet état parce qu'ils craignent les frais. — La conversion est en fait presque toujours accordée, ainsi pendant les années 1900 à 1904, la proportion des demandes accueillies sur les demandes repoussées n'est pas moindre de quatre-vingt-quatorze et demie pour cent.

F. — *La conversion obligatoire
est préférable pour la magistrature*

La conversion obligatoire, dit-on, c'est contraire à la dignité de la magistrature : les tribunaux sont abaissés au rôle qui consiste à enregistrer la décision

d'un coupable; ils sont devenus des tribunaux barbares. — Les juges ne statuent pas seulement en droit, en toute matière ils apprécient les faits, notamment, lorsqu'il s'agit d'un divorce; pourquoi leur interdire d'en faire autant en ce qui concerne la conversion? C'est un tort d'accuser les juridictions de décider d'après leurs idées religieuses : sur cent demandes de conversion, quatre-vingt-quinze étaient accueillies favorablement, ce qui prouve qu'elles ne résistaient pas au divorce. — Obliger les magistrats à prononcer la conversion, c'est porter atteinte à leur liberté de conscience.

Il ne nous apparaît pas que des juges puissent avoir honte de prononcer sans examen le divorce, à cause des raisons supérieures qui ont fait établir le système de la conversion obligatoire. — Les causes du divorce et les causes de la séparation sont identiques; la séparation a été prononcée, il s'est passé trois ans; sur quels faits pourrait-on appeler le juge à se prononcer? — Si on remonte aux environs de 1884, on voit les convictions catholiques empêcher des juges d'accorder la conversion, sans doute la situation s'améliore peu à peu, mais il ne se produit annuellement que cinq cents demandes en conversion, sur douze à quinze cents jugements de séparation, parce que les époux craignent de s'adresser à des juges qu'ils savent hostiles au divorce. — La situation qui est faite aujourd'hui au juge est plus morale

que celle qui existait avant 1908 : le juge prononce les conversions ou se démet de ses fonctions, tandis qu'auparavant il ne prononçait pas la conversion, ne se démettait pas de ses fonctions, mais ne remplissais pas son devoir professionnel.

III

Nature juridique de l'acte de conversion

Ce n'est pas parce qu'il y a « obligation » que le juge, qui prononce la conversion de la séparation de corps en divorce, ne rend pas un jugement proprement dit.

Pour qu'il y ait jugement proprement dit ou acte de juridiction, il faut une constatation à titre de vérité légale. Pour qu'une constatation soit à titre de vérité légale, il est nécessaire et suffisant qu'elle porte sur une chose contestée ou contestable, que cette chose ne soit pas susceptible de se modifier d'un moment à l'autre, et en outre que la loi ou la jurisprudence attache à cette constatation l'autorité de la chose jugée(1). Avec la loi de 1908, le premier élément fait très certainement défaut ; le juge prononce ou ne prononce pas la conversion suivant qu'il constate ou ne constate pas qu'il se trouve dans les conditions légales pour le faire, un litige n'est pas possible sur le point de savoir si les conditions légales sont réunies, cette vérité ré-

(1) V. notre thèse : *De l'autorité de la chose jugée en matière administrative*, Lille 1911.

sulte des travaux préparatoires : la formalité de la comparution des parties n'existe plus que dans un but de réconciliation.

Le juge fait un acte de la même nature juridique qu'un mariage.

Avec la loi de 1884, il y avait acte de juridiction.

Nous verrons cette question avec plus de détails en étudiant la procédure.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA PROCÉDURE

SECTION I

A qui appartient l'action ?

Qui peut demander la conversion de la séparation de corps en divorce ? Après 1884, la jurisprudence paraissait unanime à décider que l'action en conversion pouvait être formée par l'époux défendeur à la séparation aussi bien que par l'autre époux ; cependant certains tribunaux refusaient de trouver dans les torts de l'époux coupable, une base suffisante pour le prononcé du divorce et ainsi arrivaient à réserver au seul époux offensé le droit d'agir en conversion ; le C. civ. au contraire donnait le droit de demander la conversion au seul époux coupable, exception faite toutefois pour la femme adultère. Aujourd'hui le texte de la loi ne laisse aucun doute à cet égard, ce droit appartient aux deux parties : chaque époux a les mêmes droits, soit qu'il ait ou non des enfants, soit que la séparation ait été prononcée ou non à son pro-

fit. La règle qui, mise à côté du système de la conversion obligatoire sans distinction, donne à tout époux coupable sans restriction, le droit d'agir, est conforme à l'esprit des législations précédentes, et en l'adoptant le législateur a montré une fois de plus ses préférences pour le divorce.

Demander la conversion de la séparation de corps en divorce, c'est non pas une action en justice, mais un acte de même nature que la demande faite à l'officier de l'état civil de prononcer le mariage, c'est aussi un acte éminemment personnel. Il faut donc, en ce qui concerne l'exercice du droit de conversion, appliquer les règles qui gouvernent les actes personnels.

SECTION II

Le tribunal compétent

Le tribunal compétent pour prononcer la conversion est le tribunal du domicile du défendeur conformément à l'art. 59 du C. proc. civ. Aucun doute n'est possible à cet égard (Ch., séance 27 mai 1882). Le Sénat avait adopté en première lecture le texte suivant :

« Dans le cas où le jugement de séparation de corps, devenu définitif depuis trois ans au moins, aurait été rendu par une juridiction aujourd'hui supprimée, ou par un tribunal situé dans une portion de

territoire annexé à la France depuis que ce jugement a été rendu, les époux entre lesquels il sera intervenu pourront, pour obtenir la conversion en jugement de divorce, s'adresser au tribunal qui serait compétent, pour connaître des actions personnelles, à introduire contre l'époux défendeur dans la nouvelle instance.» Mais le rapporteur s'exprima ainsi : « Nous n'avons pas maintenu l'obligation de porter la question devant le tribunal qui a connu la première affaire, d'abord parce que le second procès venant plusieurs années après le premier, ne serait que rarement jugé par les mêmes magistrats. Puis nous avons reconnu que cette obligation pour les parties d'aller loin de leur domicile pourrait avoir pour elles bien des inconvénients. Nous avons cru préférable de maintenir le droit commun. » (*Journal officiel*, 25 juin 1884). L'art. 20 du projet de loi sur la procédure du divorce, déclarait que le tribunal compétent serait celui qui aurait statué sur la demande en séparation parce qu'il pourrait mieux que tout autre apprécier à nouveau le différend; la commission du Sénat, repoussa en 1886, comme en 1884, cette dérogation au droit commun, ayant fait remarquer, en outre, que la loi précédente, sur ce point, n'avait rencontré aucune objection, et soulevé dans l'application aucune réclamation.

Avec la loi de 1908, la compétence du tribunal qui a connu de la séparation ne se justifierait plus du tout; en effet, il n'y a plus d'appréciation à faire,

et d'autre part la procédure n'est pas modifiée. Mais nous disons que la demande en conversion n'est pas une action en justice : ce caractère n'empêche pas de décider que le tribunal compétent est le même que pour les actions personnelles, de plus les demandes qui portent sur des questions accessoires à la conversion sont des actions en justice.

Quelques auteurs enseignaient, sur l'art. 310 de 1803, que les demandes de conversion devaient être portées devant le tribunal par lequel la séparation de corps avait été prononcée, le motif qu'ils invoquaient était le suivant : la cause du divorce de l'art. 310 n'est qu'un effet de la séparation de corps qui doit dès lors être soumise au juge compétent pour statuer sur la séparation même. Mais la cause du divorce se trouve dans les faits qui ont motivé la séparation ; ce sont ces faits seuls qui permettent successivement l'admission de la séparation et celle du divorce après trois ans.

Le tribunal compétent est donc le tribunal du domicile du défendeur ; mais, avant la loi du 6 fév. 1893, il existait la controverse suivante : « Quel est le tribunal compétent lorsque c'est le mari qui agit en conversion contre la femme ? Certains pensent que le domicile de la femme étant celui du mari, il ne saurait y avoir de difficulté à reconnaître le tribunal compétent ; ils estiment même que dans le cas de l'art. 310, le mari peut former sa demande devant le

tribunal de son propre domicile et en assignant sa femme chez lui parce que d'après l'art. 108, toutes les femmes mariées ont, tant que le mariage subsiste, le même domicile que le mari; et ils disent que s'il peut y avoir fraude et inconvénient, les juges y remédieront en ordonnant s'ils soupçonnent que la femme n'a pas été réellement avertie, une réassignation signifiée à sa personne ou au lieu de sa résidence effective » (1).

D'autres ont une opinion contraire et nous sommes de leur avis : l'art. 108 du C. civ. n'est que la conséquence naturelle de l'art. 214; s'il est général dans ses termes, c'est précisément parce qu'il n'a en vue que la femme reste dans les liens d'un mariage, auquel ni un divorce, ni une séparation de corps n'ont porté atteinte. L'un des effets de la séparation de corps est d'affranchir la femme de l'obligation de cohabiter avec son mari; or, le domicile de la femme n'a été fixé au même lieu que celui de mari que parce que l'obligation de la communauté d'habitation ne pouvait pas permettre que le principal établissement de la femme fût éloigné et séparé de celui du mari. La femme devient libre de se choisir un domicile; et c'est le tribunal de ce domicile qui est compétent (2).

(1) Locré, Esp. du C. civ., t. IV, p. 255.

2) Vraye et Gode.

La loi du 6 fév. 1893 a mis fin à cette controverse en complétant l'art. 108 qui est maintenant rédigé ainsi : « La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari... La femme séparée de corps cesse d'avoir pour domicile légal le domicile de son mari... ».

SECTION III

Du délai

Le délai après lequel les époux peuvent demander la conversion de la séparation de corps en divorce est de trois ans. La longueur du délai est la même dans la loi de 1884 que dans la loi de 1803, et le législateur de 1908 n'a pas jugé utile de la modifier.

A ce sujet, M. de Marcère a dit à la Chambre des députés à propos de la loi de 1884 : « La Commission estime qu'il peut y avoir un inconvénient grave à accorder à des époux séparés depuis moins de trois ans la faculté de demander la conversion immédiate du jugement intervenu entre eux en un jugement de divorce »; et aussi ceci : « Vous avez adopté l'ancien texte. Il est donc de règle, désormais, qu'il y a un délai de trois ans pendant lequel les époux qui ont demandé la séparation de corps et qui l'ont obtenue pourront réfléchir, oublier leurs griefs, revenir à d'autres sentiments et peut-être se réconcilier. C'est un

temps d'épreuves qui leur est donné et ce n'est qu'après le temps écoulé, qu'ils pourront faire convertir la séparation de corps en divorce. Nous avons considéré que ce délai de trois ans était très sagement imparti par la loi. Il ne faut rien hâter, trois ans est un délai trop court, il ne faut pas le diminuer. »

Quel est le point de départ du délai de trois ans ? Son point de départ est la date du jugement ou de l'arrêt devenu définitif, qui a prononcé la séparation de corps sans qu'il y ait lieu de tenir compte des délais utiles pour la signification, et pour toutes formalités nécessaires, afin que la décision puisse acquérir l'autorité de la chose jugée. Ainsi un jugement non frappé d'appel, sera par lui-même le point de départ du délai ; il en sera de même si le jugement a été rendu par défaut, et n'a été frappé ni d'opposition, ni d'appel. Ni la signification, ni le jour de l'expiration du délai d'appel ne pourraient être pris comme point de départ parce que, faute d'avoir été attaqué par les voies légales, le jugement produit son effet du jour où il a été prononcé, et que la durée de la séparation commence. S'il y a eu appel, le délai court du jour de l'arrêt définitif. Cette solution ne peut faire doute puisque le pourvoi n'est pas suspensif. En matière de divorce, certains délais ne se comptent que du jour où la décision définitive a acquis l'autorité de la chose jugée (art. 252) ; mais il ne faut pas tirer

de là un argument par analogie, car il n'y a aucune corrélation entre le délai de l'art. 252 et celui de l'art. 310 (1).

Lorsque le demandeur en divorce, après jugement de sursis rendu dans les termes de l'art. 246 du C. civ., transformera sa demande en demande de séparation de corps, le point de départ sera toujours la date du jugement définitif, car la séparation provisoire diffère essentiellement de la séparation de corps.

Le délai doit être expiré avant que le demandeur présente requête au Président pour être autorisé à assigner. Ce n'est ni le jour de l'assignation, ni le jour du jugement de conversion qu'il faut prendre comme terme du délai : en effet, la requête est le premier acte dans lequel se manifeste la volonté de demander la conversion, un tel acte suppose donc que le délai de trois ans est expiré.

Le délai de trois ans est franc et préfixe : ni le jour de la décision définitive qui a prononcé la séparation de corps, ni le jour de la requête à fin de conversion n'y sont compris ; ainsi, si une réparation est prononcée un premier décembre, ce n'est que le deux décembre de la troisième année suivante au plus tôt que la demande en conversion peut être formée ;

(1) L'art. 6 de la loi du 18 avr. 1886 n'autorise la conversion des jugements de séparation antérieurs à cette loi, que s'ils sont devenus définitifs depuis trois ans ; le rapporteur a dit au Sénat : « Votre commission a pensé qu'il n'y aurait aucun inconvénient à mettre « ici » que le délai partira du jour où le jugement sera définitif. »

sans quoi la séparation de corps n'aurait pas duré trois ans; l'inobservation du délai entraînerait nullité.

Ce délai ne saurait être étendu ni par l'effet d'une interruption, ni par l'effet d'une suspension; et le tribunal ne pourrait en aucune façon soumettre les époux à une nouvelle épreuve (1).

SECTION IV

L'action en conversion et l'action en divorce

a) Le délai après lequel il est possible de demander la conversion est donc de trois ans, mais avant l'expiration de ce délai les époux séparés peuvent-ils intenter une action en divorce ordinaire ?

Certainement, il est toujours permis à l'un des époux de demander le divorce avant comme après les trois ans pour causes nouvelles survenues depuis la séparation de corps, et même, pensons-nous, pour causes antérieures non déduites en justice. L'action est recevable parce qu'elle ne tend pas au même but et ne se fonde pas sur les mêmes faits, et de plus cette

(1) Vraye et Gode, t. I, n° 467. Comp. Carpentier, 885, nos 401 et 173. Cass. 28 nov. 1887 (S. 90.113, D. P. 88.1.433). — Il faut que le jugement soit devenu définitif : V. à ce sujet Carpentier, 1888; Depeiges n° 124; Vraye et Gode, art. 310, n° 6; Poulle, p. 65.

solution ressort des explications échangées au Sénat entre M. Batbie et le rapporteur de la loi du 27 juill. 1884.

b) Avec les faits anciens, c'est-à-dire les faits qui ont été l'objet du jugement de séparation de corps, les époux ne peuvent que demander la conversion : que les trois ans soient écoulés ou non, l'action en divorce ne peut pas être intentée avec ces faits.

Le rapporteur s'est trompé quand il a exprimé son opinion personnelle en disant : l'époux demandeur en séparation de corps peut, avant l'expiration des trois ans et en invoquant les seuls faits articulés dans la demande en séparation, introduire une instance de divorce parce que les faits anciens n'ont jamais été appréciés au regard d'une demande en divorce, de telle sorte qu'au regard du divorce, il n'y a pas chose jugée.

Tout d'abord, il importe peu qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas chose jugée ; en effet la demande directe de divorce doit être écartée parce qu'il résulte implicitement de l'art. 310 du C. civ. que le demandeur n'est pas recevable dans son action.

Le législateur offre en principe à l'époux offensé l'option entre les deux actions, de telle sorte que cette option une fois accomplie, le droit du demandeur se trouve épuisé : en effet l'art. 306 s'exprime ainsi : « Dans le cas où il y a lieu à la demande en divorce, il sera libre aux époux de former une demande en sépa-

ration de corps », et il résulte du contexte ainsi que d'autres documents que ces actions ne sauraient se cumuler, mais que la séparation de corps est concédée comme une sorte d'équivalence du divorce à ceux dont la conscience répugne à la dissolution complète du lien conjugal. Conséquent avec cette idée, le Code de 1804 permettait au défendeur seul, qui n'avait pas eu le choix de l'action, de faire convertir après trois ans le jugement de séparation en jugement de divorce; et ce défendeur ne pouvait pas agir en divorce directement, car il n'aurait eu pour appuyer sa demande que ses propres fautes.

Il n'appert d'aucune disposition que les actions de divorce et de séparation aient été altérées dans leur essence par la législation nouvelle; la faculté créée en faveur du demandeur originaire lui-même de demander la conversion n'a pour effet que de prolonger l'option dont il s'agit : la procédure éloigne l'idée d'une action nouvelle, et le système de la conversion obligatoire montre bien que le législateur envisage cette demande non comme une action distincte et indépendante, mais comme une simple transformation extensive des effets du jugement primitif lui-même.

Et si l'on devait prendre pour guide le principe de l'indépendance de l'action en divorce, et de l'action en séparation, la logique conduirait à décider que l'époux qui aurait échoué dans une demande en séparation de corps pourrait en reprenant les mêmes faits in-

tenter une demande en divorce et réciproquement, résultats assurément contraires aux vues du législateur et à l'intégrité même de la chose jugée, puisque d'une part il est constant que l'action en divorce, rejetée ou périmée, ne peut être reprise que pour une cause nouvelle, et que d'autre part, aux termes de l'art. 306, il ne peut y avoir lieu à séparation de corps, que quand il existe des causes de divorce (1).

Les époux séparés de corps avant 1884, n'auraient pas le droit sans l'art. 4 de la nouvelle loi de parvenir au divorce; ils ne peuvent donc y arriver qu'en usant du procédé indiqué par cet article; or, ce procédé c'est la conversion telle qu'elle est mise à la disposition des conjoints séparés après le 27 juillet : qu'est-ce à dire, si ce n'est que pour ces conjoints également le droit de conversion constitue la seule et unique voie qui conduise au divorce. De plus, les conditions de conversion ne devraient pas être appliquées à l'époux demandeur qui a obtenu la séparation de corps antérieurement à la loi qui rétablit le divorce puisque, à cette époque, l'option entre les deux actions ne pouvait pas être exercée; mais il résulte des travaux préparatoires que l'épreuve de trois ans exigée par l'art. 310 du C. civ. a été jugée nécessaire pour toutes les hypothèses.

Et le système qui admettrait pour atteindre le

(1) Voir ce que nous avons écrit à propos du pouvoir d'appréciation.

même but, le divorce, deux procédures l'une facile, l'autre plus difficile serait irrationnel.

En pratique à quoi aboutirait l'option laissée aux époux d'agir par la voie de la conversion, ou par la voie directe et principale? A presque rien : les époux désireux de divorcer n'attendraient pas trois ans, il serait plus expéditif de subir les épreuves multiples de l'instance ordinaire, surtout dans le cas d'une condamnation à une peine afflictive et infâmante.

Serait-il bon que cette option soit accordée aux époux : l'état de divorce est préférable à celui de séparation de corps, pourquoi ne pas permettre à des époux qui ont la ferme volonté de divorcer de le faire immédiatement, d'autant plus qu'à l'expiration du délai de trois ans ils auront peut-être changé d'idée et qu'ainsi la séparation continuera. Mais si le divorce est préférable à la séparation, la réconciliation vaut mieux que le divorce et dans les trois ans une reprise de la vie commune peut se produire.

Après le délai de trois ans on ne voit pas quel intérêt les époux pourraient avoir à sacrifier à une marche plus lente et plus onéreuse la procédure la plus rapide et la moins dispendieuse.

c) Supposons maintenant que des époux veuillent tenter une demande en divorce basée tant sur des faits anciens que sur des faits nouveaux; ils n'ont pas le droit de recourir à la procédure si succincte de la conversion. On dira que, le jugement de conversion

n'étant qu'un enregistrement du jugement de séparation, la mention du fait nouveau peut passer pour une simple mention surrogatoire. Mais les causes du divorce ont des effets différents : la condamnation à une peine afflictive et infâmante n'autorise-t-elle pas un second mariage prohibé en tout autre cas. Pourquoi priver le défendeur des garanties sur lesquelles il a le droit de compter dans une instance qui peut si gravement modifier sa situation. — Les époux peuvent faire statuer à l'inverse, après comme avant les trois ans, par voie d'action principale tant sur les griefs anciens que sur les causes nouvelles — les griefs anciens ne pouvant pas servir de motif principal. — De plus les époux ont la faculté d'intenter successivement une action en conversion et une demande principale en divorce : il a été jugé qu'il n'y a pas litispendance entre les deux demandes pouvant donner lieu à renvoi devant le tribunal premier saisi. (Cour d'Aix, 21 mai 1885, G. P. 85, 1. 782).

d) 1^o Au surplus, la situation de chacun des deux époux est absolument indépendante : si le mari ne soulève que des griefs anciens tandis que la femme invoque au contraire des faits nouveaux, il y a deux demandes distinctes soumises l'une à la procédure de l'art. 310, l'autre à la procédure des art. 238 et s. Les tribunaux saisis avant l'expiration du délai de trois ans d'une demande principale en divorce doivent déclarer non recevable toute demande en conversion

formée avant ce délai par l'autre conjoint. Les tribunaux ne peuvent connaître accessoirement à une demande de conversion d'une demande principale intentée par l'adversaire ou réciproquement.

Une demande reconventionnelle proprement dite, c'est-à-dire poursuivie par voie de simples conclusions, ne peut être formée dans une instance qui a pour base des griefs nouveaux qu'autant qu'elle est fondée elle-même sur des faits nouveaux, et dans une instance en conversion qu'autant qu'elle repose exclusivement sur des griefs articulés à l'appui du jugement de séparation de corps (1).

D'après une théorie, si la première demande est une demande de conversion et la seconde une demande principale, cette dernière demande pourra être formée par voie de simples conclusions car c'est la forme normale de toutes les demandes ordinaires de cette nature, et distraction faite du préliminaire de conciliation qui n'a aucune raison d'être lorsque les époux sont déjà séparés (l'art. 310 suffirait à en témoigner), la procédure de divorce ordinaire est soumise à toutes les règles du droit commun; si c'est au contraire la demande en conversion qui est formée la seconde comme la loi a soumis dans tous les cas cette demande à des formes spéciales, qu'elle

(1) Avec la conversion obligatoire, on ne voit plus l'intérêt qu'il peut y avoir à répondre à une demande de conversion par une demande de conversion.

en a fait en d'autres termes une procédure d'exception, il faudra toujours suivre pour cette demande les formes prescrites. Mais ce n'est pas seulement par l'introduction de la demande, mais encore par tout le développement de la procédure que se distinguent les actions principales et les actions en conversion. Or on ne conçoit de demandes reconventionnelles proprement dites que celles qui peuvent à un moment donné de l'instruction se fondre pour ainsi dire dans la demande principale.

2º Un tribunal unique qui a été saisi tout à la fois d'une demande en conversion régulièrement formée et d'une demande principale doit surseoir à statuer sur la demande en conversion jusqu'à ce que la demande principale ait été instruite. Le tribunal par deux jugements rendus le même jour statuera sur les deux demandes. En effet si le tribunal réglait immédiatement la question de la conversion avant que la demande principale fût en état d'être jugée, il rejeterait implicitement du même coup cette demande principale qui peut être légitime et bien fondée. Et lorsque, à raison du domicile nouveau de la femme, les demandes sont portées devant deux tribunaux différents, la litispendance doit être tranchée en faveur du tribunal premier saisi et celui-là agira comme nous le disons plus haut. (Voir notre chap. 6, 3^e partie) (1).

(1) Avec l'idée de la nouvelle nature juridique de l'acte de conversion, toutes ces solutions restent vraies. Voir sur ces questions Goirand,

SECTION V

La procédure proprement dite de la demande en conversion§ 1^{er}. — LA LOI DE 1884

A. — La procédure commence par une requête au président; il suffit qu'elle fasse mention du jugement de séparation de corps intervenu : en effet nous n'admettons pas qu'on puisse débattre en Chambre du Conseil des faits nouveaux; elle tend à ce qu'il soit permis d'assigner l'adversaire à comparaître en Chambre du Conseil; c'est une prescription de pure forme, car il ne paraît pas que le président puisse refuser cette autorisation.

b) Cette requête est répondue d'une ordonnance qui organise aussi les débats, en ce sens qu'elle contient la désignation d'un juge rapporteur, ordonne la communication au ministère public et fixe le jour de la comparution des parties; l'omission des deux premières dispositions n'entraînerait pas nullité, si en fait, il était constaté qu'un rapport a été fait à l'audience, et que le ministère public a eu communication des pièces.

Traité pratique du divorce, 1886, pp. 184 et 198. — Vraye et Gode, t. I. — Carpentier, 1888, n° 203; 1885, n, 399 et 400; Concours d'une demande en conversion, et d'une demande principale en séparation. Demande en conversion, demande subsidiaire en séparation. — Depeiges, n° 128. — Saint-Marc, 1885, *De la conversion* p. 29.

c) En vertu de cette ordonnance, le demandeur fait assigner le défendeur à huit jours francs : Le président fixe le jour de la comparution en tenant compte du délai de l'assignation; et le moment de la comparution ne peut pas être distant de celui où la requête a été remise au président de moins de dix jours. Il résulte des travaux préparatoires que cet acte d'assignation n'est autre chose qu'un ajournement; il faut appliquer toutes les règles du droit commun; dans le projet primitif de la loi de 1886 il était formellement exprimé qu'on devait observer les délais de distance, et on pourrait conclure de la suppression de ce texte que c'est la règle inverse qui doit être suivie, mais il y a là une prescription générale qu'il était inutile de formuler.

B. — a) Au jour fixé, la comparution a lieu. Les parties peuvent se faire représenter : cette opinion est conforme au texte même de l'art. 310, qui parle de comparution sans rien préciser et aux discussions qui ont eu lieu à la séance du Sénat du 24 juin 1884; si les parties comparaissent elles-mêmes elles doivent se faire assister par des avoués : il faut apprécier les faits une seconde fois, c'est un nouveau débat entier, complet et cela ne se conçoit pas sans le ministère de l'intervention des avoués et sans écritures signifiées.

b) La comparution a lieu devant la Chambre du Conseil : le secret ne se comprend guère en présence

de la facilité laissée au tribunal de prononcer le huis clos et de l'impossibilité pour les journaux de jamais reproduire les débats; une demande en divorce devrait alors être jugée ainsi. D'autre part, quand un tribunal a plusieurs chambres, le président décide devant quelle chambre seront portées les demandes en conversion.

c) La demande sera débattue, il résulte bien de l'étude des travaux préparatoires qu'il faut entendre par le mot « débats » des débats oraux en la forme ordinaire; ils s'ouvrent par le rapport du juge commis, et ce rapport est substantiel; les parties ou leurs défenseurs sont ensuite entendus dans leurs explications; le ministère public donne enfin ses conclusions. Les plaidoiries des avocats, comme les conclusions ne peuvent pas avoir lieu en dehors de la Chambre du Conseil, mais il n'y aurait pas nullité. L'omission des conclusions n'entraîne pas nullité : en effet s'il y a obligation de communiquer la demande et le jugement ou l'arrêt antérieur qui a prononcé la séparation de corps ainsi que les pièces établissant que cette décision est passée en force de chose jugée, il faut remarquer que la loi n'a pas prescrit formellement l'audition du ministère public en première instance. — D'autre part, le demandeur peut très bien s'en tenir aux conclusions de sa requête et le défendeur faire défaut, ou s'abstenir de formuler toute défense; la comparution du défendeur n'est pas subs-

tantielle. Une enquête peut être nécessaire, lorsqu'une exception de réconciliation est opposée, ou bien encore lorsque le jugement de séparation est trop obscur pour permettre aux juges d'exercer leur pouvoir d'appréciation : on devra y procéder en la forme ordinaire c'est-à-dire devant un magistrat commis par le tribunal.

d) Il y a une fin de non-recevoir à la conversion, c'est la réconciliation : mais tout d'abord, il n'y a pas de préliminaire de conciliation : le demandeur n'est pas tenu de remettre en personne sa requête au président, et le président ne peut pas ordonner la comparution personnelle des époux ; en effet, la loi ne l'a pas dit, et la situation ne ressemble en rien à celle qui précède le divorce par voie principale. — La réconciliation peut survenir au cours de l'instance en conversion, c'est une entente entre les époux, c'est la volonté réciproque de reprendre la vie commune, la réconciliation éteint l'instance. — Une exception de réconciliation peut être soulevée ; on doit ne considérer comme faits susceptibles de faire déchoir les époux séparés de leur droit d'action, que des faits qui ne laissent aucun doute sur le rapprochement opéré entre eux, on ne doit jamais admettre comme faits de réconciliation la circonstance que le jugement de séparation (à supposer qu'il ait été rendu par défaut) n'a pas été exécuté, ou que l'époux outragé a offert de reprendre la vie commune ; c'est au juge du fait qu'il ap-

partient d'apprécier si les actes et les circonstances établissent l'existence d'une réconciliation impliquant la volonté commune de reprendre la vie conjugale. Dans ce cas, la demande suppose que cette réconciliation a été suivie d'une nouvelle désunion, sinon elle ne s'expliquerait pas ; l'action a bien été éteinte, mais la demande devient une demande nouvelle qui doit s'étayer sur des faits nouveaux : il faut procéder par voie de demande principale en divorce

C. — Enfin le jugement qui n'intervient pas sans doute fatalement le même jour contient le rejet ou l'admission de la demande de conversion ; il est rendu en audience publique. — La jurisprudence décide que la présence du greffier depuis l'ouverture des débats, jusqu'à la fin de l'audience est nécessaire pour compléter le tribunal, et qu'il n'y a pas de distinction à faire à cet égard entre les jugements rendus en audience publique et les jugements rendus en Chambre du Conseil : doit donc être tenu pour nul le jugement rendu en Chambre du Conseil auquel le greffier n'a pas assisté ; la signature au pied de l'arrêt prouve, suffisamment d'ailleurs qu'il a été présent à l'audience où la cause a été instruite et à celle où le jugement a été rendu. — Quelle est la nature de ce jugement ? M. Carpentier écrit : « ... mais de quel nom appeler cette voie de recours inconnue. L'appel ? en dehors des délais et porté à un simple tribunal ! L'opposition ? sans qu'il y ait eu défaut peut-être et devant des juges nou-

veaux ! Si encore on reconnaissait à la nouvelle juridiction le droit de contester l'existence même des faits incriminés, on pourrait voir là une sorte de révision. Mais non, les faits sont acquis, leur gravité seule est soumise à un nouvel examen... » Quoi qu'il en soit, à ce point de vue, il y a jugement proprement dit ou acte de juridiction : le juge « constate à titre de vérité légale » qu'il se trouve dans les conditions pour rejeter la demande ou créer le status de divorcé ; en effet, il résulte bien de tout ce qui précède qu'il y a chose contestée ou contestable. (1)

§ II. — LA LOI DU 6 JUIN 1908 :
SES CONSÉQUENCES, LE PROJET DE RÉFORME

A. — La loi du 6 juin 1908, tout en déclarant la conversion obligatoire, a omis de statuer sur le point de savoir quelle est la procédure à suivre. Il faut donc se servir de la procédure que nous venons d'étudier, la procédure établie pour le cas où la conversion était facultative, où le juge avait à juger ce qui avait été jugé par le tribunal de la séparation.

La procédure s'engage donc par une requête au président et, sur l'ordonnance de ce dernier, l'instance est introduite, conformément à l'art. 310 par une assignation à huitaine franche.

L'ordonnance du président nomme un juge rap-

(1) V. sur cette question de la procédure : Carpentier, 85 402 et s., 88, 198 et s. — Vraye et Gode, t. I, Poulle, p. 191.

porteur, ordonne la communication au ministère public. Il doit être fait, à peine de nullité, un rapport par le juge commis. La demande doit être débattue en Chambre du Conseil. Le jugement est rendu en audience publique.

B. — On a causé de la comparution lors des travaux préparatoires de la loi de 1908. M. le garde des Sceaux a dit, en réponse à l'amendement qui tendait à établir le système du sursis à statuer : « ... Cette possibilité d'un rapprochement, mais elle existe, elle n'est aucunement supprimée par les dispositions de l'art. 310, tel qu'il a été voté à la Chambre. La procédure n'est pas modifiée par la proposition de loi qui vous est soumise. Le tribunal pourra, demain comme aujourd'hui, ordonner la comparution personnelle des époux; et alors si véritablement, ce qui paraît bien improbable, une réconciliation est encore possible dans quelques cas exceptionnels, rien ne l'empêchera de s'effectuer. Certes, un sursis ne pourrait améliorer la situation de deux époux déjà séparés depuis au moins trois ans. Ou bien après assignation, les époux comparaitront devant le tribunal et sur les observations qui leur seront faites, ils se rapprocheront ou resteront séparés; ou bien l'un d'eux fera défaut, et ce sera alors la démonstration qu'il a la ferme volonté de ne point se réconcilier... » (1). La comparution a

(1) V. déclaration du garde des Sceaux au Sénat 11 mars 1908, *J. O.*, 11 mars, p. 315.

donc pour but une tentative de conciliation; elle servira aussi à faire remarquer au tribunal qu'il y a eu réconciliation; mais naturellement elle n'est plus un moyen d'investigation puisque le pouvoir d'appréciation est supprimé; et, d'autre part, la comparution ne peut plus être employée pour contester : en effet, il résulte bien de l'esprit de la loi que la question de savoir si le tribunal se trouve dans les conditions légales pour placer le status de divorcé sur la tête de l'époux séparé, par exemple si le jugement de séparation de corps est définitif, n'est plus matière à contestation. C'est pourquoi nous avons eu raison de dire que la Chambre du Conseil ne constate plus « à titre de mérite légale » que les conditions sont ou ne sont pas réunies, et que par suite il n'y a plus maintenant acte de juridiction ou jugement proprement dit. — Si les juges statuent en même temps sur une mesure accessoire, ils font ici acte de juridiction parce que, s'il n'y a pas chose contestée, il y a chose contestable. — Et en appel, c'est un acte de juridiction qui intervient à la fois sur la conversion, et sur l'accessoire car, alors, il y a pour le tout chose contestable, et si les parties le veulent, chose contestée.

C. — a) C'est certainement une des plus graves lacunes de la loi de 1908 qu'elle ne se soit pas occupée de la procédure. En effet, le rapport ne présente plus qu'un très petit intérêt, et par suite la requête et l'ordonnance. Il en est de même de la comparution des

parties : un dernier effort de conciliation était encore possible, a-t-on dit, c'est là un espoir bien chimérique, en effet, beaucoup de parties feront défaut et il est fort douteux que dans ces conditions il se produise une réconciliation sur cent demandes en conversion. Cette procédure trop compliquée a pour conséquence d'entraîner des frais inutiles. « Quel intérêt gardent la requête, la nomination d'un juge rapporteur, la comparution des parties, fit remarquer à la Chambre M. Jeanneney (1) si le juge ne peut pas se soustraire à l'obligation de prononcer désormais le divorce? » Et, plus spécialement à propos de la comparution, le même député répliquait : « ... Parmi ces réponses, celle qui a retenu davantage mon attention, c'est celle qui consiste à dire que la procédure de comparution des parties, que je juge superflue au moins à titre obligatoire, offre au contraire d'appréciables avantages au point de vue de la réconciliation possible entre les époux. Il suffit à cet égard de faire observer que la procédure par assignation directe que je propose permettra, en suite des conclusions qui seront prises, d'apercevoir de suite neuf fois sur dix, que toute réconciliation est impossible, et que la conversion peut être prononcée de suite. Comment, par exemple, concevoir qu'en présence de deux parties, toutes deux à la conversion, le tribunal doive tenter quand même une

(1) Séance du 5 juin 1908, p. 1139.

réconciliation, et fasse comparaître les parties. Il y a là quelque chose d'inadmissible et que vous ne pouvez consacrer.»

b) L'amendement présenté par M. Jeanneney en conséquence de ses critiques relatives à la procédure n'a pas été pris en considération parce qu'on n'a pas voulu en renvoyant encore une fois la question devant le Sénat, compromettre le succès de la réforme importante et retarder plus longtemps la promulgation du principe de conversion obligatoire (1). Mais les modifications proposées par M. Jeanneney ont été reprises par la commission de législation civile qui, le 18 juin a déposé une nouvelle proposition de loi. (Rapport Viollette, Doc. parl. G. O. 1908, Chambre, annexe, n° 1800, p. 512) (2). Et dans la deuxième séance du 2 juill. 1908, la Chambre des députés a voté le texte suivant : « Cette demande sera introduite directement par assignation à huit jours francs. Elle sera, tant en première instance qu'en appel, débattue en Chambre du Conseil, le ministère public entendu. Les jugements et arrêtés seront rendus en audience publique. » La proposition de loi transmise au Sénat le 3 juill. 1908 a été renvoyée à la commission chargée

(1) Cet amendement, comme nous le verrons, est accompagné d'un autre amendement relatif à la pension alimentaire.

(2) Cette proposition de loi vise encore trois autres points que nous examinerons : les mesures accessoires à la conversion; la transcription du jugement de conversion; la pension alimentaire.

d'examiner la proposition de loi relative à l'art. 310 du C. civ. (*Journ. off.* du 4).

c) Il est à souhaiter que ce texte soit voté par le Sénat car il établit une procédure plus simple, plus rapide et moins coûteuse. Il est utile que le ministère public soit entendu par le tribunal comme par la Cour, bien que l'acte fait par le premier juge n'ait pas la même nature juridique que l'acte fait par le second. La compétence de la Chambre du Conseil du tribunal se comprend très bien aujourd'hui que la conversion est un acte de juridiction gracieuse; d'autre part, il est indispensable que la prononciation d'un acte aussi important soit publique; la compétence de la Chambre du Conseil de la Cour se justifie très difficilement : il faut supposer une exception de réconciliation, et encore la faculté du huis clos serait-elle suffisante. En vérité, il faudrait pour prononcer la conversion une autorité active (et pour statuer sur le litige un juge). Le mot « débattue » est impropre en ce qui concerne le tribunal. La comparution doit être maintenue devant la Cour. (1)

(1) V. sur toute cette question, *Les lois nouvelles* 1909, p. 81, René Lafarge, *La France judiciaire*, 1908, p. 179. — *Revue trimes-irielle, Dr. civ.*, 1908, p. 595.

SECTION VI

Le pouvoir du juge de la conversion

A. — *Avant la loi de 1908*

I. — *a)* Le tribunal réuni en Chambre du Conseil, qui statue sur la conversion a-t-il le droit de prendre une décision sur des mesures provisoires ou accessoires, telles que la garde des enfants, la pension alimentaire ou la provision *ad litem*.

b) Une première opinion enseigne que les demandes accessoires doivent suivre le sort du principal : la Chambre du Conseil ayant le pouvoir d'apprécier le bien fondé de la demande de conversion a compétence pour statuer sur toutes les mesures subsidiaires ; toute demande accessoire se rattachant par un lien intime à la demande principale dont elle est en quelque sorte inséparable, doit être instruite en même temps qu'elle, et d'après les mêmes formes.

S'il en était autrement, les époux se verraient exposés, pour faire trancher les points accessoires, à avancer de nouveaux frais.

Les effets de la conversion ne sont-ils pas identiques à ceux qu'entraîne le divorce par voie principale, et ne reconnaît-on pas au seul président dans ces sortes d'instance le droit de statuer sur ces questions ? Un

tribunal offre autant de sécurité qu'un seul juge !

Les époux qui n'ont pas aggravé leurs torts depuis le jugement n'ont qu'une seule voie pour parvenir au divorce : celle de la conversion, et on ne peut pas leur faire une situation inférieure à ceux dont l'inconduite a persisté. (1)

c) Dans une autre opinion, on décide que le tribunal saisi d'une demande en conversion exerce dans les formes prescrites par l'art. 310, C. civ., une juridiction d'attribution spéciale, et qu'il ne peut rien juger au delà de cette délégation.

La procédure de l'art. 310 est exceptionnelle, or, les exceptions sont de droit étroit, on ne saurait les étendre au delà de l'objet pour lequel elles ont été créées. Pour les demandes accessoires à la conversion, il faut recourir aux formes protectrices de la procédure de droit commun. Si les demandes de conversion sont jugées sur une procédure très simplifiée, c'est parce qu'il existait déjà un jugement de séparation de corps et qu'il n'y a plus lieu en conséquence que d'examiner une question de gravité des faits, ces motifs font défaut, lorsque la demande porte sur des questions étrangères à la conversion (2).

II. — a) Les cours de Paris et Lyon admettent que le tribunal réuni en Chambre du Conseil est compétent

(1) Carpentier, 1888, 207. — Huc II, n° 455. — Baudry-Lacantinerie, Chauveau et Chéneaux, t. III, n° 349, p. 237.

(2) Vraye et Gode, t. II. — Depeiges, p. 101.

pour statuer sur les demandes accessoires. Au contraire, les cours de Bordeaux et Orléans décident qu'il faut intenter dans les formes ordinaires une action séparée et principale. En tout cas, même dans le système, qui reconnaît la compétence de la Chambre du Conseil, les parties sont toujours recevables à agir par voie principale à l'audience publique en ce qui concerne les mesures accessoires.

D'autre part, on peut consulter un arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 fév. 1887 qui paraît reconnaître implicitement et généralement à la Chambre du Conseil le droit de statuer sur les mesures provisoires (loi 11 fév. 1887). Un autre arrêt de la Cour de Cass. est aussi en faveur de la compétence (Cass. Req., 11 fév. 89, D. 90.1.225) Cependant un arrêt plus récent est en sens contraire (Cass., 10 mars 1891, D. 91.1.175).

b) Il a été jugé que le tribunal saisi d'une instance en conversion pourrait maintenir d'une façon générale les mesures accessoires édictées par le jugement de séparation de corps. Paris, 6 mai 1886 (*G. Tr.* 13 mai 86).

qu'il est compétent pour statuer sur les mesures provisoires et particulièrement sur la garde des enfants lorsque le jugement de séparation ne contient aucune disposition à cet égard. Trib. Seine, 28 févr. 1885 (*Drt.* 16 avr. 85).

que la question de savoir auquel des époux sera remise la garde des enfants issus du mariage peut être soumise au juge et décidée par lui dans l'instance en

conversion. Bastia, 1^{er} mars 1892 (D. P. 92.2.417).

que le tribunal peut prononcer la suppression d'une pension allouée par le jugement de séparation. Trib. Orléans, 25 févr. 1885 (*G. P.* 31 mars); Aix, 17 mars 1886 (*G. P.* 2 avr. 1886.1.629); Trib. Die, 12 août 1886 (*G. P.* 24 sept. 2.497), au moins lorsque l'époux qui a obtenu la séparation n'a pas introduit précédemment une demande en augmentation de pension devant un autre tribunal. Trib. Lyon, 7 mai 1885 (*Mon. Lyon*, 1^{er} août 1885), ou la diminution d'une pension. Arras, 21 janv. 1886 (S. 86.2.129), ou l'allocation d'une pension nouvelle. Orléans, 25 févr. 1885 (*G. P.* 1885.1.507) et qu'une pareille demande est recevable même pour la première fois en appel de la part de l'époux qui se porte demandeur reconventionnel en conversion. Paris, 21 janv. 1885 (*G. Tr.*, 28 janv. 1886).

que la demande de l'époux demandeur en conversion, tendant au maintien de la pension alimentaire que lui avait allouée le jugement de séparation de corps prononcé à son profit, est recevable dans l'instance en conversion de divorce comme étant la conséquence et l'accessoire de cette demande. Lyon 13 mai 1890 (D. P. 92.2.166).

que, lorsque le tribunal appelé à statuer sur une demande de conversion n'est pas celui qui a prononcé la séparation, ce tribunal à néanmoins compétence pour décider si la pension allouée à la femme par le premier jugement l'a été par application de l'art. 212

C. civ., ou au contraire à l'art. 301 du même Code, si d'ailleurs la séparation de corps ayant été prononcée aux torts réciproques des époux, l'art. 301 était sans application dans la cause; que par suite le tribunal a compétence pour décider que la femme a perdu tout droit à sa pension. Trib. Seine, 24 juill. 1895 (*Le Droit* du 14 août 1895).

que s'il est vrai que le jugement de conversion d'une séparation de corps en divorce ne puisse en ce qui concerne le fond modifier les motifs du jugement de séparation de corps lui-même, le tribunal appelé à statuer sur la conversion est en droit de se préoccuper des modifications que sa décision doit nécessairement entraîner, notamment au sujet de la pension alimentaire qui avait été accordée à l'une des parties par le jugement de séparation de corps; qu'en conséquence il est autorisé à dire que cette pension cessera à partir de la conversion, alors d'ailleurs qu'elle n'avait été allouée qu'en considération des liens du mariage... (Trib. Lyon, 16 déc. 97 (*Mon. Jud.* Lyon du 1^{er} avr. 1898).

Il a été décidé également que le tribunal de la conversion peut statuer sur une provision *ad litem*, Paris, 16 juill. 1885 (*G. P.* 85.2.172).

Qu'il peut interdire à l'époux coupable de porter le nom de son conjoint. Trib. déc. 12 août 1886 (précité).

Et on pourrait au besoin trouver dans les considérants d'une décision qui n'est cependant pas interve-

nue à cette occasion, la trace du pouvoir qu'il aurait de décharger une femme adultère d'une condamnation prononcée contre elle. Bourges, 17 nov. 1884 (*G. P.* 84.2.256).

c) Il a été jugé d'une façon générale que les mesures accessoires ou provisoires qui intéressent des époux en instance de conversion ne peuvent faire l'objet que d'une instance distincte et principale. Marseille 19 nov. 1884 (*G. P.* 85.1.134), 21 nov. 1884 (*Drt.* 17 déc. 1884), Mâcon, 25 nov. 1884 (*G. P.* 85.1.134), Rouen 30 déc. 1884 (*Drt.* 18 mars 1885), Trib. Seine, 20 juin 1885 (*G. P.* 86.1.307, *G. Tr.*, 6 févr. 1886) Aix, 22 avr. 1885, (*G. P.* 85.2.147). Trib. Seine, 22 janv. 1885 (*G. P.* 85.2 supp. 1888). Bordeaux, 3 août 1887 (*G. P.* 88.1.18). Aix, 22 juill. 1890, Trib. Seine, 19 nov. 1895 (*Le Droit* du 5 fév. 1896).

que le tribunal de la conversion ne peut prononcer l'abolition d'une convention liquidant les reprises et passée après la séparation de corps. Nîmes, 17 mars 1885 (*G. P.* 85.1.498).

qu'il ne peut toucher en quoi que ce soit au jugement de séparation de corps dans la partie relative aux libéralités entre époux, à la garde des enfants. Trib. Marseille, 19 nov. 1884 (*G. P.* 14 janv. 85).

qu'une décision de la Chambre du Conseil déclarant que les enfants resteraient au père devrait être tenue pour surabondante et non susceptible d'appel. Paris, 5 mars 1886 (*G. Tr.*, 7 mars 1886).

que le tribunal ne peut rien juger dans le jugement de conversion au delà de la délégation de pouvoirs qui lui a été faite par l'art. 310, spécialement en ce qui touche la garde des enfants, alors même que les débats de ce chef auraient lieu en audience publique. Trib. Vesoul, 18 janv. 1895, *G. Tr.* 13 mars 1895 *Journal des Avocats*, 95, p. 196.).

qu'aucune demande de pension ne peut être portée devant la Chambre du Conseil. Moulin 12 mai 1887. (*Drt.* 10 juin 1887), non plus qu'aucune demande de suppression de pension à l'avenir. Paris, 22 janv. 1885 (*G.P.* 85.2supp.86), Orléans, 4 mars 85 (*G.P.* 85.1.437), et cela alors même que l'un des époux voudrait s'engager contractuellement et en dehors du jugement de séparation à en verser une à son conjoint. Nîmes, 17 mars 1885 (S. 86.2.174); et que si l'époux avait introduit avant la demande de conversion une demande en augmentation de pension devant un autre tribunal, c'est cet autre tribunal qui devait être compétent pour connaître de l'affaire. Trib. Lyon, 7 mars 1885 (*Mon. Lyon.* 1^{er} août 1885).

que le tribunal est incompétent pour statuer sur une demande tendant à faire réduire la pension allouée à la femme pour subvenir à l'entretien de l'enfant issu du mariage; que cette demande doit être portée devant le tribunal qui a prononcé la séparation de corps, alors surtout que dans son jugement il s'est réservé la faculté de rétracter ou réformer les

mesures provisoires par lui prescrites. Trib. Seine, 22 juill. 1895 (précité).

que la Cour saisie en Chambre du Conseil par la voie de l'appel de l'examen d'une demande en conversion est incompétente pour statuer sur le chef des conclusions tendant à faire défense au conjoint débiteur de la pension alimentaire, d'accompagner l'envoi de ses mandats, et la suscription de ses lettres et mandats de toutes allusions aux décisions de justice, ou de nature à porter atteinte à la considération du créancier. Bordeaux, 27 juill. 1903 (*Journ. arr. Bordeaux*, 1903.1. 373).

que la Chambre du Conseil saisie d'une instance en conversion est incompétente pour statuer sur la demande en pension alimentaire accessoire à ladite instance, laquelle comporte l'appréciation de faits nouveaux. Versailles, 31 oct. 1907 (*La France judiciaire*, 1908, p. 13).

que la Chambre est incompétente pour statuer sur une demande en remboursement de dépenses effectuées en faveur d'un enfant commun. Paris, 22 janv. 1885 (précité); sur une demande en désaveu d'enfant. Paris, 5 avr. 1886 (*Drt.* 16 avr. 886); sur une demande en interdiction de mariage de l'époux coupable avec son complice. Trib. Seine, 5 oct. 6 déc. 84 (*G. P.* 85.1. 131 et 141, *Drt.* du 21 déc. 84, *G. P.* 13 janv. 85).

B. — La loi du 6 juin 1908

a) La loi du 6 juin 1908 ne règle pas la question qui nous occupe présentement. La Chambre du Conseil fait deux actes dont la nature est différente lorsqu'elle statue à la fois sur la conversion, et sur les autres mesures : il y a d'un côté un acte de la nature juridique que nous avons indiquée, et de l'autre des actes de juridiction.

D'autre part, si la loi qui réforme la procédure de la conversion votée après le 6 juin 1908 par la Chambre était votée par le Sénat, cette situation renforcerait l'argument fondé sur la procédure par ceux qui soutiennent l'incompétence.

Nous retrouvons les deux systèmes de jurisprudence.

b) 1^o La Chambre du Conseil doit également connaître en vertu du principe que l'accessoire suit le principal des mesures accessoires qui ne sont que le complément de la conversion, et notamment des demandes relatives à la garde des enfants et à la suppression de la pension alimentaire. On ne saurait tirer argument en sens contraire de la décision de la loi, d'après laquelle les dispositions du jugement de séparation de corps accordant une pension alimentaire à l'époux qui a obtenu la séparation conservent en tout cas leur effet. Ce texte est en effet muet sur la garde des enfants, et ne vise que la pension accordée à

l'époux qui a obtenu la séparation : il ne peut être étendu, par exemple, à l'hypothèse d'une séparation prononcée aux torts et griefs réciproques. (Lyon 1^{re} Ch., 14 déc. 1909 *Mon. Lyon*, 11 févr. 1910; P. F. 10.2. 72).

2^o Il a été jugé que, si les mesures relatives à la garde des enfants, et au droit de visite sont toujours révocables, elles ne peuvent être modifiées que par un jugement rendu après des débats publics ; qu'en conséquence le tribunal saisi d'une demande de conversion de séparation en divorce est incompétent pour statuer en Chambre du Conseil sur une demande tendant à la modification de ces mesures (Douai, 23 juin 1909, P. F. 10.2.152).

C. — *Le projet de réforme*

Après la loi du 6 juin 1908, la commission de la réforme judiciaire rédigea aussitôt un texte précis pour mettre fin aux controverses, notamment à celle relative à la compétence.

Dans son rapport, M. Violette dit à ce sujet (1) : « ... Il résulte de ce qui précède qu'on ne pourra pas, lors de l'instance en conversion, soulever des incidents soit pour modifier la garde des enfants, soit pour réviser la pension alimentaire, à moins en ce qui concerne la pension, qu'on se borne à invoquer la réduction au

(1) 1908, *Doc. Parl. Ch. Annexes*, p. 512, n° 1800.

tiers conformément à l'art. 301. Toute demande incidente devra donc être déclarée irrecevable. Ces demandes ne pourront être l'objet que des demandes principales. Il y a pour en décider ainsi des raisons multiples.

1^o Si nous autorisons les demandes incidentes, nous donnons ainsi par le moyen de l'action reconventionnelle à l'époux défendeur à la conversion, le moyen de faire traîner la procédure indéfiniment. Pour que, conformément au vœu du Parlement, cette procédure aille vite, il faut que la question à trancher soit simple. Donc le juge ne doit avoir en principe qu'une question à examiner : y a-t-il ou non trois ans que le jugement de séparation est devenu définitif.

2^o Si un époux a attendu trois ans pour faire régler une question relative à la pension ou à la garde des enfants, et s'il ne s'en avise que justement parce que l'autre époux forme une demande de conversion, il y a gros à parier que le moyen est purement dilatoire, et ainsi il n'y a pas d'inconvénient à le disjoindre de la procédure et à renvoyer à se pourvoir au principal.

3^o La loi dit que les dépens seront toujours mis à la charge de qui a eu à les supporter lors du jugement de séparation. Comment donc ferait le juge pour faire supporter tout ou partie des dépens à qui perdrait sur un incident de cette nature. Comment même ferait-il la ventilation des dépens ? Ou il faut laisser au juge de la conversion le soin de répartir les

dépens dans les termes du droit commun, ou si vous le maintenez, ainsi que le fait la loi, dans les limites de la répartition faite par le jugement de séparation, il ne faut pas que lui juge de la conversion ait à apprécier un autre procès que celui sur lequel il y a déjà chose jugée.

4^o De même si vous déclarez recevable un incident tendant à modifier la garde des enfants, comment interdire au juge d'apprécier les conséquences d'une modification du droit de garde sur le taux de la pension? Alors c'est le principe auquel le Sénat avait attaché une si grande importance et justement d'ailleurs, absolument renversé. Si vous voulez que le taux de la pension reste immuable, il faut que toutes choses restent égales. Si vous voulez que la décision du juge de la séparation sur la pension reste identique même après la conversion, il faut fatalement que restent identiques également toutes les circonstances qui ont pu précisément amener le juge de la séparation à fixer un tel taux de pension...

Et la Chambre vota le texte suivant : «... Toute autre demande introduite au cours de l'instance en conversion pour faire reviser le taux de la pension sera recevable. Il en sera de même pour toute demande tendant à faire modifier la garde des enfants ».

SECTION VII

Les voies de recours

a) Le jugement rendu sur la demande de conversion peut être attaqué par l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation. Depuis que la conversion est devenue obligatoire pour les tribunaux, la question du recours a perdu de son importance. Voyons tout d'abord l'appel, puis l'opposition, enfin la cassation.

b) La question de l'appel n'avait pas été réglée par la loi de 1884. M. de Marcère avait dit au rapporteur : « La procédure exceptionnelle qui vient d'être votée est contraire à la procédure civile devant la Chambre du Conseil en première instance. Il me paraît nécessaire qu'il soit déclaré par le rapporteur au moins à la tribune que cette même procédure serait suivie également devant la Cour, en cas d'appel » ; et le rapporteur avait répondu : « La question a été examinée dans le sein de la commission, et résolue dans le sens que M. de Marcère vient d'indiquer. Nous ne l'avons pas insérée dans le texte parce qu'elle nous a paru absolument inutile. » On était alors bien d'accord en général pour admettre qu'il fallait procéder en Chambre du Conseil, mais il y avait discussion sur la nécessité de la nomination d'un rapporteur et de la communication au ministère public,

et des débats s'élevaient sur le point de savoir si la conversion devait être jugée en audience ordinaire ou en audience solennelle. La loi du 18 avr. 1886 est venue trancher deux difficultés par le texte suivant : « La cause en appel sera débattue et jugée en Chambre du Conseil, sur rapport, le ministère public entendu. L'arrêt sera rendu en audience publique ».

L'expression « jugée » en Chambre du Conseil est la répétition impropre de l'expression « débattue ». La dernière disposition est trop claire, et trop formelle pour qu'il y ait une hésitation possible. D'ailleurs, comme nous venons de le dire plus haut, on avait décidé en 1884 que la procédure devait être la même en appel qu'en première instance, par conséquent que l'arrêt devait être rendu en audience publique, et le dernier paragraphe de l'art. 310 ajouté par la loi de 1886 n'a d'autre objet que de consigner dans une disposition expresse une règle qu'il fallait jusque-là chercher dans les travaux préparatoires de la loi précédente. L'étude de la mise sur pied de la loi de 1886 conduit au même résultat : au Sénat à la première délibération (Séance du 12 déc. 1885, *J. O. Déb. parl. Sénat* p. 1303) la rédaction proposée portait seulement : « La même procédure sera suivie devant la Cour ». A la seconde délibération (Séance du 24 déc. *J. O. Déb. parl. Sénat* p. 1349) la commission proposa la rédaction qui se trouve dans l'art. 310. Or cette dernière rédaction n'est qu'une

simple substitution à la première, sans idée de changement : en effet, le Président, faisant erreur, avait soumis au vote les deux rédactions, mais le rapporteur fit remarquer qu'il s'agissait seulement de la dernière formule qui avait été substituée à l'autre parce qu'un membre de la commission avait dit qu'il valait mieux expliquer la procédure à suivre en appel.

Le décret du 30 avril 1885 a mis fin à la troisième controverse, et l'art. 248 reproduit à cet égard les dispositions de ce décret. (Cass. 12 janv. 1887. *G. Tr.* 13 janv. 1887).

L'art. 310, s'il dispose que les demandes en conversion seront débattues en Chambre du Conseil, ne prescrit pas que l'appel des jugements de cette nature soit fait par assignation devant cette chambre; en assignant devant la première chambre de la Cour, l'appelant remplit suffisamment le vœu de la loi qui dispose à peine de nullité que l'exploit mentionnera l'indication du tribunal qui doit connaître de la demande, le renvoi en Chambre du Conseil n'est qu'une question d'ordre intérieur (Alger, 30 oct. 1908, *Revue algérienne*, 1908, p. 291).

Un rapport fait par un conseiller doit précéder l'arrêt; la loi ne dit pas par qui sera faite la commission du rapporteur; cette désignation appartient, semble-t-il, au président. Aussi bien devant la Cour qu'en première instance, l'audition du rapport est une formalité substantielle, son omission entraînerait nullité.

(Cour de Cass. 3 mai 1886; 4 juill. 1905, P. b. 1906. 1.132, D. P. 1906.1.247) Mais la loi n'attachant à cette formalité aucun caractère d'ordre public, il est loisible aux parties majeures et maîtresses de leurs droits de se mettre d'accord pour réparer l'omission commise en tenant comme non avenu ce qui a été fait et reprendre l'affaire *ab initio* devant la Chambre du conseil (*ibid*, P. f. 10. 1. 178) Et la Cour d'appel ne viole aucune disposition légale en donnant acte aux parties en audience publique de leurs conclusions, et en sanctionnant ainsi l'accord intervenu entre elles (*ibid*). L'intérêt du rapport diminue beaucoup avec le système de la conversion obligatoire; le projet voté par la Chambre après la loi de 1908 ne parle pas de rapport et c'est avec raison car ses autres dispositions le rendent presque inutile.

Les conclusions du ministère public devant la Cour sont également substantielles; leur omission serait une cause de nullité. Et le projet de réforme dit encore : la demande en appel sera débattue en Chambre du conseil « le ministère public entendu ».

c) Avant la loi de 1886, l'opposition n'était pas recevable dans les instances de conversion non plus que dans les instances principales; en effet, l'art. 881 C. P. civ. portait expressément que c'était dans le C. civ. seulement qu'il fallait rechercher les formes à suivre dans ces deux sortes d'action; or il n'y a rien dans le code au sujet de l'opposition pour l'instance

de conversion, et l'art. 265 n'admettait pas l'opposition en première instance dans la procédure ordinaire du divorce (1). C'était très regrettable que l'opposition ne fût pas admise en première instance, car la procédure de l'art. 310 ne se distingue guère en effet, de la procédure ordinaire et l'opposition est de droit commun.

La loi du 18 avr. 1886 abroge expressément l'art. 881, de sorte qu'aujourd'hui c'est le C. de proc. qui régit les instances de divorce, sauf les modifications résultant des dispositions spéciales du C. civ., la voie de l'opposition est donc ouverte à l'époux défaillant (2).

d) L'arrêt de la Cour d'Appel qui statue sur une demande de conversion peut être déféré à la Cour de Cassation et le pourvoi est suspensif. C'est ce que décide l'art. 248 du C. civ. pour tout arrêt qui statue sur une demande en divorce (3). Cette solution s'appuie également sur les termes de l'art. 252 suivant lequel

(1) Cependant V. Saint-Marc 1885, *De la conversion*, p. 29.

(2) Art. 247, C. civ. qu'il faut interpréter strictement.

(3) Art. 248 (loi du 6 févr. 1893) L'appel est recevable pour les jugements contradictoires dans les délais fixés par les art. 443 et s du C. proc. civ. S'il s'agit d'un jugement par défaut, le délai ne commence à courir qu'à partir du jour où l'opposition n'est plus recevable. « En cas d'appel la cause s'instruit à l'audience ordinaire comme affaire urgente ». Les demandes reconventionnelles peuvent se produire en appel sans être considérées comme demandes nouvelles. « Le délai pour se pourvoir en cassation court du jour de la signification à partie pour les arrêts contradictoires et pour les arrêts par défaut du jour où l'opposition n'est plus recevable. Le pourvoi est suspensif en matière de divorce et de séparation de corps.

il faut produire un certificat de non-pourvoi, dans le cas où il y a un arrêt, à l'officier de l'état civil. (1)

e) Depuis la loi du 6 juin 1908, la Cour est un juge de premier degré pour la conversion puisqu'il n'y a pas encore d'acte de juridiction; il n'y a appel qu'en ce qui concerne les mesures accessoires. — L'opposition ne se conçoit pas dans la première instance en conversion. La Cour de Cassation statue sur la conversion après un seul jugement véritable.

SECTION VIII

De la prescription

Après les lois de 1884 et de 1886, la demande de conversion procède, d'une action propre; elle n'est pas nécessairement accueillie; les juges ont à apprécier, elle donne lieu à des débats. C'est donc une action nouvelle soumise par conséquent à la prescription trentenaire qui courra du jour où l'action devient recevable. Aujourd'hui que la loi de 1908 rend obligatoire pour le juge la prononciation de la conversion, que le juge n'a plus qu'un simple enregistrement à faire, on peut soutenir que l'action en conversion est implicite-

(1) V. sur cette question des recours : Carpentier 85, n° 410, 88.203. — *Pandectes supplément, séparation de corps*, p. 232. — Vraye et Gode, t. I.

ment contenue dans la demande de séparation de corps, et que l'exercice de l'action en séparation a contrarié la prescription de la demande de conversion.

SECTION IX

Du désistement

Aux termes de l'art. 249 du C. civ.; l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement; et le désistement qui n'est qu'un acquiescement à l'arrêt ne doit pas, pour des raisons identiques, être valable s'il n'est soumis à la justice et validé par elle. Il en est de même aujourd'hui pour les arrêts de séparation de corps, puisque par la loi du 6 juin 1908, chacun des époux séparés peut après trois ans obtenir de plein droit la conversion de la séparation de corps en divorce (C. de Nancy 1^{re} Ch. 13 févr. 1909. *La France judiciaire* 1909 p. 190)

La Cour a dit : « Attendu que si aux termes de l'art. 249 du C. civ. l'arrêt qui prononce le divorce n'est pas susceptible d'acquiescement, le désistement qui n'est qu'un acquiescement à l'arrêt ne doit pas, pour des raisons identiques, être valable s'il n'est soumis à la justice et validé par elle; qu'il s'agit en effet d'une question d'état des personnes, d'une matière d'ordre public, qui ne permettent pas de compromet-

tre, transiger, se désister ou acquiescer. Attendu que pour les arrêts de séparation de corps, il semble qu'aujourd'hui la solution doive être identique; qu'en effet, par la loi du 6 juin 1908, chacun des époux séparés peut après trois ans obtenir de plein droit la conversion du jugement de séparation de corps en jugement de divorce; que le jugement de séparation de corps est donc maintenant un jugement éventuel de divorce, susceptible de produire au bout de trois ans, par la seule volonté de l'une ou l'autre des parties, enregistrée pour justice, les effets d'un jugement primitif de divorce, etc...»

Et naturellement, il en est de même aussi pour les arrêts de conversion.

SECTION X

De la péremption

A. — De la péremption de l'instance

D'après l'art. 397 du C. pr. civ. toute instance, encore qu'il n'y ait pas eu constitution d'avoué, est éteinte par la continuation de poursuites pendant trois ans, sauf augmentation d'un délai de six mois dans le cas où il y a lieu à demande en reprise d'instance, ou à constitution de nouvel avoué.»

Les instances de conversion sont comme toutes

autres instances susceptibles d'être périmées par trois ans. Certainement la conversion a ses règles propres, mais pour tous les points que l'art. 310 n'a pas réglés, il faut se référer au droit commun c'est-à-dire au C. de proc.

B. — De la péremption du jugement

L'art. 156 du C. de proc. nous dit que les jugements par défaut contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué sont périmés et nonavenus s'ils n'ont été exécutés dans les six mois de leur obtention.

Il y a un lien manifeste entre cet art. et l'art. 159 du même Code : c'est parce que le dernier de ces articles fixe pour la recevabilité de l'opposition un délai souvent indéterminé que l'art. 156 a prescrit des mesures pour hâter l'exécution du jugement.

Or, comme nous l'avons dit, en matière de conversion l'opposition n'a rien à faire et par suite la péremption; en ce qui concerne l'appel principal ou celui portant sur les mesures accessoires, le délai de l'opposition est déterminé (art. 247 du C. civ.)

TROISIÈME PARTIE

DES EFFETS DE LA CONVERSION

CHAPITRE I

De la transcription du jugement de conversion

SECTION I

La transcription s'impose

§ 1. — La loi du 18 avr. 1886, n'ajoute à l'art. 310 qu'un paragraphe relatif à la procédure à suivre en appel alors que le projet primitif contenait un certain nombre d'adjonctions ou de modifications dont l'une intéressait la transcription; il y avait une disposition qui subordonnait la validité des jugements de conversion aux mesures de publicité et de transcription requises dans les jugements ordinaires.

Mais comme on ne peut concevoir deux sortes de divorce, il va de soi que la même règle doit être appli-

cable à toutes les décisions qui peuvent l'entraîner (1).

De plus, le motif qui a dicté au législateur les art. 251 et 252 c'est-à-dire qui l'a déterminé à exiger la transcription, et la mention du jugement de divorce sur les registres de l'état civil, c'est de porter le jugement à la connaissance des tiers. Ce motif a autant de force, lorsqu'il s'agit d'une conversion, que dans le cas d'un jugement de divorce prononcé sur une demande directe.

D'ailleurs les art. 251 et 252 ne distinguent pas ; ils s'appliquent à tous jugements ou arrêts quelconques qui prononcent le divorce ainsi qu'il est aisé de le voir par la lecture des art. 249 à 252.

En ce sens, une autre raison a encore été donnée qui est la suivante : « Les art. 251 et 252 C. civ. doivent recevoir application au cas de divorce prononcé en vertu de l'art. 310. Peu importe qu'il s'agisse de conversion. On peut même remarquer que ce terme de conversion est impropre. Avec l'ancien art. 310, il se comprenait mieux. Avec l'art. 310 nouveau, il n'en est plus tout à fait de même. La demande formée en vertu de cet article est principale et directe ; elle a pour fondement non pas la séparation antérieure, mais les causes sur lesquelles on a prononcé cette séparation. Ces causes sont constantes et le tribunal est appelé à apprécier si elles offrent un caractère de gravité suf-

(1) Carpentier, 1888, p. 199, n° 189.

fisant pour prononcer le divorce. La demande fondée sur l'art. 310 est donc en quelque sorte une demande directe de divorce.» (1) Cet argument ne vaut qu'avec une réserve et ne vaut plus maintenant que la conversion est devenue à nouveau obligatoire pour les tribunaux.

§ 2. — Et alors qu'arrive-t-il si les parties laissent expirer le délai prescrit par l'art. 252 C. civ. sans requérir la transcription? Elles seront déchues du bénéfice du jugement de conversion et le divorce sera considéré comme nul et non avenue (252).

A ce sujet, il a été écrit (2) très justement ce qui suit : « Nous avons dit que la déchéance encourue par les parties qui ont négligé de faire transcrire le divorce était fondée sur la réconciliation présumée. Cette présomption doit-elle être admise complètement quand le divorce a été prononcé en vertu de l'art. 310? S'il y a présomption légale de réconciliation, ce n'est plus seulement le jugement de divorce qui va tomber, c'est aussi le jugement qui a prononcé la séparation de corps; la question est donc d'un grave intérêt. Nous croyons que la seule présomption à tirer de la négligence ou de l'oubli du demandeur qui a obtenu le divorce sur conversion ne peut être qu'une renonciation à sa demande de telle sorte que le jugement de divorce tombera, mais que la séparation de

(1) Vraye et Gode, t. I.

(2) Vraye et Code, t. I.

corps subsistera. En effet, il peut exister entre les époux une sorte de réconciliation partielle qui ira bien jusqu'à repousser la dissolution du mariage sans qu'ils aient pour cela la volonté de reprendre la vie commune et de renoncer au bénéfice du jugement de séparation de corps. »

D'autre part, s'il est certain que l'effet de la déchéance encourue doit être limitée à la conversion elle-même, que la séparation de corps subsiste malgré la péremption du jugement de conversion, il convient de se demander quel est l'effet précis de cette déchéance. A propos de cette question, nous lisons (1) : « La conversion de la séparation de corps pourra-t-elle être réclamée une seconde fois par les époux en l'absence de tout fait nouveau de sorte que la déchéance se réduirait à la péremption pure et simple de la première procédure ? Faut-il au contraire exiger des faits nouveaux pour la recevabilité d'une nouvelle action en conversion ? La question ne se pose pas dans le système qui n'admet pour les juges la possibilité d'accorder la conversion qu'au cas où le demandeur allègue des faits nouveaux. Mais que décider dans l'opinion générale, à laquelle nous nous sommes rangés, et qui autorise la prononciation de la conversion de la séparation de corps en divorce, lors qu'aucun rapprochement des époux n'a eu lieu, et que tout espoir de récon-

(1) Goirand, 1886, *Traité pratique du divorce*, p. 251.

ciliation entre eux paraît devoir être définitivement abandonné? (2) Le tribunal d'Auch par jugement du 3 nov. 1885 (G. P. 86.1.102) décide que cet état lorsqu'il persiste entre les époux, autorise le tribunal à prononcer une seconde fois la conversion, même en l'absence de tout motif nouveau et particulier. Nous ne croyons pas cette décision juridique, car sans parler de l'atténuation considérable que l'on apporte sans que la loi l'autorise, à la déchéance édictée par l'art. 252 § 4, l'autorité de la chose jugée une première fois par le jugement tombé en péremption s'oppose à la recevabilité d'une action nouvelle pendante entre les parties ayant la même cause et le même objet. » Nous pensons que dans le système de la conversion obligatoire, comme auparavant, les époux, qui ont omis de faire transcrire et mentionner le jugement de conversion sur les registres de l'état civil, peuvent à nouveau agir en conversion : le législateur préfère, avec raison le divorce à la séparation de corps.

SECTION II

Qui peut faire transcrire et dans quel délai?; le projet

§ 1. — Un mandataire peut faire transcrire, mais pour le jugement de conversion comme pour le juge-

(2) V. la théorie de M. Carpentier.

ment de divorce proprement dit, il faut que ce mandataire soit muni d'une procuration spéciale.

D'après un arrêt de la Cour de Nancy du 15 janv. 1888 (S. 88.253), un mandat *ad litem* donné à un avoué pour suivre une instance en divorce, ne comprend pas le mandat de requérir la transcription du jugement ou arrêt prononçant le divorce sur les registres de l'état civil (C. civ. 252, loi du 18 avr. 1886). — Dès lors est nulle, la transcription d'un jugement de divorce opérée sur les registres de l'état civil à la requête de l'avoué de l'une des parties, si cet avoué n'était pas nanti d'un pouvoir spécial l'autorisant à requérir cette transcription. (id).

Voici l'espèce : « Dans les premiers mois de l'année 1887 M. S... contre lequel sa femme avait précédemment obtenu un jugement de séparation de corps, intentait à son tour contre Mme S..., une instance devant le tribunal d'Épinal à l'effet de faire convertir en divorce la séparation de corps prononcée. Le 2 mars 1887, un jugement a accueilli cette demande. Le jour même où ce jugement devait être prononcé les époux S... se rapprochaient et une réconciliation complète et définitive s'opérait entre eux. Néanmoins l'avoué de M. S... avait fait transcrire sur les registres de l'état civil de R... le jugement de divorce. Pour échapper aux effets de cette transcription, Mme S... d'accord avec son mari, l'a assigné devant le tribunal civil d'Épinal en nullité de la transcription opérée à

l'état civil de R... et en nullité de toute l'instance en divorce pour cause de réconciliation. Le tribunal d'Épinal a repoussé cette demande Appel par M. S...»

Dans son arrêt, la Cour s'exprime ainsi : « Attendu que la transcription sur les registres de l'état civil de R... du jugement de divorce rendu le 2 mars 1887, par le tribunal d'Épinal, entre les époux S..., est à un double point de vue, nulle et de nul effet.— Attendu d'une part que la signification dudit jugement de divorce, faite par l'avoué de S... au maire de R... pour arriver à la transcription sur les registres de l'état civil de cette décision judiciaire a été opérée sans que l'avoué à la requête duquel elle a été faite fut porteur d'un mandat spécial l'autorisant à requérir cette signification et la transcription devant en être la suite; — attendu que le mandat *ad litem* donné à un avoué pour suivre une instance en divorce ne saurait comprendre implicitement le mandat d'effectuer la signification à l'officier de l'état civil préalable à la transcription du jugement de divorce, et de remettre les certificats exigés par l'art. 248 C. proc.— attendu que le mandat *ad litem* est épuisé pour l'avoué par la signification à partie du jugement obtenu, mais que pour remplir auprès de l'officier de l'état civil les formalités édictées par l'art. 252 C. civ. il faut l'intervention même de la partie, ou tout au moins d'un mandataire à ce spécialement désigné par la partie, l'art. 252 stipulant en termes formels que la transcription est faite

à la requête de la partie qui a obtenu le divorce; — attendu qu'il doit d'autant plus en être ainsi que la transcription est une formalité substantielle d'une importance extrême, qu'elle est la sanction suprême de l'instance en divorce, la mesure d'exécution qui rend définitive la rupture du lien conjugal et qu'on ne comprendrait pas que la loi qui exige dans diverses procédures d'une importance moins grande l'intervention de la partie elle-même, ou d'un mandataire spécial, eut autorisé l'accomplissement de cette formalité décisive sans la sauvegarde de cette intervention, — attendu que faite en dehors de la participation de la partie ou d'un mandataire *ad hoc* de la partie, la signification à l'officier de l'état civil de R... est nulle, et que la transcription qui a été la suite de cette signification est à juste titre arguée de nullité.

§ 2. — A) D'après ce même arrêt de Nancy, lorsqu'un époux, contre qui une séparation de corps a été prononcée, demande la conversion de cette séparation en divorce, et que le tribunal tout en admettant la conversion, maintient à l'époux défendeur à la conversion sa pension alimentaire et la garde de ses enfants, le divorce doit être considéré comme obtenu pour l'époux défendeur, et dès lors le demandeur en conversion ne peut requérir la transcription du jugement sur les registres de l'état civil que faute par le défendeur de l'avoir requise dans le mois (C. civ. 252; loi du 18 avr. 86).

La Cour nous dit : « Attendu d'autre part, que la transcription dont s'agit doit être encore considérée comme nulle, comme ayant été requise par une partie qui était sans qualité à cet effet; — attendu que malgré le silence gardé à cet égard par le dispositif du jugement de divorce entre les époux S..., le dit jugement a prononcé le divorce à la requête de la dame X... et aux torts de son mari; qu'en effet et conformément aux conclusions de la dame X..., le jugement de divorce lui a conservé sa pension alimentaire ainsi que la garde de ses enfants et condamné X... son mari aux dépens; — attendu que la transcription doit être faite à la requête de la partie qui a obtenu le divorce, aux termes de l'art. 252 C. civ. qui donne à cette partie un délai de deux mois pour faire procéder à la signification préalable à l'officier de l'état civil; — attendu que sans doute, à défaut de la partie qui a obtenu le divorce d'avoir fait ladite signification dans le premier mois, l'autre partie a le droit concurremment avec elle, de faire la signification dans le mois suivant, mais attendu qu'il résulte de cette disposition même, que dans le premier mois c'est la partie qui a obtenu le divorce qui a seule le droit de faire procéder à la transcription — attendu que le jugement de divorce ayant été rendu le 2 mars 1887 et étant devenu définitif le 16 mai suivant, la dame X... avait seule dans le premier mois, c'est-à-dire du 16 mai au 16 juin, qualité pour faire opérer la transcription, le droit de

X... à cet en effet ne commençant que le 16 juin 1887 point de départ du deuxième mois; — attendu que ladite transcription a cependant été opérée à la suite d'une signification faite le 21 mai 1887, à la requête de X... à ce moment sans droit pour la requérir; — attendu que dans ces conditions ladite transcription ne saurait être considérée, comme valable, et doit être annulée.»

L'arrêt ci-dessus se rattache à l'opinion d'après laquelle l'époux qui a obtenu la séparation ne peut dans une instance ultérieure en conversion formée par l'autre époux être considéré comme ayant succombé, d'où cette autre conséquence par exemple, qu'il ne peut être condamné aux dépens. Dans un chapitre suivant nous parlerons de cette théorie dont la vérité est indiscutable avec le système de la conversion obligatoire.

B) Toutefois cette situation n'a pas été sans soulever de protestations. A ce sujet; un auteur, par exemple, écrit (1) « Cette solution est évidemment conforme à la jurisprudence d'après laquelle tant au point de vue de la charge des dépens qu'au point de vue du maintien de la pension alimentaire, l'époux qui a obtenu la séparation de corps ne peut pas être considéré comme succombant dans l'instance en conversion. S'ensuit-il qu'on doive l'approuver sans résér-

(1) 1899, Carpentier, *Divorce et séparation*, p. 823.

ves? Nous ne le pensons pas. Autre chose sont les effets directs du jugement de séparation. Autre chose les effets directs du jugement de divorce. La transcription n'a en réalité aucun lien avec le premier jugement. Elle n'intervient que pour vivifier le second. Toute la question consistera à savoir si on entend le vivifier. A cet égard, il y a déjà un préjugé que le défendeur à la conversion préfère s'en tenir à la situation qui lui a été faite par la première décision, puisqu'il aurait pu demander la conversion et qu'il ne l'a pas fait. Lui donner néanmoins la priorité pour faire opérer la transcription, ce serait risquer de dépouiller le demandeur à la conversion du bénéfice de son action dans le cas de décès de son conjoint ou de son propre décès. Il y a là en réalité un droit parfaitement individuel, et nous croyons que l'époux qui obtient le divorce est celui qui sollicite et obtient la conversion.»

D'autre part, parmi les modifications à la loi du 6 juin 1908, votées par la Chambre des Députés, il en est une qui nous intéresse présentement. La Chambre a réduit à un mois le délai pendant lequel sera transcrit le jugement de divorce sur les registres de l'état civil, et donné le droit de la requérir à l'époux qui a poursuivi la conversion. La proposition de loi déclarait que la transcription du jugement de conversion sera, conformément aux dispositions de l'art. 252 du C. civ. faite au cours du premier mois par la partie

qui aura provoqué ladite conversion. Le rapporteur s'exprimait ainsi : « Une dernière difficulté est relative à la transcription du jugement de conversion. Un arrêt de la Cour de Nancy du 15 janv. 1888 a soulevé à cet égard une controverse délicate qu'il faut trancher. Votre commission estime que pour la vider, il faut donner à l'époux qui a obtenu la conversion, le droit de faire transcrire au cours du premier mois. Cette décision est d'ailleurs logique : puisque la loi lui donne le droit de prendre un jugement de divorce c'est bien le moins qu'elle lui donne le droit d'en profiter. »

CHAPITRE II

De la date du divorce obtenu sur une demande en conversion

Il résulte du texte même de l'art. 310 du C. civ. que le jugement de séparation de corps sera converti en jugement de divorce. Cela ne saurait signifier que le premier jugement est rétroactivement transformé en jugement de divorce; nous en avons la preuve par l'étude des travaux préparatoires.

Parmi les amendements présentés à la suite du vote par le Sénat de la conversion obligatoire, il y en avait un qui demandait la suppression du paragraphe suivant adopté par la Chambre : « Le tribunal déclarera en conséquence que le jugement de séparation vaut comme jugement de divorce ». M. Legrand s'exprimait ainsi : « Je n'ai, Messieurs, que de très courtes observations à présenter au Sénat ou des questions à poser; j'imagine même qu'après les avoir entendues, peut-être conviendra-t-il, au lieu de voter, puisqu'on vient déjà de renvoyer un amendement à la commission — de lui renvoyer en même

temps les deux paragraphes dont je demande la suppression. Après le premier paragraphe voté par le Sénat, voici ce que dit le texte : le tribunal en conséquence, déclarera que le jugement de séparation vaut comme jugement de divorce. J'ai cherché, Messieurs, à me rendre compte de la signification particulière de cette phrase, et je me suis demandé ce qu'elle ajoutait à la première. Je crois qu'elle n'y ajoute rien. On a commencé par dire dans la première phrase que le jugement vaudra conversion, et l'on continue en disant dans la seconde que le jugement de séparation de corps vaudra divorce. Il semble qu'on ait voulu dire quelque chose et c'est ce quelque chose de plus qui m'inquiète. On pourrait croire, je suis convaincu pour ma part qu'il n'en est rien, qu'on ait voulu donner au jugement de conversion une sorte d'effet rétroactif, et que le divorce serait censé avoir existé depuis la séparation de corps. Je suis convaincu je le répète, que ce n'est pas cela qu'on a voulu dire, et je ne cherche pas à le faire supposer au Sénat. Mais, puisqu'il en est ainsi, je demande qu'on supprime complètement un paragraphe qui pourrait soulever des questions assez délicates, ou tout au moins y donner prétexte. Permettez-moi de citer un exemple : si l'on continue à dire que le jugement de séparation de corps vaut divorce, cela pourrait conduire à penser que le divorce rétroagit au jour de la séparation de corps ; alors les enfants qui seraient nés dans l'in-

tervalle entre la séparation de corps et le divorce seraient-ils légitimes? Pourraient-ils être désavoués? L'adultère existera-t-il dans cette période intermédiaire? Voilà une série de questions, je ne les épuise pas toutes en ce moment, qui pourraient se présenter à tort peut-être, mais il ne faut même pas les faire naître. Et sur une observation de M. Gourju disant : il suffirait de changer un mot : l'auteur de l'amendement ajoutait : « Je serai, je crois, d'accord avec le gouvernement, la commission et certains auteurs d'amendements, notamment avec mon collègue M. Poulle pour affirmer qu'il vaut mieux supprimer la phrase qui a été ajoutée sans raison au texte actuel de l'art. 310, qui se suffit à lui-même. On pourrait, je pense, quant à présent, renvoyer les deux paragraphes ou l'amendement par lequel j'en demande la suppression à la commission ».

Cet amendement fut renvoyé à la commission; et à ce sujet, le rapporteur. M. Béranger, dit au Sénat : «... D'autres amendements ont été présentés, mais portant sur la procédure : l'un par l'honorable M. Legrand, l'autre par l'honorable M. Poulle, tous les deux relatifs au même objet. Dans le texte voté par la Chambre des Députés figurait cette phrase : « le tribunal déclarera en conséquence que le jugement de séparation vaut comme jugement de divorce ». L'honorable M. Legrand a fait remarquer que ce

membre de phrase n'était que la reproduction en d'autres termes de la phrase précédente, mais avec ce côté qui lui semblait assez alarmant qu'il pouvait prêter à une interprétation regrettable. La phrase précédente porte en effet que le jugement de séparation sera de droit converti en jugement de divorce. Répéter que le jugement de séparation vaudra comme jugement de divorce était donc une superfétation. De plus ce qu'il pouvait y avoir de dangereux dans l'interprétation qu'on ferait de ce texte, c'est qu'on pourrait soutenir que le divorce dès lors devrait dater du jour de la séparation de corps elle-même, et, qu'en conséquence dans le cas généralement assez rare mais possible où, des enfants seraient nés après la séparation, il pourrait arriver qu'on contestât leur légitimité. La commission a en conséquence adopté — M. le Garde des Sceaux l'accepte également — la proposition de M. Legrand en supprimant cette phrase».

Et les mots de la phrase combattue mis aux voix ne furent pas adoptés par le Sénat.

Il y a donc divorce à partir du jugement de conversion et non à partir du jugement de séparation. Les enfants nés dans l'intervalle seront légitimes. Et pour connaître le point de départ des effets du divorce obtenu sur une demande en conversion, il faut suivre les règles applicables au divorce ordinaire; certainement le divorce tombe s'il n'y a pas transcrip-

tion, mais une fois cette formalité accomplie, les effets du divorce courent du jour du jugement et même du jour de la demande, en ce qui concerne les biens dans les rapports des époux entre eux (art. 252).

CHAPITRE III

Le divorce obtenu sur une demande en conversion est un divorce « anonyme »

Il y a un principe qui domine les effets, qu'on peut appeler unilatéraux, du divorce rendu sur conversion et dont nous avons rencontré l'application à propos aussi de la transcription, c'est que ce divorce est un divorce « anonyme ».

L'effet général du jugement de conversion, c'est de substituer le régime du divorce au régime de la séparation de corps; toutes les conséquences du divorce quant à la personne et aux biens des époux et des enfants se produisent après la conversion comme après le prononcé du divorce principal. Et pour déterminer les effets par rapport à l'époux innocent, il faut, se reporter au jugement de séparation de corps : l'époux innocent sera celui au profit duquel la séparation de corps aura été prononcée, l'époux coupable sera celui contre lequel la séparation de corps aura été admise; il n'y aura ni époux innocent ni époux coupable, lorsque la séparation de corps aura été prononcée aux torts respectifs des époux, le tout quel que soit l'époux qui ait demandé et obtenu la conversion. (1)

(1) *Gaz. du Pal.* 1890, *Divorce*, p. 750.

La discussion de l'art. 310, au Sénat ne pouvait laisser aucun doute à cet égard, M. Batbie, dans la séance du 24 juin 1884, avait demandé au rapporteur de préciser les conséquences du jugement de conversion relativement à l'application de l'art. 299 C. civ. M. Labiche répondit textuellement en ces termes : « Lorsqu'on sera dans l'espèce établie par l'art. 310, c'est-à-dire qu'il s'agira d'une question de conversion, ce jugement, de conversion ne pourra, d'après moi, en ce qui concerne les questions dont se préoccupe le collègue qui m'interroge, modifier les décisions qui résulteront du premier jugement. Autrement ce serait non un jugement de conversion, mais un jugement de revision. D'après moi la seule disposition qui pourra être modifiée, sera celle qui avait prononcé la séparation de corps et qui à la suite de l'épreuve de trois ans pourra être convertie en disposition prononçant le divorce (1)... Si au lieu de se trouver en présence d'une instance en conversion, on se trouve en présence d'une instance entièrement nouvelle fondée soit sur des faits nouveaux, soit sur d'autres considérations mais sans qu'on invoque la procédure de faveur de la conversion organisée par l'art. 310 et en employant uniquement la procédure ordinaire (2) alors je comprendrais très bien que le jugement qui admettra le divorce, puisse revenir sur la question

(1) V. infra.

(2) V. ce que nous avons écrit précédemment à ce sujet.

des avantages matrimoniaux et prononcer la déchéance de la partie qui les avait conservés dans la première instance relative à la séparation de corps. Il me semble qu'il n'y aurait rien d'anormal à ce que la déchéance fut prononcée successivement contre les deux époux, contre l'un en vertu du jugement de séparation, contre l'autre en vertu du jugement de divorce.» (1)

La Cour de Cassation s'était affirmée de la manière la plus nette dans le sens ci-dessus indiqué : par un premier arrêt en date du 24 nov. 1886 (G. P. 86.2.844, et le rapport de M. le Conseiller Manau) la Chambre civile a refusé d'allouer la pension alimentaire, par application de l'art. 301 dans une hypothèse où la séparation de corps prononcée aux torts respectifs des deux conjoints, avait été convertie en divorce sur leur requête respective. Par arrêt du 11 fév. 1889 (G. P. 98.1.409) et le rapport de M. le conseiller Féraud-Giraud) la Chambre des Requêtes, a dans une hypothèse analogue, consacré la même doctrine; par arrêt du 4 fév. 1889, rendu sur rapport de M. le conseiller Crépon, la Chambre civile persistant dans sa jurisprudence, a maintenu au profit de l'époux ayant obtenu la séparation de corps la pension alimentaire que lui avait octroyée le jugement de séparation, encore qu'il eut été converti à la requête de l'autre conjoint

(1) Nous examinerons bientôt l'art. 299,

(G. P. 89.2.215); enfin par arrêt du 27 janv. 1891, la Chambre des Requêtes a rejeté le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel de Douai qui convertissant en divorce à la requête de l'un des conjoints, une séparation de corps prononcée aux torts respectifs des deux conjoints avait refusé au conjoint contre lequel la conversion avait été admise le droit de réclamer de son conjoint une pension alimentaire. — La jurisprudence des Cours d'appel et des tribunaux était en général conforme à celle de la Cour de Cassation. Parmi les décisions qui reconnurent que la pension alimentaire ne pouvait être maintenue, lorsque la séparation avait été prononcée aux torts respectifs des deux conjoints, quel que fût l'époux qui avait obtenu la conversion. Voir notamment : Trib. civ. Toulouse, 5 juill. 1886 (G. P. 86.2.461). Trib. civ. de Marseille 18 mars 1886 (G. P. 86.2.637). Orléans, 30 mars 1887 (G. P. 87.2.85). — Parmi les décisions qui ont ordonné le maintien de la pension alimentaire au profit de l'époux qui a obtenu la séparation, encore que la conversion ait été prononcée contre lui. Voir notamment Douai 29 juin 1885 (G. P. 85.2.157) et Alger 2 févr. 1886 S. 86.2.177). P. 86.1.974 et la note). Trib. civ. Seine 31 déc. 1886 (G. P. 87.1.97). 1^{er} avr. 87 (G. P. 87.1.595). Paris 15 mars 1887 (G. P. 87.1.456). Lyon 6 juill. 1886 (*mon.* Lyon, 14 déc. 86). Trib. civ. Seine 15 juill. 1887 (*Gaz. Trib.* 24 août 87). Trib. civ. Le Mans 7 févr. 1888 (*Gaz. trib.* 12 avr. 1888). Trib.

civ. Lyon, 7 déc. 88 (*mon.* Lyon 24 avr. 89). Trib. civ. Marseille 28 juill. 88 (Rec. d'Aix 89.2.37). *Adde* MM. Carpentier, la loi du 18 avr. 1886 et la jurisprudence en matière de divorce n° 208; Vraye et Gode *Le divorce et la séparation de corps* 2^e édit. t.II n° 831; Curet *Code du divorce* n° 275. — D'autre part, la jurisprudence décida que l'époux qui avait obtenu la séparation ne pouvait dans une instance ultérieure formée par l'autre époux être considéré comme ayant succombé d'où cette conséquence qu'il ne pouvait être condamné, aux dépens : Voir en ce sens, trib. de Reims 5 mars 1885 sous Paris, 21 janv. 1886, 1^{re} espèce S. 86.2.129, P. 86.1.798. Caen, 3 févr. 1885 sous Cass. 12 août 1885, S. 86.1.193. P. 86.1.481 et le renvoi (1) *Adde* MM. Carpentier *op. cit.* n° 209. Vraye et Gode *op. cit.* 2^e édit. t. II n° 838. Comp. M. Curet *op. cit.* n° 251.

Cette opinion n'est plus discutable, avec la loi du 6 janv. 1908. L'innovation du législateur de 1884, qui a attribué à l'un ou à l'autre époux le droit de réclamer la conversion et avait donné au juge une liberté d'appréciation (1), avait pu faire écrire : « le divorce admis sur conversion est devenu pour ainsi dire « anonyme » ; mais aujourd'hui, dans le système de la conversion obligatoire, on peut affirmer que le divorce est véritablement anonyme ».

(1) Nous étudierons plus loin, spécialement, la question de la pension alimentaire et celle des dépens.

(1) V. le système de M. Carpentier.

CHAPITRE IV

De la pension alimentaire

SECTION I

Les articles 212 et 301

§ 1. — Une question très importante, est celle de la survie au jugement de conversion de la pension alimentaire accordée par le jugement de séparation. Mais avant de l'étudier, il est indispensable de connaître les articles 212 et 301 du C. civ. qui établissent la pension alimentaire.

D'après l'art. 212 les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance. Les secours, ce sont les aliments. Et la séparation ne fait pas cesser l'obligation de secours entre les époux; cela n'est contesté par personne. Les époux continuent à se devoir des secours, non pas en vertu de l'art. 301; non pas en vertu des conventions matrimoniales aux termes des art. 1448, 1537, 1575 qui déterminent la manière dont chacun doit contribuer aux frais du ménage, puisqu'après la séparation de corps, il n'y a plus de ménage; mais comme époux, en vertu des devoirs de

mariage, parce que le mariage n'est pas rompu et que l'exécution de l'obligation alimentaire n'est pas inconciliable avec la cessation de la vie commune ; et cela sans aucune distinction entre l'époux qui a obtenu la séparation de corps et celui contre lequel elle a été prononcée. Lorsque le mariage prend fin, soit par la mort, soit par le divorce, la pension alimentaire tombe de plein droit.

La pension alimentaire peut être demandée par l'époux séparé de corps à toute époque. Comme toute dette alimentaire proprement dite, elle est essentiellement variable : elle est subordonnée aux ressources et aux besoins réciproques ainsi qu'à la position sociale des deux conjoints ; il y a lieu de la refuser quand le dénuement de l'époux qui la réclame est due à son inconduite, et que d'ailleurs son état de santé et son âge lui permettent de travailler et de gagner sa vie. Elle peut être augmentée, diminuée, supprimée, rétablie suivant les cas et selon l'appréciation souveraine des tribunaux. Elle ne passe pas aux héritiers.

§ 2. — A) D'après l'art 301, si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le tribunal pourra lui accorder sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire qui ne pourra excéder le tiers des revenus de cet autre époux. Cette pension sera révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire. »

Trois explications sont données de l'art. 301.

a) D'après une première opinion, c'est une pension alimentaire que l'art. 301 accorde à l'époux innocent; elle a pour objet d'assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce. Il s'agit donc d'aliments et non d'indemnité. Si c'était une indemnité, l'époux demandeur y aurait toujours droit, qu'il soit ou non dans le besoin, car le divorce lui cause toujours un préjudice. Cependant il n'y a pas droit s'il n'est pas dans le besoin. Donc, ce n'est pas une indemnité. La quotité de la pension est fixée d'après la fortune de celui qui la doit. Conçoit-on une indemnité qui ne peut pas dépasser le tiers des revenus du débiteur, bien que le préjudice soit plus élevé? Enfin si c'était une indemnité, la créance une fois évaluée entrerait dans le patrimoine de l'époux créancier, et il ne pourrait plus en être privé. Cependant la loi déclare que la pension alimentaire est révocable, dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire. Conçoit-on une indemnité due à raison d'un préjudice, qui cesse d'être due quand le créancier n'est plus dans le besoin? La révocabilité de la pension prouve à l'évidence qu'il s'agit d'aliments et non d'indemnité. D'ailleurs, la loi qualifie le droit accordé pension alimentaire.

Puisqu'il ne s'agit là que de la pension alimentaire devenue unilatérale, de synallagmatique quelle était, en faveur de l'époux innocent, il en résulte les conséquences suivantes : La pension doit être demandée

au tribunal au moment de la prononciation du divorce, car une fois le mariage dissous, une fois le divorce prononcé, les époux sont étrangers l'un à l'autre. Comme toute pension alimentaire, elle doit être estimée suivant l'état et la condition de celui qui a droit aux aliments; et on enseigne même que, dans l'appréciation des besoins du créancier, il faut faire entrer en ligne de compte, non seulement la considération de ce dont il manque réellement mais encore de ce qu'il aurait pu avoir sans le fait de son conjoint, et qu'il ne faut pas être arrêté par la crainte de peser trop lourdement sur le débiteur dont l'obligation est à la fois civile et pénale. Selon les uns, le juge, quelque grand que soit le pouvoir discrétionnaire qu'on lui accorde en cette matière ne peut dépasser le tiers des revenus de l'époux défendeur : les termes et l'esprit de l'art. 301 l'exigent ainsi, le législateur, s'il ne veut pas que la situation de l'offensé soit amoindrie par le divorce, ne veut pas non plus quelle soit rendue meilleure. Selon les autres, la limite maxima est arbitraire, et il faut l'interpréter en ce sens que si le tiers des revenus était insuffisant pour fournir aux besoins de l'époux innocent, le tribunal, pourrait dépasser ce chiffre. L'époux débiteur qui peut demander la révocation de cette pension peut en demander la diminution, et l'époux créancier peut solliciter une augmentation. L'époux coupable devra cette pension lors même que les parents du conjoint qui la demande pourraient

la fournir. C'est une obligation que l'époux a contractée en se mariant. Pendant le mariage, il n'aurait pu renvoyer son conjoint demander des aliments à ses parents; il ne peut pas davantage quand, par sa faute, le mariage est dissous. Cette pension ne passe pas à la charge des héritiers du débiteur, ce serait en effet changer sa nature que de la mettre à la charge d'un tiers; d'ailleurs le législateur ne veut pas l'enrichissement de l'époux offensé (1).

b) D'après une deuxième opinion, il s'agit dans l'art. 301 de pension alimentaire et d'indemnité en même temps. Déjà les auteurs qui soutiennent la première théorie placent parfois d'indemnité. L'art. 301 n'est qu'une application spéciale de l'art. 1382 du même code qui oblige à la réparation de toute faute; c'est une appropriation de l'art. 1382 à la situation spéciale des personnes unies par le mariage. L'obligation qui y est inscrite c'est tout simplement l'obligation de l'art. 212 devenue unilatérale à raison de la faute commise par l'un des époux.

L'obligation dérive si complètement du mariage que le mot « époux » y est écrit quatre fois. Le législateur a compris qu'il est de toute justice d'assurer à l'époux innocent après le divorce les avantages que lui promettait, le contrat conjugal qu'il a respecté.

(1) V. Laurent, *Princ. de dr. civ*, t. III, n° 311, — Carpentier 1888 — Guillaume Poulle, p. 254. — Goirand, p. 315. — Depeiges p. 77. — Frémont, p. 475-476.

On ne se libère pas de ses obligations en violant ses promesses, en méconnaissant son contrat. Mais il ne faut cependant pas nier que l'art. 301 se réfère aussi et en partie à l'art. 1382, à l'idée d'une réparation légitime : l'époux innocent est lésé par la faute d'autrui, il a perdu ce que le mariage lui promettait, une indemnité lui est due. Cette pensée de réparation et d'indemnité est rendue présente à l'esprit par la rédaction même de l'art. 301 : « si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants (suffisants ou insuffisants à quel point de vue ? pour compenser le dommage éprouvé par l'époux qui a obtenu le divorce). D'autre part, il ne faut pas oublier que le tribunal n'est pas lié par l'art. 301 ; c'est une faculté pour lui d'accorder ou de refuser la pension : le tribunal pourra. » Les juges auront donc le droit, selon les circonstances d'admettre la demande de pension ou de la rejeter, ce qui tend d'autant plus à prouver qu'il s'agit, dans l'art. 301 d'une « indemnité alimentaire. — Les travaux préparatoires sont en ce sens. La première rédaction adoptée par le tribunal portant que si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants pour indemniser l'époux qui a obtenu le divorce, le tribunal pourra lui accorder sur les biens de l'autre époux une pension alimentaire, qui ne pourra être moindre du sixième ni excéder le tiers des revenus de cet époux ; mais il est visible,

par la comparaison des deux textes, que le changement de rédaction n'a pas altéré l'idée première.

On est donc en présence d'une indemnité qui prend la forme d'une pension alimentaire, qui procède à la fois et de la nature propre d'une indemnité et de la nature des aliments. Comme le préjudice que la loi apprécie, c'est la privation du droit de réclamer secours et assistance, on comprend très bien que l'indemnité corrélative soit une pension alimentaire qui n'est due que si le créancier est dans le besoin et qui cesse avec ses besoins, et qu'elle soit fixée d'après la fortune du débiteur. — Le quantum de la pension alimentaire doit se régler d'après les principes généraux : il y a donc lieu de tenir compte de l'état et de la condition respectifs du débiteur et du créancier. D'autre part le caractère restrictif et exceptionnel de la pension alimentaire, et son assimilation à une véritable indemnité montrent que le tiers ne peut-être dépassé. — Le principe de l'indemnité exige que l'époux coupable soit le premier tenu de la dette alimentaire. La dette alimentaire est une indemnité : elle est due sur les biens du débiteur; à ce titre elle passe aux héritiers.

La pension de l'art. 301 participe à la fois du caractère de l'indemnité et de celui d'aliments; il y a lieu dans l'application de combiner toujours ce double caractère et lors qu'il y a contrariété de donner la prédominance au caractère d'indemnité. (1)

(1) Vray et Gode, t. II.

c) Nous adoptons l'opinion suivante : « ...Comment s'agirait-il d'aliments ? La dette alimentaire entre époux, mais elle naît avec le mariage et disparaît avec lui. Une fois le divorce prononcé, la loi aurait-elle pu, sans violer tous les principes, maintenir une obligation qui ne peut résulter que du mariage ? La pension alimentaire que la loi accorde à l'époux demandeur ne découle donc pas de cette obligation de secours que l'art. 212 impose aux époux. C'est une indemnité qu'elle lui donne pour le préjudice que lui cause la rupture anticipée du mariage ; c'est une indemnité qui lui tiendra lieu des avantages de fortune que le mariage lui assurait. La loi a donné à cette indemnité la forme d'une pension alimentaire parce que le préjudice qu'elle voulait réparer, le seul qui pouvait être pécuniairement réparé, c'est précisément le préjudice qui résulte pour l'époux demandeur de sa privation des revenus de son conjoint. Si l'indemnité n'est pas due à l'époux demandeur lorsqu'il n'est pas dans le besoin, c'est qu'au point de vue des aliments, le seul auquel la loi s'est placée, le divorce ne lui cause aucun préjudice. Si l'indemnité est fixée d'après la fortune de l'époux qui la doit, c'est que cette fortune était justement la mesure des avantages dont l'époux demandeur jouissait pendant le mariage et dont le divorce l'a privé. Si la pension alimentaire est révocable, quand elle cesse d'être nécessaire, c'est que l'époux demandeur ayant des revenus suffisants n'éprouve

plus le préjudice que la loi a eu en vue de réparer. Mais la pension alimentaire bien que constituant une indemnité doit cesser par le décès de l'époux débiteur. Pourquoi? C'est que précisément cette pension a pour objet d'indemniser l'époux qui a obtenu le divorce des avantages de fortune que le mariage lui assurait. S'il n'y avait pas eu de divorce, ces avantages l'époux ne les aurait conservés que jusqu'à la dissolution naturelle du mariage, c'est-à-dire jusqu'à sa mort ou à la mort de son conjoint. Celui-ci venant à décéder après le divorce prononcé, l'époux demandeur n'a donc plus droit à indemnité puisque le préjudice qu'il éprouve ne provient plus alors du divorce mais d'une cause naturelle, d'un cas de force majeure, la mort du conjoint. L'opinion que nous venons de soutenir nous paraît la seule conforme aux principes à la nature même des choses et à l'intention du législateur. Cependant nous devons reconnaître que la jurisprudence est fixée dans un sens contraire; elle décide que la pension alimentaire est une véritable créance ordinaire accordée sur les biens de l'autre époux, elle passe avec ces biens aux héritiers de l'époux débiteur, et ne s'éteint que par le décès de l'époux qui y a droit.» (1)

B) a) La jurisprudence et les auteurs sont d'avis que l'art. 301 peut être étendu au divorce prononcé

(1) Curet, *Code du divorce*.

sur conversion de séparation de corps. Cependant un auteur a soutenu le contraire en disant : « ce divorce n'est en effet prononcé contre aucun des époux, c'est un divorce anonyme, puisque la faculté de réclamer la conversion appartient indistinctement à l'un et à l'autre des époux. On sait de plus que le jugement de conversion ne revise ni ne modifie, mais laisse subsister intégralement les dispositions accessoires du jugement de séparation de corps. » (1) Nous avons vu que celui qui obtient le divorce sur conversion est celui qui a obtenu la séparation.

b) Une question beaucoup plus importante comme nous allons le constater bientôt, c'est celle de savoir si l'art. 301 est applicable à la séparation de corps. L'époux qui a obtenu la séparation peut-il se fonder sur la disposition de cet article pour demander une pension alimentaire sur les biens de son conjoint ?

On soutient que si l'art. 212 reste applicable après la séparation de corps, cette situation n'empêche pas d'appliquer l'art. 301. Ces deux articles dit-on, loin d'être inconciliables se rattachent l'un à l'autre, si l'on distingue, non plus entre la séparation de corps et le divorce ; mais entre l'époux contre lequel la séparation a été prononcée, et celui qui l'a obtenue. L'époux qui succombe ne peut réclamer des aliments qu'en vertu de l'art. 212, mais l'époux qui triomphe peut les

(1) Goirand, p. 315.

réclamer soit comme indemnité, soit comme aliments.

On dit que le bénéficiaire de la pension a intérêt à la voir due par les héritiers de son conjoint. Selon nous, il s'agit dans l'art. 301 d'une indemnité qui prend fin à la mort de l'époux débiteur, et alors il importe peu que l'époux demandeur en séparation se fonde sur l'un ou l'autre article, mais, d'après la jurisprudence, l'indemnité de l'art. 301 est, nous le savons, une créance ordinaire qui passe aux héritiers. En tous cas, l'argument ne vaut rien, car il reste précisément à prouver que les héritiers puissent devoir la pension en cas de séparation de corps.

Nous croyons que l'art. 301 n'est pas applicable à la séparation de corps. La pension alimentaire de l'art. 301, est, nous l'avons dit une indemnité que la loi accorde à l'époux innocent contre l'époux coupable pour lui tenir lieu des avantages de mariage que le divorce lui fait perdre. Pendant la séparation de corps, le mariage subsiste, l'art. 212 est toujours applicable, il n'est pas besoin d'accorder à l'époux innocent une indemnité pour remplacer des aliments qui lui sont toujours dus.

D'ailleurs l'époux innocent invoquant l'art. 301, aurait à part l'avantage de la transmission héréditaire une situation moins favorable que celle de l'époux coupable s'appuyant sur l'art. 212.

De plus, le divorce et la séparation de corps, jusqu'à la loi du 18 avr. 1886, sont l'objet de deux dispo-

sitions absolument distinctes, et l'art. 301 ne vise que l'époux qui a obtenu le « divorce » il est placé sous la Rubrique : « *Des effets du divorce.* » (1). Lorsque le législateur a voulu que la même règle s'applique au divorce et à la séparation de corps, il a montré son intention en des termes qui ne peuvent pas prêter à équivoque.

C'est pourquoi certains jurisconsultes fort autorisés avaient pensé que l'art. 301 n'était pas applicable sous l'empire de la législation qui prohibait le divorce, mais cette opinion a été condamnée par la plus haute des autorités judiciaires, celle des Chambres réunies de la Cour de Cassation qui dans l'arrêt du 23 mai 1845 (S. 45.1.321. P. 45.1.625) posait en principe que : « les dispositions des chapitres qui règlent les effets du divorce doivent aussi régler les effets de la séparation de corps en tant qu'ils ne sont pas inconciliables avec elle. » Deux arrêts de la Chambre civile en date des 12 déc. 1848 (D. 49.1.278) et 2 avr. 1861 (S. 61.1.410, P. 62.145) et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 avr. 1873 (S. 73.1.337). D. 73.817) ont statué dans le même sens. L'arrêt du 12 déc. 1848 s'exprimait ainsi : « Les art. 212 et s. tracent aux époux leurs devoirs réciproques qui naissent avec le mariage, cessent avec lui, et ne survivent pas au premier mourant ; tandis que l'art. 301 prévoit le cas où ces devoirs ont été

(1) Chap. IV, t. IV, Liv. I, C. civ.

méconnus par l'un des époux, et la pension dont il lui impose l'obligation en faveur de son conjoint qui a fait prononcer la séparation de corps, est une séparation du préjudice que celui-ci a souffert de l'oubli de ces devoirs ».

D'après une jurisprudence aujourd'hui constante, la pension alimentaire réclamée par l'époux séparé de corps à son conjoint peut lui être allouée suivant les circonstances soit en vertu de l'art. 212 soit en vertu de l'art. 301. (Cass. 2 août 1861 (D. 61.1.97). Si la jurisprudence voulait bien renoncer à son interprétation extensive de l'art. 301, et s'en tenir en cas de séparation de corps à la seule application de l'art. 212 la question de la survie de la pension au jugement de conversion, question qui est maintenant classique, ne se poserait plus. A son sujet, nous allons voir ce que décident les cours et les tribunaux avant la loi du 6 juin 1908, puis cette loi, et enfin le projet de réforme.

SECTION II

La Jurisprudence

§ 1. — A) Examinons tout d'abord les décisions de la jurisprudence dans le cas où le jugement de séparation de corps a statué sur la pension. Nous passerons ensuite au cas où il a été statué sur la pension par un

jugement postérieur au jugement de séparation de corps.

On sait que, d'après la jurisprudence, le jugement de séparation de corps peut allouer une pension soit en vertu de l'art. 212 à titre alimentaire, soit en vertu de l'art. 301 à titre indemnitaire. La pension accordée doit-elle être maintenue, lorsque la séparation de corps est convertie en divorce.

Le principe jurisprudentiel est que, lorsque le divorce est prononcé, la pension doit cesser si elle n'était basée que sur les devoirs d'assistance mutuelle des époux; mais elle doit être maintenue si elle trouvait sa justification dans les dispositions de l'art. 301 C. civ.

Occupons-nous présentement de la pension accordée à l'époux coupable; nous nous occuperons ensuite de celle accordée à l'époux innocent.

B) La jurisprudence est d'accord avec la doctrine pour décider que si la pension a été allouée à l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée, elle n'a pu l'être en vertu de l'art. 301. puisque cet article ne donne qu'à l'époux demandeur le droit aux aliments, mais l'a été en vertu de l'art. 212. Dès lors, le divorce faisant disparaître les obligations qui naissent du mariage, le jugement de conversion aura pour effet d'arrêter de plein droit, le cours de la pension accordée à l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée. Trib. de la Seine 3 janv. 1885 S. 85.2.

46 D. 85.1.475. Il n'y a pas de distinction à faire entre la conversion prononcée à la requête du demandeur originaire, et la conversion prononcée à la requête du défendeur originaire : la solution ne saurait être différente, les motifs étant les mêmes.

La pension alimentaire accordée à l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée, s'éteint de plein droit lorsque la séparation est convertie en divorce : elle cesse d'être servie à partir du jour où le divorce est prononcé par l'officier de l'état civil (Seine 3 janv. 85 précité). La pension alimentaire cessera d'être due à partir du moment où la transcription du jugement ou de l'arrêt prononçant le divorce aura été faite (art. 252 C. civ.). (1)

Quelques hésitations se sont cependant produites, dans la jurisprudence, au sujet de cette règle selon laquelle la conversion en divorce met fin à l'application de l'art. 212. Certaines décisions ont admis que le seul effet de la conversion était de substituer l'état de divorce à l'état de séparation de corps, sans modifier, en quoique ce soit, les autres dispositions et condamnations contenues dans le jugement de séparation de corps ou les autres conséquences juridiques qui en découlent, lesquelles demeurent définitivement acquises.

Le jugement de séparation a acquis l'autorité de la chose jugée : il ne serait donc plus possible de modifier

(1) Application de l'art. 1377, C. civ. Tr. Seine, 11 avr. 1899.

ses dispositions. Mais les décisions judiciaires sur les questions d'aliments n'ont pas une telle autorité de chose jugée : la solution dépend de faits variables, la question déjà jugée peut être remise en doute parce qu'un changement est survenu dans les faits, dans les relations, c'est pourquoi le juge n'est pas lié par une décision antérieure; la pension peut toujours être augmentée, diminuée, supprimée et même rétablie suivant les circonstances qui modifieraient la situation des époux séparés (1). D'autre part, et c'est ce qui importe les époux divorcés ne sont pas astreints aux obligations qui résultent de la qualité d'époux. L'art. 212 cesse d'être applicable, le devoir de secours n'existe donc pas pour eux. Le jugement qui a statué sur la pension des époux séparés réglait une situation régie par l'art. 212. Du moment où cet article cesse d'être applicable, le jugement tombe *ipso facto* en tant qu'il contrarie l'art. 301 seul texte auquel il faut désormais avoir recours.

Et ce point a été décidé ainsi par la Chambre civile, dans un arrêt du 24 nov. 1886 (G. Pal. du 10 déc.). La séparation de corps avait été prononcée à la fois contre l'un et l'autre des deux époux à raison de faits réciproques. La femme que la séparation allait priver de toutes ressources a obtenu une pension contre le mari ayant une profession lucrative et des immeubles.

(1) Art. 1351, C. civ.

A la requête, de ces deux époux, la séparation a été convertie en divorce .La pension a été maintenue par les premiers juges, seulement modifiée dans son chiffre. La Cour d'appel devant qui on soutenait que la suppression de la pension devait être la conséquence de la dissolution du mariage, avait inconsidérément répondu que le jugement de séparation était passé en force de chose jugée relativement à la pension alimentaire, que les juges saisis de la demande en conversion de la séparation en divorce n'avaient à résoudre que cette unique question celle de la conversion, et n'avaient pas le pouvoir de modifier à d'autres égards le jugement de séparation; c'était là une affirmation d'autant plus extraordinaire que la Cour avait approuvé la modification faite par le tribunal du chiffre de la pension : La Cour suprême a cassé l'arrêt du chef de la pension alimentaire, proclamant qu'un jugement allouant une pension alimentaire accessoirement à une séparation de corps n'à pas et ne saurait avoir l'autorité de la chose jugée, parce que la conversion de la séparation de corps en divorce change l'état des personnes et la qualité en laquelle elles peuvent conclure à des aliments.

C) Occupons-nous maintenant du cas où la pension a été accordée à l'époux innocent.

a) Le droit de pension subsiste si le jugement de séparation a déclaré expressément qu'il l'accordait en vertu de l'art. 301 à titre d'indemnité (Paris 21

janv. 1886 S. 86.2.129. P. 86.1.798. — Alger 2 fév. 1886 S. 86.2.177. P. 86.1.974. — Trib. Marseille 18 mars 1886 G. P. 86.2.637. — Nîmes 19 mai 1886 G. P. 12 oct. 1886. — Lyon 8 déc. 1886, *ibidem* du 11 janv. 1887. — Paris 15 mars 87 précité. — Nancy 15 juin 1894 (*Rev. arr.* Nancy 95 p. 63.)

Décidé en ce sens que le jugement de séparation qui a condamné un des époux à payer à l'autre une pension alimentaire demeure vis-à-vis de ce dernier après la conversion, avec tous les caractères qu'il avait auparavant (Trib. Seine, 3 mai 1892, *Le Droit* du 12 juill. 1892).

Il en est ainsi alors surtout que la pension avait pour objet non seulement les besoins du conjoint, séparé, mais encore ceux de l'enfant issu du mariage (Nancy 15 juin 1894 précité.)

En effet, si les juges en accordant la pension ont spécifié qu'elle était allouée en vertu de l'art. 301, aucune difficulté ne peut s'élever. La pension en pareille hypothèse a eu incontestablement dès l'origine le même caractère que la pension à laquelle peut avoir droit l'époux qui obtient le divorce, et aucune raison ne s'oppose à son maintien.

b) Que faut-il décider maintenant si le jugement ne s'est pas expliqué sur la nature de la pension qu'il a allouée à l'époux innocent ?

Nous avons démontré que l'art. 301 ne peut pas être étendu à la séparation de corps, et par là même, nous

avons établi que, dans le cas de silence des premiers juges, on doit sous-entendre l'art. 212. Or, la conversion met fin à toutes les dispositions du jugement de séparation de corps qui sont contraires à l'état de divorce et par conséquent à l'application de l'art. 212. Mais l'époux innocent pourra obtenir alors une pension fondée sur l'art. 301 : il n'y a pas en effet autorité de chose jugée entre les deux demandes; cela est vrai lorsqu'on admet comme nous que le droit de l'art. 212 et celui de l'art. 301 constituent deux choses absolument distinctes et cela est encore certain même dans l'opinion selon laquelle l'obligation de l'art. 301 n'est autre chose que l'obligation de l'art. 212 prolongée et rendue unilatérale; et la jurisprudence décide que si les premiers juges ont statué sur la pension, ceux auxquels est soumise la demande de conversion ne peuvent refuser de prononcer à nouveau, car il n'y a pas chose jugée parce que l'époux qui réclame la pension n'agit plus en la même qualité, ni en vertu de la même cause. (Cass. 24 nov. 1886, S. 88.1.433. P. 88.1.1063. D. P. 87.1.335. — Trib. Orange, 17 déc. 1890 G. P. 91.1.471. — Nancy 8 juin 1900 Rec. arr. Nancy 99.1900 p. 167). L'époux innocent doit pour jouir de la pension basée sur l'art. 301 la demander et il le peut même après la transcription. On fait remarquer que cette théorie aboutit à mettre à la charge du débiteur des frais inutiles, mais c'est là une conséquence directe de la doctrine qui refuse à la Chambre du

conseil le pouvoir de statuer sur les mesures provisoires, et d'autre part le débiteur gagne les arrérages qui peuvent avoir couru entre le divorce et la demande de son conjoint (1). Par conséquence de notre système, le juge commet une erreur, lorsque, accordant une pension à l'époux innocent, il spécifie qu'il le fait en vertu de l'art. 301, et toutefois sa décision sur ce point doit être respectée parce qu'elle ne contrarie pas l'état de divorce. Et si par hasard, le juge donnant une pension à l'époux coupable se basait expressément sur l'art. 301, il se tromperait encore, et de plus cette disposition du jugement ne pourrait avoir force après la conversion, car l'état de divorce n'admet, de pension qu'en faveur de l'époux innocent.

Ainsi donc lorsque le juge ne dit pas si c'est sur l'art. 301 ou sur l'art. 212 qu'est fondée la pension, il faudrait selon nous, sous-entendre l'art. 212, mais voyons ce que décide la jurisprudence dans cette circonstance. En principe, on devra s'efforcer de déterminer la nature de la pension d'après les circonstances.

Une jurisprudence constante admet que la pension alimentaire allouée lors de la séparation de corps à l'époux qui l'a obtenue survit à la conversion de la séparation de corps en divorce, encore bien que le jugement de séparation de corps n'ait pas visé l'art.

(1) V. *infra*, § 3, 2^o.

301 du C. civ., si à raison des faits d'abandon, d'injure, de violence qui ont motivé la séparation, la pension présente le caractère d'une indemnité. Par exemple, un arrêt de Paris du 16 mai 1893 (S. 93.2.224, J. P. 93.2.224) statue comme il suit : « La pension alimentaire allouée lors de la séparation à l'époux qui l'a obtenue, survit à la conversion, bien que le jugement de séparation n'ait pas spécifié les dispositions de loi en vertu desquelles elle était allouée, si à raison des faits d'abandon, d'injure, de violence qui ont motivé la séparation, la pension présente le caractère d'une indemnité. En conséquence, l'époux à qui avait été allouée la pension n'est pas tenu pour en obtenir la continuation après la conversion d'introduire une nouvelle instance. Mais la pension doit être supprimée si l'époux qui l'avait obtenue est désormais en mesure de suffire à ses besoins ».

D'après un certain nombre de décisions même, il semble qu'à défaut d'indication, la pension doit être présumé allouée en vertu de l'art. 301, de sorte qu'elle survivrait à la conversion. — (Dijon, 1^{er} avr. 1885, *Journ. huiss.* 85, p. 179. Trib. Seine, 15 juill. 1887, G. trib. 24 août 1887. Trib. Lyon, 7 déc. 1888. Mon. jud. Lyon, 24 avr. 1889. Caen, 19 mars 1889. Rec. arr. Caen et Rouen 89.1.109, S. 90.2.209. P. 90.1.1191. Cass. 3 janv. 1892, S. 93.1.225. D.P. 93.1.126. Trib. Seine, 4 mai 1892. G. T. 29.30 août

1892, *Le Droit*, 21 juill. 1892. Paris, 16 mai 1893, S. 93.2.224. D. P. 93.2.393. Amiens, 1^{er} déc. 1896, J. aud. Amiens, 1897, p. 157)

L'arrêt de Caen du 19 mars 1889 donne notamment la décision suivante : Lorsqu'un jugement a alloué une pension alimentaire à l'époux qui avait obtenu la séparation de corps, sans s'expliquer sur le point de savoir si la pension était accordée en vertu de l'art. 212 C. civ. ou en vertu de l'art. 301 du même Code, la pension alimentaire, en cas de conversion de séparation de corps en divorce, prononcée à la requête de l'autre époux, doit être maintenue à la condition de ne pas excéder le tiers des revenus de cet époux. Il en est ainsi surtout alors que dans l'instance en conversion de la séparation de corps en divorce, l'époux contre lequel la séparation de corps avait été prononcée, a reconnu que la pension allouée à son conjoint lors de la séparation avait pour fondement la disposition de l'art. 301 et qu'il a été donné acte de cette reconnaissance ».

Et l'on justifie cette solution en disant : Puisque d'après une jurisprudence constante, l'art. 301 est applicable en matière de séparation de corps et que la pension allouée au demandeur en séparation est régie par cet article, tandis que la pension accordée à l'époux coupable est régie par l'art. 212, on doit, comme l'a fait la Cour de Caen, interpréter le silence des juges en ce sens qu'ils ont dû se référer à la

disposition de l'art. 301, bien qu'ils n'aient pas spécialement visé cet article.»

c) 1^o Mais la jurisprudence va encore plus loin : elle admet que lorsque le jugement de séparation de corps vise l'art. 212, le tribunal a au moment de la conversion le droit d'apprécier s'il ne résulte pas des motifs de ce jugement que l'on s'est implicitement référé à l'art. 301, et que la pension présente le caractère d'une indemnité, si par suite il ne convient pas de la maintenir.

La Cour de Paris, le 15 mars 1887, J. P. 88.1.1209 décide : La conversion de la séparation de corps en divorce n'ayant d'autre effet que de substituer le divorce à la séparation de corps sans modifier les autres dispositions contenues au jugement de séparation, la pension alimentaire allouée à l'époux qui a obtenu la séparation de corps subsiste après la conversion à la condition de ne pas excéder les limites fixées par l'art. 301. C. civ. pour la pension alimentaire qui peut être accordée, en cas de divorce à l'époux qui l'a obtenu. « Il importe peu que le jugement qui a alloué la pension se soit fondé sur l'art. 212 C. civ. dont les dispositions ne peuvent recevoir application après la dissolution du mariage, s'il a en même temps visé l'art. 301 du même code dont les dispositions régissent en cas de séparation de corps la pension alimentaire allouée à l'époux qui obtient la séparation ». En conséquence, est valable le com-

mandement signifié, après la conversion de la séparation de corps en divorce, en vertu du jugement qui a alloué une pension alimentaire à l'époux qui a obtenu la séparation et pour obtenir paiement de la pension, ce jugement ayant conservé sa force exécutoire.

Et la Chambre civile de la Cour de Cassation confirme, le 4 fév. 1889 (S. 89.1.228. P. 89.1.540) : Attendu que des termes employés par le jugement du 8 mai 1873, l'arrêt attaqué a pu déduire que la pension alimentaire accordée à la femme X, l'avait été par application de l'art. 301 C. civ., et non comme le prétend le pouvoi, par application exclusive de l'art. 212; — attendu que l'art. 301 C. civ., étant commun au régime de la séparation de corps et au régime du divorce, le simple fait de la conversion de la séparation de corps en divorce ne saurait avoir pour conséquence d'anéantir les dispositions du jugement de séparation; — attendu par suite que c'est à bon droit que l'arrêt attaqué a déclaré maintenir, en conservant son effet, après la conversion de la séparation de corps en divorce, la disposition du 8 mai 1873 qui avait accordée à la femme une pension alimentaire».

La Cour de Cassation (Req.) décide encore le 3 janv. 1893 (S. 93.1.225) : Lorsqu'un jugement de séparation de corps allouant une pension alimentaire à la femme en visant l'art. 212 C. civ. contient d'autre part des motifs fondant sa décision sur la responsa-

bilité du mari à raison de la communication à sa femme d'une maladie vénérienne ayant ruiné sa santé, la pension peut être considérée comme ayant sa cause et sa justification dans l'art. 301 C. civ. et non exclusivement dans l'art. 212. D'ailleurs l'art. 301 étant commun à la séparation de corps et au divorce, le simple fait de la conversion ne saurait avoir pour conséquence d'anéantir les dispositions destinées à assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu la séparation. — Par suite est à bon droit déclarée maintenue la pension alimentaire. »

2^o Lorsque le jugement de séparation de corps accordant une pension à l'époux innocent vise expressément l'art. 212, et qu'il n'est pas possible de déduire des termes employés qu'il s'est aussi référé implicitement à l'art. 301, qui faut-il décider en théorie ?

D'après une doctrine (1) il faudrait admettre l'opinion suivante : « Au cas où les juges auraient alloué une pension alimentaire au demandeur à la séparation en se fondant exclusivement sur l'art. 212, on peut soutenir que cet époux conserve, après la conversion le bénéfice de la pension, sous la condition que cette pension n'exécède pas la mesure fixée par l'art. 301. Il ne peut dépendre en effet des juges par une interprétation erronée des textes de loi dont ils ont à faire application de porter atteinte aux droits des parties.

(1) S. 90.2.209.

Or, puisque une jurisprudence aujourd'hui constante décide que l'art. 301 est applicable à la séparation de corps, n'est-on pas autorisé à en conclure, que la pension alimentaire allouée à l'époux demandeur à la séparation est, de par la volonté de la loi, exclusivement régie par l'art. 301, et qu'il ne peut dépendre des juges, en invoquant à tort l'art. 212 de priver le demandeur à la séparation auquel ils accordent une pension du bénéfice de la disposition de l'art. 301 ? »

Selon nous, l'art. 301 n'est pas applicable à la séparation de corps et la situation est ici la même que dans les cas précédents sauf celui où le juge vise expressément l'art. 301. Des auteurs, pour qui la pension de l'art. 301, est à la fois alimentaire et indemnitaire, disent que l'époux demandeur à la séparation de corps, qui puisait à l'origine son droit à la pension dans les art. 212 et 214 C. civ. soutiendra avec raison que le jugement de séparation de corps a encore une base légale en ce qui concerne la pension nonobstant la conversion, et cela parce qu'il trouve son fondement juridique dans les dispositions de l'art. 301. Ils ajoutent : « On objectera qu'après la conversion, le jugement de séparation de corps ne peut plus avoir l'autorité de la chose jugée relativement à la pension. En effet, la quantum de la pension sous le régime de la séparation de corps est laissé à l'appréciation des juges ; au contraire, l'art. 301. C. civ. limite à un maximum déterminé et soumet à des conditions spécia-

les la pension susceptible d'être accordée après le divorce. Cela importe peu. Le défendeur originaire aura toujours le droit de demander après la conversion la réduction de la pension dans les termes de l'art. 301; il pourra même en demander la suppression s'il existe des avantages suffisants au profit de l'époux innocent. On ne voit pas pourquoi le bénéficiaire de la pension serait tenu d'introduire une nouvelle instance pour obtenir la consécration d'un droit, déjà reconnu par le jugement de séparation de corps. En convertissant ce jugement en un jugement de divorce, on laisse subsister nécessairement tous les effets qu'il produisait et toutes les dispositions qu'il contenait, pourvu que ces effets et ces dispositions ne soient pas incompatibles avec l'état de divorce. Or, tel est le cas de la pension alimentaire accordée au demandeur originaire, sauf à la restreindre, s'il y a lieu, dans les limites de l'art. 301. Sic. Paris 1^{re} Ch. 12 mars 1887 (la loi du 28). (1) Il faudrait décider qu'après le divorce prononcé en vertu de l'art. 310 du C. civ. la pension alimentaire allouée à l'époux demandeur à la séparation de corps subsiste, sans pouvoir toutefois excéder les limites fixées par l'art. 301, quand même le divorce aurait été admis sur la demande du défendeur originaire. D'après nous, et nous donnons déjà cette solution plus haut, l'art. 212 et l'art. 301 constituent deux

(1) Vraye et Gode.

choses absolument distinctes; du moment où la décision du juge aura acquis autorité de chose jugée, le caractère qu'elle a attribué à la pension alimentaire lui demeure irrévocablement acquis, et par suite la pension alimentaire ayant été allouée comme une sanction des obligations du mariage, ne peut survivre à la dissolution de l'union conjugale; ce système est admis, et cela avec raison, par des auteurs qui pensent que le droit de l'art. 301 n'est que la pension de l'art. 212 prolongée et devenue unilatérale. (En ce sens Carpentier 1888 n° 209 et s.) Et il n'y a pas de distinction à faire entre le cas où la conversion est obtenue sur la requête du demandeur, et celui où elle est obtenue sur celle du défendeur (Voir à ce sujet G. Poulle p. 258) Ainsi donc c'est seulement lorsque le juge aura expressément assigné comme fondement à la pension la disposition de l'art. 301 que sa décision survivra à la conversion, et même l'art. 1351 s'opposera à ce que le droit accordé puisse être remis en question devant un autre tribunal à l'occasion de la conversion.

§ 2. — Examinons à présent la question de la survie lorsque la pension a été accordée par un jugement postérieur au jugement de séparation de corps.

1^o D'après l'arrêt de Paris du 15 mars 1887, cité plus haut la pension alimentaire accordée à l'époux innocent, survit à la conversion soit qu'elle ait été allouée par le jugement de séparation, soit qu'elle ait été allouée par un jugement postérieur au jugement de sé-

paration. Toutefois la solution contraire a été admise par un arrêt de Riom du 27 janv. 1887 (G. P. 87.1.460) dans une espèce où la pension alimentaire avait été accordée, sur une demande spéciale, après la séparation et même après le jugement qui avait liquidé les droits des époux. D'après cet arrêt, s'il y a présomption que la pension allouée à l'époux qui a obtenu la séparation a son fondement dans l'art. 301. C. civ. quand elle est adjugée par le jugement de séparation, ou que la fixation n'en est faite que lors de l'examen de la liquidation, il n'en saurait nécessairement être de même au cas où elle n'est allouée que postérieurement, sur une demande et par une décision spéciale, alors surtout que le tribunal saisi de l'action en séparation, malgré les conclusions formelles qui ont été prises à cet égard, n'a point usé de la faculté que lui conférait l'art. 301 d'accorder au demandeur en séparation une pension alimentaire. En pareil cas, la pension alimentaire peut avoir son fondement dans l'art. 212 C. civ. et par suite elle ne survit pas à la dissolution de l'union conjugale par la conversion de la séparation de corps en divorce.

Et dans l'espèce examinée, l'arrêt décide qu'il faut sous-entendre l'art. 212 parce que d'une part, l'époux innocent n'a invoqué ni les dispositions de l'art. 301, ni la situation favorable qui résultait pour lui du jugement de séparation, et que d'autre part cela résulte des termes employés par le jugement.

Il ne s'agit pas ici de l'hypothèse où il n'est pas possible de déduire des circonstances sur quel article le jugement postérieur s'est fondé pour accorder la pension. Nous aurions décidé comme l'a fait l'arrêt de Riom mais, en principe, parce que, selon nous, l'art. 301 n'est pas applicable à la séparation de corps (1).

2^o D'autre part, l'arrêt de Riom décide que la demande en pension alimentaire formée par l'époux qui a obtenu le divorce n'est pas recevable après que le divorce est devenu définitif. A ce sujet l'arrêt s'exprime ainsi : » Considérant en second lieu que la demande subsidiairement formée en vertu de l'art. 301 C. civ. à raison de l'obtention du jugement de conversion de la séparation de corps en divorce, et tendant à l'allocation d'une nouvelle pension n'est plus recevable après la prononciation du divorce par l'officier de l'état-civil; qu'à partir de ce moment, les époux sont devenus étrangers l'un à l'autre, et qu'après un tel changement d'état, il ne saurait plus être question entre eux de la réclamation d'une pension qui, si elle offre à certains égards le caractère d'une véritable indemnité, se rapporte aussi et surtout aux devoirs mutuels d'assistance qui dérivent du mariage et aux obligations alimentaires qui ne peuvent subsister pour les époux qu'autant que subsiste leur qualité d'époux.

(1) Voir encore à propos de la pension accordée postérieurement un arrêt de Montpellier du 19 mars 1901 (S. 1905 2. 571) et un arrêt de Cassation du 27 décembre 1905 (S. 1907. 1.461.)

Suivant une autre jurisprudence, cette pension alimentaire peut-être réclamée postérieurement à la transcription du jugement sur les registres de l'état-civil, à la seule condition que la cause à raison de laquelle la pension alimentaire est demandée, ait existé au moment même où le lien conjugal a été brisé (En ce sens, Paris, 16 juin 1888, G. P. 82.2.89. Cass. 10 mars 1891, S. 91.1.148. P. 91.1.358, D. P. 91.1.175)

Nous croyons naturellement que la pension fondée sur l'art. 301 peut-être demandée après la transcription puisque, selon nous, le droit que consacre cet article n'est qu'une indemnité tenant lieu à l'époux innocent des avantages matrimoniaux; si cette pension est demandée et obtenue avant la transcription, c'est à partir de la demande qu'elle commencera à courir.

§ 3. Et d'après la jurisprudence, si la conversion de la séparation de corps en divorce peut avoir pour effet de faire cesser, sous la réserve des dispositions de l'art. 301 C. civ. la pension alimentaire allouée par le jugement de séparation de corps en vertu, de l'art. 212 C. civ., ce principe ne saurait trouver son application que dans le cas où la pension a pour fondement une véritable obligation alimentaire et dans les rapports des époux entre eux seulement.

Il a été jugé à cet égard que, lorsqu'il résulte des termes du jugement qui a prononcé la séparation

que la pension a été accordée en considération des convenances de la communauté et des besoins de la femme pour être servie seulement jusqu'à l'issue de la liquidation, cette pension ayant un caractère provisionnel, et se fondant non sur l'obligation alimentaire dérivant du lien conjugal dissous par le divorce, mais bien sur la continuation temporaire des rapports d'intérêts qui subsistent entre les anciens conjoints, jusqu'à l'homologation définitive de la liquidation, doit donc continuer, malgré le divorce, jusqu'à ce moment. Trib. Seine, 14 mai 1887 (*La loi* 24 sept. 1887; G. P. 87.1.779)

Il a été jugé également que le mari qui a vendu un bien à un tiers à la condition de payer une pension à sa femme, séparée d'avec lui ne peut, sous prétexte que la séparation a été convertie en divorce, demander que la pension lui soit payée à lui-même (Trib. Seine 13 août 1886 (Loi 10 nov. 1886)

Il a été jugé encore que, si le divorce fait cesser les obligations qui dérivent du mariage, il n'en saurait être de même des engagements légalement pris par les époux pendant le mariage, et qui par suite des stipulations qu'ils contiennent, et de l'intention des parties, sont destinés à être exécutés même en cas de rupture de l'union conjugale; qu'en conséquence, si les époux ont substitué, par un acte transactionnel, à la pension alimentaire allouée à la femme, par le jugement qui a prononcé la séparation de corps

une pension viagère fixe, et assurée à la femme pendant la durée de sa vie, la conversion de la séparation de corps n'a pu éteindre cette pension. Cass. 30 juill. 1889 (Pand. fr. per. 90.1.172; G. t. du 1^{er} août 1889 D. P. 90.1.428) En ce sens Angers, 12 juill. 1898 (la loi du 21 juill. 1898; *Monit. jud.* Lyon du 29 sept. 1898).

Il a été jugé enfin que le conjoint qui s'est engagé par contrat à servir une pension alimentaire à son conjoint sur sa renonciation à la communauté, ensuite de la séparation de corps, ne peut pas demander la suppression de cette pension après avoir fait convertir la séparation de corps en divorce, s'il n'établit pas une modification dans sa fortune, ou celle de son conjoint. — Bordeaux, 26 fév. 1908 (*Jour. arr.* Bordeaux 1908.1.222; *Le Droll* du 18 juin 1908)

Et il a été jugé aussi qu'on ne saurait tirer aucun argument de la séparation de corps à une simple séparation de fait qui n'entraîne aucune obligation d'aliments proprement dite. Bordeaux, 11 fév. 1887, (*Dr.* 28 avr. 1887)

§ IV. Après avoir vu ce que décide la jurisprudence lorsque le jugement de séparation, ou un jugement postérieur ont accordé une pension alimentaire, voyons ce qu'elle décide dans le cas contraire.

Si aucune décision n'est intervenue sur la pension à l'époux qui obtient le divorce sur conversion le tribunal pourra accorder s'il y a lieu une pension alimentaire, en vertu de l'art. 301.

Il ne peut être question de pension alimentaire qu'en faveur de l'époux qui obtient le divorce, puisque l'obligation réciproque de l'art. 212 disparaît avec le mariage, et qu'il n'en peut survivre qu'une seule, celle de l'art. 301. (Trib. Seine, 8 janv. 1885, G. P. 85.1 sup. 45). 6 août 1885 (Loi 85 p. 80). Nîmes 19 mai 1886, (G. P. 11 oct. 1886). Toulouse, 5 juill. 1886 (G. T. 1^{er} oct. 1886). Trib. Die, 12 août 1886 (G. P. 86.2.497) Cass. 24 nov. 1886 (G. P. 86.2.844) Riom, 27 janv. 1887 (G. P. 30 mars 1887), etc.

Il n'est permis de chercher la désignation de cet époux que dans le jugement qui prononce la séparation et non dans celui qui consacre la conversion, ce dernier n'étant pour ainsi qu'un changement d'étiquette du premier : le juge de la conversion en effet ne peut pas examiner à nouveau les faits qui ont amené la séparation (1) Trib. Seine. 3 janv. 1885 (G. P. 85.1 sup. 45); Lyon, 8 janv. 1885 (Loi 85 p. 51) Lille, 23 mars 1885, Douai, 29 juin 1885 (Pand. fr. chap. VI, 2.189; Jurispr. Douai 1885, p. 331, G. P. 85.2.97, S. 86.2.177, D. P. 86.2.206) Alger, 2 févr. 1886 (S. 86.1.177); Paris, 6 mai 1886 (G. Trib. 13 mai 1886); Trib. Seine, 31 déc. 1886 (D. 1^{er} janv. 1887); Paris, 15 mars 1887 (*Le Droit* du 25 mars 1887, S. 88.2.213 P. 88.1.1209) Cass. 4 fév. 1889 (S. 89.1.228, P. 89.1.540; D. P. 89.1.250) etc.

(1) V. la théorie de M. Carpentier que nous avons adoptée.

La demande de pension peut intervenir à toute époque et même après la transcription du divorce sur les registres de l'état civil. Cass. 10 mars 1891 (S. 91.1.148, P. 91.1.358, D. P. 91.1.175)

A la seule condition que la cause à raison de laquelle la pension alimentaire est réclamée ait existé au moment même où le lien conjugal a été brisé (Cass. 10 mars 1891, précité) (1).

Et ladite action dans ce cas n'étant plus une demande principale, n'est plus soumise aux règles de procédure spéciales fixées par l'art. 310 C. civ., et rentre dans les règles du droit commun (Cass. 10 mars 1891 précité).

La pension n'étant pas due à l'époux coupable, si la séparation a été prononcée aux torts réciproques, aucune pension ne sera allouée ni à l'un ni à l'autre Tournai, 27 janv. 1874 (Pas. Belge 75.3.5); Marseille 18 mars 1886 (G. P. 86.2.637); Nîmes, 19 mai 1886 (G. P. 12 oct. 1886); Cass. 24 nov. 1886 (G. P. 86.2.844) Orléans, 30 mars 1887 (G. Trib. Droit 22 avr. 1887, S. 88.2.216; P. 88. I. 1213; D. P. 88.5.167) Cass. 4 fév. 1889 précité, 27 janv. 1891, G. P. 91.1.221.

La chambre civile s'est catégoriquement prononcée en ce sens le 24 nov. 1886; (G. P. 86.2.844. S. 68.1.433. P. 88.1.1063) Dans cette espèce la séparation avait été prononcée contre les deux époux Après la con-

(1) V. ce que nous disions plus haut à ce sujet.

version en divorce obtenue à la requête des deux époux, la femme demanda le maintien de la pension qui lui avait été accordée. La pension fut maintenue par les premiers juges. Et la Cour d'appel confirma en disant, entre autres, motifs que l'art. 301 autorisait à allouer des pensions alimentaires même en matière de divorce, et que si les premiers juges en avaient accordé une à la femme, c'est qu'elles avaient reconnu que ses torts étaient moindres que ceux de son mari. La Cour suprême cassa l'arrêt du chef de la pension alimentaire proclamant notamment que d'après les termes précis de l'art. 301, l'hypothèse prévue est celle où le divorce est prononcé dans l'intérêt d'un époux innocent contre un époux coupable; seul l'époux qui obtient le divorce peut avoir la bénéfice de la pension alimentaire autorisée par cet article. La demande de la femme devait échouer parce qu'elle ne pouvait invoquer l'art. 301; la séparation ayant été prononcée contre elle aussi bien que contre son mari.

Et selon nous, la jurisprudence avait raison de ne pas faire la distinction suivante qui reposait sur une erreur : « Il est hors de doute écrivait-on (1) que la pension de l'art. 301 serait due à l'époux qui ayant fait prononcer la séparation de corps obtient ultérieurement la conversion. Mais serait-elle due au de-

(1) Curet, *Code du divorce*.

mandeur originaire à la séparation alors que la demande de conversion a été formée par son conjoint ? La question à notre avis, doit se résoudre par une distinction. La demande en conversion est-elle fondée sur les faits mêmes qui ont motivé la séparation de corps : dans ce cas, la pension est due (Douai, 29 juin 1885. S. 86.2.177) Mais si la demande de conversion était fondée sur des faits autres que ceux qui ont servi de base à la séparation, alors le demandeur en séparation ne serait pas autorisé à invoquer l'art. 301 pour se faire allouer une pension alimentaire : Il n'aurait pas dans ce cas « obtenu le divorce » puisque le divorce serait prononcé contre lui.

SECTION III

La loi de 1908

§ 1^{er}. Ainsi, avant la loi de 1908, la jurisprudence admet, d'une façon générale, que la pension accordée à l'époux innocent par le jugement de séparation de corps ; survit à la conversion (et des décisions disent que le jugement de séparation qui a alloué la pension peut servir de titre exécutoire pour la réclamer, après un jugement de conversion, muet sur la pension) et elle est d'avis que la pension accordée à l'époux coupable disparaît. Et en ce qui concerne la

pension obtenue après la séparation, la jurisprudence après controverse, paraît fixée en ce sens qu'elle s'éteint par la conversion : si la pension n'a pas été demandée et obtenue lors de la séparation, il est impossible de la présumer fondée sur l'art. 301 et la concevoir comme une indemnité pour réparation des torts qui ont motivé la séparation elle-même.

Dans la séance du 10 mars 1908, M. Boivin-Champeaux, fait voter par le Sénat un amendement décidant que les dispositions du jugement de séparation de corps, accordant une pension alimentaire à l'époux qui a obtenu la séparation conservent en tout cas leur effet. Et la Chambre accepte l'amendement.

Faisons remarquer tout d'abord que, si le droit à pension maintenu purement et simplement au conjoint qui a obtenu la séparation, lui a été accordé en vertu de l'art. 212, cet article tombant avec la conversion, la pension manquera de base, et que, par conséquent, on doit sous-entendre que désormais, la pension sera toujours fondée sur l'art. 301.

Ensuite le texte de la loi ne parle que de l'époux qui a obtenula séparation.

Puis il ne s'occupe pas de la pension accordé par un jugement postérieur au jugement de séparation.

Une autre difficulté encore intéresse le taux de la pension maintenue après la conversion.

Enfin, la loi ne tranche pas la controverse relative

au point de savoir si l'époux innocent peut demander l'application de l'art. 301 après la transcription du jugement de conversion.

§ II. — On soutient que la pension subsiste dans tous les cas, non seulement lorsqu'elle est accordée à l'époux innocent, mais aussi notamment lorsque la séparation a été prononcée aux torts réciproques des deux époux. En ce sens on invoque le texte absolu et impératif qui prouve que la distinction entre la pension fondée sur l'art. 301 et celle fondée sur l'art. 212 n'a pas de raison d'être; on dit qu'en tous cas, l'esprit de la loi est certain, qu'elle a voulu régler législativement le sort de la pension comme le sort de la conversion elle-même. Nous pensons que seule doit être maintenue la pension fondée sur l'art. 301, en présumant toutefois que la pension a toujours cette base; et nous savons que si le divorce est prononcé aux torts réciproques des époux, aucun d'eux n'a droit à la pension fondée sur l'art. 301, « qu'en conséquence le jugement qui prononce la séparation de corps aux torts des deux époux ne peut allouer à l'un d'eux une pension qu'en se fondant, sur l'art. 212 et non sur l'art. 301 » (Cass. 24 nov. 1886, précité).

Il ne s'agit que de l'époux innocent. En effet cette proposition résulte tout d'abord de la rédaction même du nouvel art. 310 qui ne parle que « de l'époux qui a obtenu la séparation » et des déclarations de M.

Boivin-Champeaux qui visaient l'époux innocent en l'opposant à l'époux coupable. Et puis si la nouvelle disposition s'applique à l'époux coupable, il faut pour que la pension ait une base après la conversion, sous-entendre que désormais la pension sera fondée sur l'art. 301. Et de plus comme nous le verrons, un amendement Jeanneney qui veut étendre l'innovation de la loi aux jugements postérieurs à la séparation, exclut de sa disposition les pensions obtenues par l'époux coupable.

Cependant un jugement du tribunal de Douai du 18 déc. 1908 (D. P. 1909.2.152; G. T. 6 fév. 1909) a décidé comme il suit : « La loi du 6 juin 1908, sur la conversion de la séparation de corps en divorce, à effacé toute distinction entre les effets produits par l'application des art. 212 et 301 C. civ. et a réglé législativement le sort de la pension alimentaire comme celui de la conversion elle-même. En conséquence, en cas de séparation de corps prononcée aux torts respectifs des époux, la conversion de la séparation de corps en divorce obligatoire au bout de trois ans, n'a pas pour effet nécessaire de priver la femme du bénéfice de la pension alimentaire que lui avait attribuée le jugement de séparation ».

Cette décision fut immédiatement critiquée, et un auteur conclut qu'il était douteux qu'elle fit jurisprudence après l'avoir attaquée de la façon suivant-

te (1) : « Si le nouvel art. 310 doit être interprété comme rendant définitive la pension allouée à un époux séparé de corps, il faudra décider, non pas seulement comme le dit le tribunal de Douai, qu'en cas de séparation de corps prononcée aux torts réciproques des époux, la pension accordée à l'un d'eux survivra au divorce, mais qu'il en sera de même pour la pension allouée à l'époux contre lequel la séparation a été prononcée. Les deux solutions, la seconde surtout paraissent inadmissibles, non seulement elles sont contraires au texte de l'art. 310, elles sont aussi contraires au texte de l'art. 301 qui considérant, d'après la jurisprudence, la pension alimentaire comme une faveur accordée à l'époux innocent et une peine infligée à l'époux coupable, ne veut pas que ce dernier bénéficie d'une pension. L'art. 310 n'a pas eu pour but de modifier, pour le cas où le divorce succéderait à la séparation de corps, les effets du divorce. Il veut simplement que la pension allouée à l'époux innocent continue à lui appartenir de plein droit sans nouveau jugement.....

. La question tranchée par le tribunal de Douai de savoir si la pension allouée à un époux par un jugement de séparation de corps non rendu à son profit

(1) *Revue trimestrielle de dr. civ.* 1909, p. 148, Albert Wahl.

V. aussi en ce sens les notes qui accompagnent le jugement dans S. 1909.2.60 et D. 1909. 2.152.

Comp. Perreau *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1909, p. 124.

subsiste après la conversion a d'autres intérêts; la pension de l'art. 212 s'éteint par le décès de l'époux débiteur, car elle ne peut survivre au mariage dont elle est suivant le Code l'un des effets. Au contraire, la pension de l'art. 301, étant fondé sur un préjudice causé par l'époux coupable à l'époux innocent, survit au décès de ce dernier, tout au moins d'après la jurisprudence (V. Cass. 10 mars 1903 S. 1903.1.211 D. 1903.1.593). Dans le système du tribunal de Douai, non seulement l'époux peut après une conversion succédant à la séparation de corps prononcée, soit exclusivement contre lui, soit aux torts réciproques des époux, continuer à réclamer la pension à son conjoint, mais il pourra aussi la réclamer contre ses héritiers. Ce serait pour lui un nouvel avantage et beaucoup plus sérieux de la conversion, il serait exhorbitant ».

Et les prévisions de ce jurisconsulte se sont réalisées. En effet un arrêt de la Cour de Douai du 8 mars 1909 (G. T. 13 juin 1909; D. 1909.2.239) décide que l'art. 310 C. civ., ne laissant subsister que la pension alimentaire accordée à « l'époux qui a obtenu la séparation », ne peut être invoqué par l'époux auquel une pension alimentaire aurait été accordée par le jugement de séparation, lorsque la séparation a été prononcée aux torts respectifs des deux époux.

On lit dans cet arrêt : Attendu qu'il est conforme aux principes du droit qu'une pension alimentaire

basée comme dans l'espèce sur l'art. 212 C. civ. ne peut survivre aux liens du mariage; que c'est seulement la pension accordée à l'époux ayant obtenu la séparation, en vertu de l'art. 301 qui peut être maintenue à titre indemnitaire; attendu qu'il résulte des motifs présentés par M. Boivin-Champeaux à l'appui de son amendement, devenu le paragraphe final du nouvel art. 310, qu'il n'a eu pour but que de mettre fin à la controverse qui s'était élevée dans la jurisprudence sur le maintien après la séparation de la pension alimentaire suivant qu'elle a été accordée en vertu de l'art. 212 ou de l'art. 301 et de les mettre sur le même pied, en mettant un terme à des distinctions subtiles, mais seulement au profit de l'époux qui seul a obtenu la séparation c'est-à-dire de l'époux innocent. Attendu que dans l'art. 301 les mots : l'époux qui a « obtenu le divorce » étendus par la jurisprudence à l'époux qui a obtenu la séparation, ont toujours été appliqués à l'époux innocent qui a obtenu le divorce ou la séparation, contre l'époux coupable, et non au cas où les deux époux l'ont obtenu tous deux à leurs torts réciproques; qu'on doit admettre que dans le nouvel art. 310, les mêmes mots : « l'époux qui a obtenu la séparation » ont conservé le même sens.

§ III. L'arrêt statue en même temps sur un point important qui n'avait pas été examiné par le tribunal il décide que la disposition d'après laquelle les par-

ties du jugement de corps accordant une pension alimentaire à l'époux qui a obtenu la séparation, conservent en tous cas leur effet, ne s'applique qu'aux pensions accordées par le jugement de séparation et non pas à celles qui l'ont été par un jugement postérieur.

A ce sujet l'arrêt nous dit : « Attendu que l'art. 310 C. civ. prévoit seulement le sort des pensions accordées par le jugement de séparation et non de celles, qui l'ont été par un jugement postérieur; Attendu qu'il résulte des observations présentées le 20 mars, 1908 à la Chambre des députés par M. Viollette rapporteur de la loi que le texte de cet article adopté par le Sénat ne parle que de la pension alimentaire allouée par le jugement de séparation et qu'il ne vise pas celle allouée postérieurement; — Attendu, il est vrai, que pour donner une sanction aux observations précédentes, M. Jeanneney, député, lors de la discussion, a proposé de substituer au texte voté par le Sénat la rédaction suivante : « l'époux au profit de qui la séparation de corps a été prononcée conserve le bénéfice de la pension alimentaire qui lui aura été allouée soit par le jugement de séparation de corps, soit par un jugement postérieur; mais attendu que cet amendement combattu par le rapporteur a été disjoint, et que le texte au Sénat a été adopté sans modifications; qu'il en résulte que la Chambre n'a pas voulu étendre l'application de l'art. 310 aux cas où

c'est par un jugement postérieur à la séparation que la pension a été accordée ».

Un auteur approuvant l'arrêt de la Cour écrit (1) ; « Le maintien de la solution jurisprudentielle est d'autant plus certain que la question a été soulevée au cours des travaux préparatoires et que le Parlement en pleine connaissance de cause a passé outre à sa solution. L'alinéa final de l'art. 310, dans sa teneur actuelle fut introduit au cours de la discussion au Sénat, sur un amendement de M. Boivin-Champeaux qui concernait exclusivement dans la pensée de son auteur les pensions accordées par le jugement de séparation lui-même à l'époux qui aurait obtenu la séparation (V. les motifs donnés à l'appui de l'amendement à la séance du 10 mars 1908, *J. O. Déb. parl. Sénat* 1908, p. 320, col. 3) Lorsque l'article ainsi complété revint à la Chambre, M. Viollette rapporteur fit remarquer que le texte proposé ne décidait rien quant aux pensions postérieures au jugement de séparation, et M. Jeanneney dans le but de combler cette lacune, proposa un nouvel amendement qui leur étendait expressément la solution nouvelle. Cependant pour éviter un renvoi à la commission, et un retard dans la texte définitif de la loi, la Chambre sur les instances du rapporteur et du Garde des Sceaux disjoignit l'amendement et vota sans le com-

(1) *Revue trimestrielle de dr. civ.* 1909, p. 675, Eugène Gaudemet.

pléter le texte du Sénat (V. sur ces derniers incidents S. lois annotées 1908, p. 738 et C. F. Edmond Binoche, notice sur la loi du 6 juin 1908, des ann. de lég. fr., publié par la Soc. de lég. comp. 1909, p. 144.145) On peut regretter au point de vue législatif que l'amendement Jeanneney n'ait pas pénétré dans la loi; mais il n'appartient pas à l'interprète de devancer sur ce point la tâche du législateur futur » (1).

Et du texte nouveau il résultera un argument *a contrario* en faveur de la théorie de la jurisprudence

§ IV. D'autre part, cette disposition de l'art. 310 aboutit à une inconséquence : en effet, elle ne fait aucune distinction entre la pension fondée sur l'art. 301 et la pension fondée sur l'art. 212, il en résultera que l'époux qui aura obtenu une pension supérieure au tiers des revenus de son conjoint en conservera le bénéfice après la conversion, or, s'il y avait eu divorce sans séparation antérieure, cet époux n'aurait pu obtenir qu'une pension limitée au tiers des revenus du débiteur.

Beaucoup d'auteurs pensent que l'esprit même qui a dicté la réforme, l'équité et le texte de l'art. 301, permettent de sous-entendre, qu'en prononçant la conversion, le tribunal aura le droit de réduire la pension au tiers des revenus de l'époux débiteur (2).

(1) V. encore note dans D. 1909.2.239; et D. P. 1908.4.63, col. 3 Comp. *Les lois nouvelles* 1909, René Lafarge, p. 88, n° 13.

(2) *Les lois nouvelles*, René Lafarge. — *Rec. crit. de législ. et de jurisprudence*, E. II. Poireau. — Note des D. P. 1909.2.152.

Mais le texte ne parle pas de la réduction au tiers; d'autre part la Chambre ne tint pas compte de l'amendement en ce sens de M. Jeanneney (1), et de plus un jurisconsulte (2) donne en faveur du maintien pur et simple de la pension fondée sur l'art. 212 les bonnes raisons suivantes :

L'art. 310 veut aussi sans doute que si la pension a été allouée en vertu de l'art. 212, elle conserve toute son importance, alors même qu'elle est supérieure au tiers des revenus de l'époux débiteur et bien qu'en cas de divorce suivant l'art. 301 elle ne puisse dépasser ce taux (V. Revue 1908, p. 599) c'est une atténuation aux inconvénients que présente, vis-à-vis de l'époux qui avait obtenu la séparation de corps, la conversion rendue obligatoire sur la demande de son conjoint; la loi très sagement n'a pas voulu que ce dernier pût, dans sa demande en conversion, se laisser guider par des considérations pécuniaires. Le caractère obligatoire de la conversion a eu pour objet, dans la pensée du législateur, de faire cesser une situation dangereuse pour la moralité en permettant, aux époux de se remarier, il dévierait de son but si l'époux demandeur en conversion obtenait par la conversion une diminution de charges. Au surplus, le principe d'après lequel la pension, en cas de divor-

(1) Ch. S. du 5 juin 1908 *J. O.*, 6 juin déb. parl. Ch. S. O. 1908, p. 1139.

(2) *Revue trimestrielle du dr. civ.* Albert Wahl.

ce, ne doit pas dépasser le tiers des revenus de l'époux débiteur peut subir une modification sans que le caractère même de la pension fondée sur l'art. 301 se modifie lui-même. Ce caractère serait au contraire complètement transformé si à la suite de la conversion l'époux contre lequel la séparation avait été prononcée gardait son droit à la pension.

§ V. Remarquons en terminant que le texte nouveau de 1908, ne dit pas si l'époux innocent peut ou ne peut pas demander la pension de l'art. 301, après la transcription du jugement de conversion.

M. Maurice Viollette fit la remarque suivante à la Chambre dans la séance du 20 mars 1908 (1) : «... A plus forte raison le Sénat ne tranche-t-il pas une autre question posée par la Cour de Riom : la demande en pension alimentaire formée par l'époux qui a obtenu le divorce n'est plus recevable après que le divorce est devenu définitif. Là encore, les auteurs et la jurisprudence se divisent ».

Nous avons donné plus haut notre avis au sujet de cette controverse.

Comme nous le disons au début, il faut toujours sous-entendre dans le jugement de séparation de corps pour l'époux innocent l'art. 301 ; la loi puisqu'elle applique ce droit à la séparation, le considère donc comme une simple indemnité ; nous ne voyons

(1) *Doc. parl. Ch. 1908, Annexes 1, p. 247, n° 1610.*

pas pourquoi cette indemnité ne pourrait pas être demandée après la transcription, et aussi quel motif empêcherait de la réclamer après la séparation.

SECTION IV

Le projet de réforme

Les amendements présentés par M. Jeanneney, n'ont pas été votés par la Chambre, pour ne pas attendre plus longtemps l'application de la nouvelle loi mais la Commission se préoccupa immédiatement d'établir une proposition pour faire cesser les discussions.

Cette proposition décide que l'époux au profit de qui la séparation de corps a été prononcée conservera le bénéfice de la pension qui lui aura été allouée soit par le jugement de séparation soit par jugement postérieur sauf le droit de l'autre époux d'en demander la réduction conformément à l'art. 301.

A ce sujet M. Maurice Viollette a dit (1) : « Le second objet de l'amendement est de trancher d'une façon formelle une controverse relative à la pension alimentaire et sur laquelle nous nous sommes suffi-

(1) 1908 *Doc. parl. Chambre annexes* I, p. 512, n° 1800 session ordinaire 2^e séance du 18 juin 1908. Rapport au nom de la commission sur l'amendement de MM. Jeanneney et Abel Lefèvre.

samment étendus dans notre rapport sur la proposition retour du Sénat (V. impressions de la Ch. n^o 1610). Il faut reconnaître que sur ce point l'amendement est d'une utilité incontestable, le texte du Sénat n'ayant pas eu pour effet d'éclaircir précisément la controverse comme nous l'avons expliqué. D'après notre texte, il n'y aura donc plus à rechercher si la pension alimentaire même allouée par un jugement postérieur au jugement de séparation est fondée sur l'art. 212 ou sur l'art. 301. Nous établissons une présomption *juris et de jure* qu'elle est toujours fondée sur l'art. 301 et que par suite elle est de telle nature qu'elle doit survivre à la conversion. Il y a cependant une pension qui ne survivra certainement pas c'est celle pour laquelle le jugement de la séparation aurait dit qu'elle sera servie seulement jusqu'à l'issue de la liquidation. Dans cette hypothèse en effet la volonté du juge d'écarter la pension de l'art. 301 est tellement indiscutable qu'on ne peut même pas concevoir comment une telle pension pourrait d'elle-même survivre à la liquidation. Pour que la pension survive au jugement de conversion, il ne sera du reste pas nécessaire que le jugement de conversion s'explique sur la pension, il ne sera même pas nécessaire qu'il y ait été conclu au cours de l'instance en conversion. Nous adoptons tout à fait le système de la Cour de Paris qui décide que le jugement de séparation de corps continue à servir de titre exécutoire

pour la pension même après un jugement de conversion muet sur la pension alimentaire. Au fond rien n'est plus naturel, car le jugement de conversion ne fait pas disparaître le jugement de séparation, il le laisse intact, absolument intact. Il met seulement le mot Divorce là où il y avait les mots séparation de corps. A part ces deux mots le jugement prononçant la conversion doit être une sorte de transparent tel que rien du jugement de séparation ne puisse paraître même atténué ».

Cette proposition de loi a été votée par la Chambre le 2 juill. 1908, et envoyée le 3 juill. au Sénat qui l'a transmise à la commission chargée d'étudier le projet de loi relatif à l'art. 310 C. civ.

Mais peut-on s'appuyer sur ce texte pour décider dorénavant que le tribunal aura le droit d'opérer la réduction au tiers, et que d'autre part, la pension subsiste bien qu'accordée par un jugement postérieur : il n'y a là qu'un simple avis, l'avis de la majorité des députés.

CHAPITRE V

Des dépens

SECTION I

Avant la loi de 1908

§ I. Qui doit supporter les dépens de la conversion. Dans les lois de 1884 et 1886, il n'y avait pas de disposition concernant les dépens du jugement rendu sur la demande de conversion; on se trouvait donc simplement en présence du droit commun, de l'art. 130 C. proc. civ. suivant lequel les dépens sont à la charge de la partie qui succombe, et de l'art. 131 du même code qui donne aux juges la faculté de compenser les dépens entre conjoints. Que pensait la doctrine? que décidait la jurisprudence?

§ II. A) La plupart des auteurs étaient d'avis que l'art 130 s'appliquait d'une façon naturelle dans le cas de conversion, poursuivie à la requête de l'époux en faveur de qui la séparation avait été rendue : cet époux devait supporter les dépens s'il n'obtenait pas la conversion, au contraire les dépens étaient à la

charge du défendeur s'il obtenait la conversion contre lui. On disait : « en vain objecterait-on que si l'époux offensé avait demandé directement le divorce, au lieu de passer par le préliminaire de la séparation, son conjoint n'aurait eu à subir que les frais d'une seule instance; qu'il ne doit donc pas souffrir du parti auquel s'est arrêté le demandeur. En accordant à ce demandeur le droit de procéder de la sorte, la loi ne lui reconnaît-elle pas celui d'obtenir deux jugements et chacun de ces jugements n'est-il pas fondé sur la même faute du défendeur? » (1)

La même solution était admise dans le cas où la conversion étant poursuivie à la requête de l'époux coupable, celui-ci échouait dans la demande.

Mais des auteurs pensaient que l'art. 130 ne pouvait pas s'appliquer purement et simplement, lorsque l'époux défendeur à la séparation demandait la conversion et l'obtenait. On écrivait : « Si l'époux outragé n'avait pas antérieurement introduit contre son conjoint une demande en séparation de corps, serait-il permis à ce dernier d'obtenir le divorce contre lui? Assurément non ! Il est donc impossible de considérer le défendeur comme perdant dans l'instance puisque cette instance n'est pour ainsi dire qu'une suite et qu'une conséquence de celle dans laquelle il a lui-même triomphé (2) ou bien encore :

(1) et (2) Carpentier *Traité du divorce* 1885.

« Si le demandeur originaire devient défendeur dans l'instance en conversion, on ne saurait lui reprocher sa résistance, et cela pour deux raisons : la première c'est que rien ne l'oblige à se prêter à une demande tendant à un divorce qu'il ne souhaite pas et que sa conscience réproouve peut-être; la seconde plus décisive encore, c'est qu'il lui est impossible de ne pas résister. S'il s'en rapporte à la justice, ou s'il conclut formellement au rejet de la demande, la situation est toujours la même, il résiste par le seul fait qu'il n'acquiesce pas et il lui est interdit d'acquiescer. Toutefois, les dépens restent à la charge du demandeur originaire succombant sur l'appel relevé par lui du jugement qui avait prononcé la conversion sur la demande de son conjoint » (1). A ce sujet, un auteur exprimait, à tort selon nous, l'opinion suivante : «... Mais il en serait autrement si ce conjoint s'opposait à la conversion; dans ce cas à notre avis le défendeur à la conversion devrait supporter les dépens ou tout au moins, les dépens devraient être compensés. — L'époux défendeur à la séparation s'est-il basé pour demander la conversion sur des faits autres que ceux qui ont motivé la séparation, c'est son conjoint qui devra être condamné aux dépens » (2).

(1) Vraye et Gode, *Le divorce et la séparation de corps*. — En ce sens : Depeiges, *De la procédure du divorce et de la séparation de corps*, p. 101; Saint Marc, *De la conversion*, p. 29.

(2) Curet, *Code du divorce*, n° 251.

Quand la séparation avait été prononcée aux torts réciproques des époux, les tribunaux avaient à appliquer, pour la condamnation aux dépens, le droit commun tout simplement.

D'après un auteur, c'était au demandeur en conversion quelque'il fut, qu'incombait en principe le paiement des frais de l'instance (1)

B) Bien entendu les dépens pouvaient toujours être compensés en tout ou en partie puisqu'il s'agissait d'un débat entre conjoints. Notamment quand la séparation de corps avait été prononcée aux torts respectifs des deux conjoints, les tribunaux pouvaient soit mettre les dépens à la charge exclusive d'un des époux, soit les compenser en tout ou en partie.

§ III. — Que décidait la jurisprudence? (2) Avant la loi de 1908, la jurisprudence admet en général, que les dépens doivent être mis à la charge de l'époux, qui a succombé dans l'instance en séparation, soit qu'il ait introduit lui-même la demande de conversion, et qu'elle ait été prononcée à son profit exclusif. Trib. civ. Nevers, 13 août 1884 (*G. P.* 84.2.304). Trib. civ. Troyes, 27 août 1884 (*G. P.* 84.2.761). Trib. civ. Charolles, 28 août 1884 (*G. P.* 84.2.396). Trib. civ. de la Seine, 25 mars 1885 (*G. P.* 85.1.492). Trib. civ. de Caen 20 avr. 1885 (loi 85, p. 487. (Trib. civ. Boulogne-sur-Mer 17 mai 1885 (*G. P.* 85.1.592).

(1) Morael, nos 485 et s.

(2) Carpentier, 88.209.

Rouen 24 juill. 1885 (Rec. de Rouen 68.1.66) Bordeaux 14 déc. 1885 (*G. P.* 86.1.T). Paris, 21 janv. 1886 (*G. P.* 86.1.288). Lyon, 4 mars 1886 (loi 30 juill. 1886). Amiens, 15 avr. 1886 (*Rec. de Smets* 87.157) Lyon, 6 juill. 1886, (*Mon. L.* 14 déc. 1886), Trib. civ. Die, 12 août 1886 (*G. P.* 86.2.497). Trib. Moulins, 12 mai 1887. Trib. civ. Marseille, 27 déc. 1889 (loi du 21 fév. 1890. — soit qu'elle ait été introduite contre lui. Trib. Die 12 août 1886 (*G. P.* 86.2.497) Paris, 22 avr. 1886 (Loi du 6 mai 1886) soit encore au cas de demande réciproque, Trib. Nevers, 13 août 1884 (*G. P.* 84.2.331) et particulièrement dans le cas où aucun grief n'est imputable à son conjoint, et où ce dernier ne s'oppose pas à la demande. Trib. Marseille, 21 nov. 1884 (*Dr.* 17 déc. 1884). Paris, 21 janv. 1886 (*G. Trib.* 28 janv. 1886) V. cependant trib. Seine 25 mars 1885 (*G. P.* 85. 1.492) On part en effet de ce principe que le jugement de conversion n'est pour ainsi dire qu'un changement d'étiquette du jugement de séparation, et que l'époux qui avait obtenu ce dernier jugement, ne doit jamais supporter les frais du second, au moins en première instance puisqu'il ne peut pas l'éviter. Caen, 1^{re} ch. 3 fév. 1885 (Loi 3 juin 1885, D. 86.2.98) Lyon 4 mars 1886 (Loi du 30 juill. 86). — Si le demandeur originaire échoue dans la demande en conversion c'est lui qui supportera les dépens : Trib. civ. Blois 20 août 1884 (*Lois nouvelles* 84.3.142.70) *G. T.* du 7 sept. et la loi du 29 sept).

Cependant certaines décisions paraissent considérer la conversion comme une instance ordinaire, et observer purement et simplement la règle qui veut que les dépens soient à la charge du perdant, Paris, 17 déc. 1885 (*Dr.* 15 janv. 86) Pau, 7 janv. 1886 (*Dr.* 14 janv. 1886)

Particulièrement, lorsque la séparation de corps a été prononcée aux torts respectifs des conjoints, des décisions mettent les dépens à la charge de celui qui succombe sur la demande de conversion.

D'autres décisions se basent sur la considération des ressources personnelles de chacun des époux Paris, 6 mai 1886 (*G. Trib.* 13 mai 1886)

D'autres enfin, tenant particulièrement compte de la qualité des parties, prononcent la compensation des dépens, notamment dans le cas où les deux époux se sont portés réciproquement demandeurs, et où on peut leur imputer également de rendre impossible toute chance de rapprochement. Moulins, 15 août 1884 (*Dr.* 1^{er} sept. 1884), 23 août 1884. (L. N. 84.3. 143) lois nouvelles 84.3.143.71) Bayeux, 28 août 1884 (L. N. 84.3) Seine, 20 déc. 1884 (*G. P.* 86.1.217) Paris 4 fév. 1886 (*G. P.* 86.1.337) 25 mars 1886 (*Dr.* du 2 avr. 1886), Amiens, 15 déc. 1886 (*Journ. aud.* 1^{er} livr. 1886)

Et jusqu'en 1908, la jurisprudence est quelque peu contradictoire : si dans son ensemble elle décide que c'est l'époux qui a succombé dans l'instance en sé-

paration de corps qui doit être également condamné aux dépens dans l'instance en conversion, des divergences continuent cependant à s'affirmer; c'est ainsi que certaines Cours d'appel décident que l'on peut compenser les dépens, et que d'autres cours décident que les dépens doivent être supportés par l'époux qui s'oppose à la conversion, bien que cet époux ait triomphé dans l'instance en séparation.

SECTION II

Les dépens dans la loi de 1908

§ 1. — La théorie d'après laquelle le divorce obtenu sur conversion est un divorce anonyme, d'où cette conséquence que pour appliquer la loi relative aux dépens il faut se reporter au jugement de séparation, nous paraît indiscutable dans le système de la conversion obligatoire. Mais le législateur, qui a voulu couper court à toute controverse, a inscrit dans la loi de 1908 le paragraphe suivant : « Les dépens relatifs à cette demande seront mis pour le tout à la charge de celui des époux, même demandeur, contre lequel la séparation de corps a été prononcée, et pour moitié à la charge de chacun des époux, si la séparation a été prononcée à leurs torts réciproques ». En conséquence un jugement, par exemple, a décidé

que si le demandeur en conversion était l'époux contre lequel la séparation avait été prononcée, les dépens étaient à sa charge (Trib. Montpellier, 8 juill. 1908 *Monit. Midi* du 18 oct. 1908)

§ 2. — Voici dans quelles circonstances fut voté ce texte : Dans son rapport, M. Viollette disait à la Chambre : « Quant aux dépens, puisqu'encore nous faisons de la conversion un droit irrévocable, puisque nous décidons que le jugement de séparation vaudra comme jugement de divorce, il est légitime que ce soit la partie contre laquelle le jugement de séparation, devenu jugement de divorce, aura été prononcé, qui soit condamnée. Laisser aux tribunaux le soin d'apprécier au compte de qui doivent être mis les dépens, ce serait par suite lorsque l'époux demandeur en conversion est celui contre qui la séparation a été prononcée, admettre qu'il pourrait ne pas y être condamné. Mais c'est alors que les tribunaux auraient eu le droit, d'apprécier que ses torts s'étant atténués cet époux puise, dans des faits nouveaux et non dans la seule échéance du délai de trois ans, le droit de demander la conversion. C'est ce qu'il est impossible d'admettre. Le principe de la chose jugée veut que le jugement de séparation, irrévocablement acquis, reste tout entier. Les tribunaux n'ont donc plus ici de pouvoir d'appréciation en dehors des questions de forme et de procédure... » Faisons remarquer qu'avant la loi de 1908, le juge de la conversion

n'avait pas à reviser le jugement de séparation, qu'on ne pouvait invoquer devant lui des faits nouveaux, que son pouvoir d'appréciation portait simplement sur la gravité des faits (1). En tous cas la Chambre vota le texte suivant : « La partie contre laquelle le divorce sera ainsi prononcé sera condamnée aux dépens » A son sujet, MM. Louis Legrand et Guillaume Poulle, au Sénat, firent les observations suivantes « il n'est pas admissible qu'au point de vue des dépens, surtout lorsque la conversion sera obligatoire, l'époux qui a triomphé dans l'instance en séparation qui triomphe virtuellement dans l'instance de conversion, même si ce n'est pas lui qui prend l'initiative de solliciter la conversion, soit exposé à supporter les dépens de cette deuxième instance, mais la formule adoptée par la Chambre peut prêter à équivoque, à ambiguïté, on a voulu stipuler que les dépens seraient à la charge de la partie qui aurait succombé la première fois contre laquelle la séparation de corps aurait été prononcée; mais il est certain que cette pensée n'est pas traduite d'une façon claire, et que la signification du texte, s'il est maintenu, serait que les dépens seraient à la charge de celui des époux qui aura été défenseur à la demande en conversion, même s'il est celui au profit duquel la séparation de corps aura été prononcée ». Et M. Béranger, faisant remar-

(1) V. Carpentier.

quer que la forme employée par la Chambre des députés pouvait faire supposer que dans sa pensée, ce serait celui des époux qui aurait résisté à la demande qui serait condamné aux dépens, présenta la rédaction adoptée par la commission qui fut votée par le Sénat et enfin par la Chambre.

§ 3. — C'est le droit commun qui devra être appliqué si la demande de conversion n'est pas accueillie, les travaux préparatoires sont en ce sens : en effet le texte de la Chambre en est une preuve, et c'est logique. Si la conversion est prononcée au contraire, c'est l'art. 310 qui règle le sort des dépens. Toutefois les dépens qui intéressent les demandes incidentes sont régis par l'art. 130, et c'est encore justice, de plus la question a été soulevée et résolue ainsi. M. Viollette faisait remarquer à la Chambre que les incidents restaient soumis au droit commun; d'autre part M. Guillaume Poulle disait au Sénat. « Je voudrai demander à M. le Rapporteur s'il est bien entendu qu'au cas où un incident serait soulevé les frais de cet incident resteraient, conformément à la règle générale, à la charge de l'époux qui l'aurait soulevé à tort, je suppose une exception d'incompétence ou un incident sur la garde des enfants ». Il lui fut répondu : « Toutes les fois qu'il y aura un jugement spécial, motivé par un incident qui pourra se détacher du fond, les dépens seront à la charge de celui qui succombera ». Et M. Gourju ajouta : Ainsi,

par exemple, si l'époux contre lequel la conversion a été demandée prétend qu'il y a eu réconciliation; c'est un incident qui devra nécessairement être vidé avant que le tribunal se prononce sur la demande de conversion » (1)

Ainsi, par exemple, si le défendeur à la séparation demande et obtient la conversion malgré une exception d'incompétence et une exception de réconciliation, il supportera les dépens du jugement de conversion, mais non pas ceux des jugements prononcés sur les incidents. Si, dans la même hypothèse, c'est le demandeur en séparation qui est demandeur en conversion, le défendeur à la conversion supportera les dépens du jugement principal en vertu de l'art. 310 et les autres dépens en vertu du droit commun.

D'autre part, à un autre point de vue, on pourrait soutenir que l'art. 131 s'applique toujours, toute exception au droit commun étant de stricte interprétation; mais l'art. 310 est formel, et de plus la raison d'être de l'art. 131 ne se rencontre pas en matière de divorce : en effet il ne s'agit pas ici d'éviter de jeter dans les familles de nouvelles semences d'aigreur et de discorde en menaçant l'amour-propre de l'époux qui perd le procès car il n'y a plus d'époux une fois qu'est prononcée la conversion de la séparation de corps en divorce.

(1) V. les *Lois nouvelles* 1909, René Lafarge.

CHAPITRE VI

De la révocation des avantages matrimoniaux

SECTION I

L'article 299 ne s'applique pas à la séparation de corps et s'applique à la conversion

§ 1. — D'après l'art. 299, l'époux contre lequel le divorce aura été admis perdra tous les avantages que l'autre époux lui avait faits soit par contrat de mariage soit depuis le mariage.

Tout d'abord, nous pensons que la séparation de corps n'a pas, comme le divorce, l'effet de priver l'époux contre lequel elle est prononcée des avantages qu'il tient de l'autre, soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage (1). Jusqu'en 1845, cette opinion était celle de la Chambre civile de la Cour de Cassation; cependant la plupart des Cours d'appel résistaient. En 1845, un arrêt des Chambres réunies du 23 mai (affaire Lefoulon S. 45.1.225), étendit la règle de l'art. 299 à la séparation de corps; la Chambre

(1) Vraye et Gode, 1887, t. II.

civile a décidé à son tour en ce sens et n'a pas changé depuis; toutefois il y a encore quelques cours dissidentes.

§ 2. — Ensuite, nous sommes d'avis que l'art. 299 s'applique au divorce obtenu sur conversion. On dit que le jugement de conversion n'a qu'un effet : mettre le mot divorce à la place des mots séparation de corps. Cette idée est trop absolue : toutes les dispositions du premier jugement qui ne sont pas contraires à l'état de divorce subsistent, mais de plus les époux se trouvent désormais dans la même situation que s'ils avaient demandé le divorce dès l'origine, les effets des deux sortes de divorce sont donc les mêmes, et par conséquent l'art. 299 particulièrement, doit s'appliquer après la conversion.

SECTION II

L'article 299 ne s'applique pas d'une façon naturelle à la conversion

§ 1. — On sait que depuis l'arrêt de la Cour de Cassation toutes chambres réunies, sauf quelques cours dissidentes, la jurisprudence étend la règle de l'art. 299 à la séparation de corps. On peut croire, par conséquent, qu'avant toute demande en conversion la question de la révocation des avantages matrimo-

niaux sera tranchée par le premier jugement. Mais supposons qu'il en soit autrement et que le demandeur en séparation demande la conversion. Dans cette hypothèse, il n'y a pas de difficultés, l'art. 299 produit son effet au profit du demandeur en conversion, nous sommes bien dans le texte et l'esprit de la loi qui veut punir l'époux coupable.

§ 2. — Mais l'art. 299 n'est pas applicable dans le cas où une demande en conversion est intentée par le défendeur originaire et prononcée à son profit, ou plutôt il est applicable mais en faveur du défendeur à la conversion.

La question se posait sous l'empire de l'ancien art. 299 qui disait : Pour quelque cause que le divorce ait lieu, hors le cas de consentement mutuel. Et alors l'on raisonnait comme il suit : « Quelles sont les causes dont la loi parle en termes généraux ? Le Code civil admet deux cas de divorce : l'un pour cause déterminée, l'autre pour consentement mutuel : la loi n'admet pas la déchéance dans le divorce par consentement mutuel, elle l'admet dans le divorce pour cause déterminée, quelle que soit la cause, car il y en a quatre. — « Le texte et l'esprit de la loi répondaient les partisans de l'opinion contraire, sont également étrangers au divorce admis en vertu de l'art. 310. Il est vrai que la séparation de corps a été admise pour cause déterminée ; mais quand l'époux ordinairement défendeur à la séparation demande le divorce, il n'y a pas

de cause déterminée du divorce, il n'y a d'autre raison que le refus de l'autre conjoint de rétablir la vie commune après trois années de séparation. C'est un cas tout spécial qui ne rentre pas dans les causes déterminées de divorce. Que dire de l'esprit? Dans le cas de l'art. 310, le défendeur est l'époux innocent, le demandeur est l'époux coupable ! Le but de la disposition est moral, c'est un indigne qu'elle entend frapper, et l'on veut qu'elle récompense l'indigne et qu'elle punisse l'innocent ! » (1).

Par suite de la disparition du divorce par consentement mutuel, l'art. 299 a reçu la nouvelle rédaction que nous connaissons, et c'est sur ce texte qu'il faut maintenant discuter. On prétend que cet article est applicable à l'encontre du défendeur à la conversion qui était demandeur à la séparation en disant que cet époux est ici défendeur en divorce et que c'est contre lui que le divorce est prononcé. Cette solution si elle n'est pas contraire au texte de la loi est certainement contraire à son esprit : la loi veut punir l'époux coupable; or, on ne peut pas dire que cet époux est en faute de n'avoir pas demandé le divorce dès l'origine, car ayant agi ainsi soit à cause de ses idées, soit parce qu'il espérait une réconciliation pour les enfants, il n'a fait qu'user d'un droit qu'il tient de la loi; d'autre part en cas de divorce obtenu sur con-

(1) Laurent, t. III, n° 303.

version, quel que soit le demandeur, le coupable c'est celui contre qui la séparation a été prononcée, l'innocent c'est celui au profit de qui elle a été prononcée.

Dans la séance du 24 juin 1884, au Sénat, M. Labiche nous l'avons vu précédemment, dit avec raison, et précisément au sujet des avantages matrimoniaux, que le jugement de conversion n'était pas un jugement de revision. Et cette théorie du divorce anonyme est, nous l'avons écrit, indiscutable avec le système de la conversion obligatoire.

§ 3. — Supposons que le jugement de séparation tranche, comme cela arrive presque toujours, la question relative aux avantages matrimoniaux, le demandeur ne peut perdre les siens que sur une instance en divorce direct.

La jurisprudence décide que la conversion du jugement de séparation en jugement de divorce ne modifie pas la situation de l'époux qui a obtenu la séparation en ce qui concerne les avantages matrimoniaux (Voir trib. Seine 4 mai 1892, *le Drl.* 21 juill. 1892).

CHAPITRE VII

De la pension de retraite

SECTION I

Effet de la conversion obligatoire

Avec le système de la conversion facultative pour les tribunaux, les juges s'attribuaient le droit de refuser la conversion lorsqu'ils s'apercevaient que la demande n'avait d'autre but que de priver la femme du droit de réversibilité sur la pension de retraite. Par le fait de la conversion obligatoire, la femme perd nécessairement ce droit de réversibilité, et ce résultat est choquant, lorsque la séparation de corps a été prononcée à son profit : il y a là un grave danger, notamment pour les femmes dont les maris sont fonctionnaires. Et c'est là une des raisons qui fit que M. Gourju, présenta au Sénat l'amendement suivant qui fut discuté le 10 mars 1908 (1).

« Si la séparation a été prononcée au profit de la femme seule, elle conservera ses droits de réversibilité

(1) *Journ. off.* 11 mars 1908, p. 317.

et d'accroissement sur la pension de retraite à laquelle son mari pouvait prétendre. En cas de concours avec d'autres ayant-droit le calcul de ces droits sera fait au prorata du temps qu'aura duré le mariage pendant la période où le mari lui-même aura acquis les siens. »

SECTION II

Discussion de l'amendement Gourju

M. Gourju donna, pour défendre son amendement, les raisons suivantes :

L'argent que chacun des époux gagne pendant la durée du mariage est un gain commun. Supposez que le mari fonctionnaire, au lieu d'être assujéti par la loi de 1853 et par les autres lois sur les retraites à subir des retenues reçoive son traitement plein; il apportera ce traitement à la communauté; celle-ci dépensera ce qui sera nécessaire, et économisera le surplus. Et quand viendra la liquidation, la femme recevra la moitié des économies. Si c'est au contraire l'État qui prélève une partie du traitement, la femme a le droit, lors de la liquidation de demander compte de l'argent pris à la communauté. Alors l'État a tout simplement créé au profit de la femme un droit qui s'appelle la réversibilité, c'est le droit à une pension

proportionnelle. Il n'est pas tolérable que, par le fait que le mari s'est mal conduit, la femme se trouve privée d'une réversibilité qui n'est pas autre chose que la transformation de son droit de femme commune en biens.

Il va s'en dire que je n'entends pas dépouiller la seconde femme au profit de la première. l'État va y perdre dit-on; mais dans le jeu des pensions tantôt l'État gagne et tantôt il perd, et s'il perd ici c'est tout simplement en moins gagnant. D'ailleurs aujourd'hui, toutes les fois qu'un homme a été marié deux fois sans divorce, l'État est exposé à voir sa libération quelque peu retardée. Je demande, et c'est l'équité, qui le commande, que chacune des deux femmes ou les représentants de chacune d'elles, bénéficient de la réversibilité, dans la mesure mathématique, de la durée du temps pendant lequel chacune des deux aura été mariée avec le même mari, durant la période où le mari lui-même a acquis ses droits. Et j'entends bien que cela ne fait pas exception au principe posé par la loi de 1853, qui est la loi générale; la femme n'aura droit à réversibilité que lorsqu'elle aura été mariée avec son mari pendant six ans alors d'ailleurs que celui-ci gagnait des appointements. De plus la caisse de retraite constitue en réalité une tontine avec les avantages et les inconvénients de toute espèce d'assurance aléatoire; lorsque le mari subit une retenue, il est entendu qu'il n'aura pas droit à la retraite s'il n'arri-

ve pas à servir l'État pendant le nombre d'années minimum fixé par la loi de 1853. Par conséquent sa femme, par cela seul qu'elle est sa femme, n'aura pas plus droit que lui à une fraction de cette pension, à laquelle le mari n'aurait jamais eu droit lui-même.

On déclare : vous ne pouvez rien faire de pareil parce que vous contreviendriez aux règles habituelles de la liquidation des successions, au moment où le mari vient à mourir. Mais c'est de la communauté qu'il s'agit ; quand le mari meurt, ce qui est à liquider entre la femme survivante et l'État, ce n'est à aucun degré la succession du mari, c'est uniquement la liquidation du droit personnel et propre que l'art. 9 de la loi de 1853, a constitué au profit de la femme.

Vous entendez faciliter le divorce, cela n'est pas contestable. Or, si vous repoussez mon amendement, vous allez entraver le divorce pour toute une catégorie de femmes mariées. Beaucoup de femmes de fonctionnaires hésiteront à demander la séparation de corps par ce qu'elles sauront que trois ans plus tard elles seraient vouées au divorce automatique et perdraient alors leur droit de réversibilité. Je crois que vous mettrez une entrave flagrante au droit de séparation de corps et par la suite au droit de divorce. Je conviens que la question est une de celles qui pourraient être étendues ; par exemple il pourrait être intéressant de l'appliquer même aux femmes qui ont demandé le divorce *de plano* ; mais l'art. 310 figure sous

la rubrique de la *Séparation de corps* et non pas sous celle du *Divorce* de telle façon que je ne pouvais pas y introduire une disposition générale s'appliquant au divorce, mais seulement une disposition particulière s'appliquant à la conversion ».

SECTION III

Le Sénat repousse l'amendement

M. le Garde des Sceaux répondit : « Messieurs, je suis d'accord avec mon collègue M. le ministre des Finances pour faire remarquer au Sénat combien d'inconvénients graves peut entraîner ce système qui consiste à modifier la législation sur les pensions civiles par voie d'amendement à une proposition de loi sur la conversion de la séparation de corps en divorce. Je comprends très bien les raisons de sentiment qui ont pu guider l'honorable M. Gourju. Mais je fais toutes réserves sur le système d'évaluations, pour lui très simple, pour moi très compliqué qu'il vous a proposé. En principe, cet amendement ne me paraît pas justifié. Le droit à la reversibilité de la pension, tel qu'il résulte pour la femme de la loi de 1853, n'est pas basé sur ce fait que des retenues ont été opérées sur les appointements du mari dans le seul intérêt de la communauté. Il s'agit seulement

retenez-le, messieurs, d'un droit éventuel, et ce droit éventuel résulte de l'état de mariage. Or comment pouvez-vous admettre que ce droit existe encore après le divorce qui a rompu les liens du mariage? Comment pouvez-vous admettre qu'en dehors du mariage, contrat qui sert de base à ce droit, la femme puisse prétendre à ces profits ou à ces avantages. Les raisons qu'à fait valoir M. Gourju, la femme pourra les discuter, les développer avec succès devant le tribunal lors de sa demande en séparation, quand il s'agira de faire fixer le chiffre de la pension. Le tribunal, prenant alors en considération ces motifs, élèvera plus ou moins selon les circonstances, le chiffre de la pension. Mais par l'amendement qui nous est proposé modifier la législation sur les pensions civiles, ce n'est point admissible, ce n'est point possible. Si le Sénat estimait que cette proposition mérite examen, c'est sur un projet de loi spécial, plus tard, qu'il devrait discuter. Pour que vous puissiez vous prononcer, il faudrait que vous ayez tous les éléments d'appréciation nécessaires...

M. Gourju répliqua : « Puisque M. le Garde des Sceaux reconnaît lui-même qu'en principe la question est des plus intéressantes et qu'il est de l'intérêt même de la République que les femmes des fonctionnaires ne soient pas exposées à la misère par les torts de leurs maris, je propose un moyen terme, je deman-

de la disjonction de mon amendement et son renvoi à la commission ».

Le Président, mit aux voix la disjonction proposée ; mais le résultat du vote fut contraire.

CHAPITRE VIII

Du nom

La question du nom en matière de séparation de corps et de divorce est réglée par la loi du 6 févr. 1893.

Le jugement qui prononce la séparation de corps ou un jugement postérieur, peut interdire à la femme de porter le nom de son mari, ou l'autoriser à ne pas le porter. Dans le cas où le mari aurait joint à son nom le nom de sa femme, celle-ci pourra également demander qu'il soit interdit au mari de le porter (art. 311, C. civ.)

Par l'effet du divorce, chacun des époux reprend l'usage de son nom (art. 299, C. civ.)

Il n'est pas douteux qu'en principe, après le jugement de conversion, la femme doive reprendre son nom.

Toutefois, lors des travaux préparatoires de la loi de 1908, un amendement ainsi conçu a été présenté par M. Gourju au Sénat : « Si la séparation de corps qui est ainsi convertie en divorce a été prononcée aux torts et griefs du mari seul, la femme pourra continuer à porter le nom du mari en y ajoutant son

propre nom patronymique quand il existera des enfants nés du mariage et que la garde lui en aura été confiée». Pour défendre l'exception, son auteur disait :... Si je demande que la femme soit autorisée à conserver le nom de son mari, c'est pour satisfaire à cet intérêt moral qui va immédiatement vous frapper : la femme porte jusqu'à nouvel ordre le nom de son mari, elle porte le nom de ses enfants, c'est elle qui les garde et elle toute seule, les enfants sont habitués à la traiter avec le respect que comporte l'usage par elle du nom qui est le leur. Il ne faut pas que du jour au lendemain, cette femme qui n'a rien à se reprocher, envers qui le mari est seul en défaut, qui garde auprès d'elle ses jeunes enfants, se voie exposée dans sa respectabilité la plus élémentaire à ce que les enfants qui sont simplistes se demandent quel crime leur mère a pu subitement commettre pour qu'une injonction de justice, un jugement ou un arrêt lui interdise de porter dorénavant le nom qu'ils portent eux-mêmes... Si la femme venait plus tard à démeriter, à se mal conduire, à donner de mauvais exemples à ses enfants, le mari formerait une demande aux fins de lui retirer la garde des enfants et de lui faire interdire de porter un nom qu'elle déshonorerait peut-être... Il pourrait surgir des conflits pour le port du nom entre la première et la seconde femme. Un moyen suffit pour éviter cet inconvénient qui pourrait être grave : c'est de décider que la femme divorcée por-

tera, sans doute, le nom du mari à son gré, mais en y ajoutant le sien. Il est pratiquement invraisemblable que deux femmes successivement mariées au même mari aient personnellement le même nom patronymique ». Le Sénat paraissait favorable à ce texte qui avait été accepté par la commission et par le Garde des Sceaux. Mais, et sans qu'une objection lui eût été faite, il a été retiré par son auteur avant le vote.

Donc la femme, suivant le droit commun, reprend son nom dans tous les cas, et le mari pourra toujours lui interdire d'y ajouter le sien.

FIN

LA CONVERSION EN DEHORS DU CODE CIVIL FRANÇAIS ACTUEL

A) Avant la Révolution, la séparation de corps seule existait dans nos lois. Au contraire depuis la loi du 20 sept. 1792, le divorce était légal, la séparation ayant été supprimée : ce fut alors la conversion obligatoire pour les séparations prononcées antérieurement. De 1804 à 1816, le divorce et la séparation de corps coexistèrent : il y avait obligation pour les tribunaux de prononcer la conversion. Du 8 mai 1816 jusqu'au 27 juill. 1884, le Code n'admit que la séparation de corps. De 1884 à 1908, la conversion fut facultative pour les juges. La loi du 6 juin 1908 rétablit le système de la conversion obligatoire.

B) Au Sénat, dans la séance du 10 mars 1908, M. le Rapporteur fait au sujet d'un amendement de M. Ciceron ainsi conçu : « La présente loi est applicable à l'Algérie, et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. », la remarque suivante : « J'ai eu l'honneur de faire observer à M. Ciceron, au nom de la commission, que je ne croyais pas son amendement nécessaire ; il me semble en effet, de principe que s'agissant d'une modification, à un code

promulgué en Algérie et aux colonies, toutes les modifications qui peuvent être faites par le Parlement se trouvent faire partie du code auquel l'article est incorporé et par conséquent sont applicables à l'Algérie et aux colonies ».

M. Ciceron répond : « ... Les lois ne sont pas applicables de plein droit aux colonies. Tous les codes ont été promulgués aux colonies mais il ne suffit pas que ces codes aient été promulgués pour que les lois modificatives soient également applicables. Il faut, je l'affirme, et c'est une jurisprudence absolument établie par de nombreux arrêts de la Cour de Cassation, toutes les fois que la loi modifie une autre loi, qu'il y ait dans la loi modificative un article spécial et formel la déclarant applicable aux colonies. »

Le Rapporteur ajoute : « Je crois qu'il serait essentiel de faire un article spécial, un art. 2, de la disposition relative à l'application de la loi à l'Algérie et aux colonies. En effet l'art. 310 qui vient d'être voté, s'il est approuvé par la Chambre des députés, sera incorporé au Code civil, et il faut que ce second article puisse en être détaché et subsister néanmoins par lui-même. »

Et le Sénat adopte l'amendement et en fait l'art. 2 de la loi.

C) a) Dans certains pays, on ne rencontre que le divorce : il en est ainsi en Russie (Lehr., *Eléments de drt. civ. russe*), en Pologne (Code fr. de 1804 modifié par les lois du 25 mai 1825, et 24 juin 1836), en Rou-

manie (Lambrechts *Dict. prat. dr. comp.* V. Roum. p. 108); Demetre Alexandresco *Drt. anc. et mod. de la R.* p. 108); dans l'Uruguay, (loi du 29 oct. 1907); dans l'Haïti, (L. Borno, *Le C. civ. d'H. annoté* p. 96 et s.).

b) Dans d'autres états, on trouve seulement la séparation de corps : en Italie (Gandolfe, *C. civ. ital.* p. 37 et s.; Prudhomme, *C. civ. it. trad. et ann.* p. 46 note); en Espagne (*Traduct. Levé*, p. 27); au Portugal (*Trad.* F. Lepeletier); au Vénézuéla (*Raoul de la Grasserie*, p. 100); au Mexique (*R. de la Grasserie*, p. 35 et s.); au Chili (*R. de la Grasserie*, p. 380); au Brésil (*Ann. lég. de 1890* p. 928); dans la République Argentine (*Ann. lég. étr.* 1888, p. 1047); dans l'île de Malte (*Lois civiles trad. et ann.*, par Clément Billiet.).

c) Le divorce et la séparation de corps coexistent en Angleterre (*Glasson*, p. 322, et s.; *Lehr Drt. civ angl.* appendice par J. Dumas p. 6; *Ann. lég. étr.* 1895, p. 3); en Allemagne (Voir traductions O. de Meulenaere; *Glasson*, *Lederlin*, et *Dareste*); en Suède (*Tr. R. de la Grasserie*) et en Finlande (*Lehr*); au Montenegro (*Combier*, *Essai sur le divorce et la séparation*; Voir *Popovio*); dans le Guatemala (*Année législ. étr.* 1894, p. 960 trad. *Farnié*; dans le Salvador (*Ann. lég. étr.* 1894, p. 964; *Pand. fr. Dir.* p. 527); aux Etats-Unis par exemple dans New-York (Voir *Naquet*, *Glasson*); à Monaco (loi du 3 juill. 1907 P. F. pér. 1907.5.49).

Dans la principauté de Monaco lorsque la demande en divorce a été formée pour toute autre cause qu'une

maladie mentale, ou la condamnation à une peine afflictive et infamante, le tribunal peut maintenir ou prescrire l'habitation séparée; après le délai fixé par le tribunal, qui ne peut excéder un an, si les époux ne se sont pas réconciliés, chacun d'eux peut faire citer l'autre à comparaître pour entendre prononcer le divorce. Dans le Grand Duché de Luxembourg, on applique le titre VI du C. civ. fr. tel qu'il a été promulgué en 1803 (Lambrechts *Dict. prat. de drt. comp.* Voir Lux, p. 109). En Belgique, c'est aussi l'art. 310 de notre code de 1803 qui est en vigueur. En Alsace-Lorraine, lorsqu'en 1893, on a rétabli l'institution du divorce tout en maintenant la séparation, on a repris l'ancien art. 310 du Code français. En Hollande la conversion ne peut avoir lieu qu'au bout de cinq ans, mais lorsque les cinq ans sont expirés, que la conversion soit demandée par l'époux qui n'a pas eu gain de cause ou par l'autre époux, elle a lieu de droit (*Trad. Trypels* p. 88 et s.). Au Danemark lorsque la vie commune est impossible, les époux peuvent obtenir la permission de vivre séparés, au bout de trois ans ils peuvent divorcer (Vraye et Gode t. II p. 494; analyse du Code par de Saint-Joseph) En Norvège aussi le roi peut autoriser le divorce en cas de consentement mutuel : le divorce ne peut être demandé qu'après une séparation de trois ans, précédée de représentations faites par le ministre du Culte et les autorités civiles; après les trois ans s'il n'y a pas réconciliation, le roi

accorde le divorce définitif (De Saint-Joseph; Vraye et Gode, p. 516). Dans la Hongrie il existe une séparation de lit et de table à côté du divorce; et lorsque la séparation de lit et de table aura duré deux ans depuis que le jugement sera passé en force de chose jugée, l'un quelconque des époux pourra demander en justice la conversion de la séparation en divorce (Léon Vignaud, *Thèse Paris* 1911; Glasson). En Grèce, après trois ans de séparation, la conversion en divorce est possible, après sommation de divorcer, ou de reprendre la vie commune adressée par le conjoint contre lequel la séparation a été prononcée; la femme adultère n'a pas ce droit (Voir G. Poulle). En Suisse la séparation de corps existe à titre simplement temporaire : la séparation ne peut être prononcée pour plus de deux ans. Si pendant ce laps de temps, il n'y a pas de réconciliation, la demande en divorce peut être renouvelée et le tribunal prononce alors librement d'après sa conviction.» (Voir Glasson). Dans le Massachussets, la conversion en divorce est permise après cinq années. (Voir Naquet).

VU : *Le Président de la Thèse*
ALBERT WAHL.

VU : *le Doyen,*
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD,



BIBLIOGRAPHIE

- CARPENTIER. — *Traité théorique et pratique du divorce*, explication de loi du 27 juillet 1884, 1885. — *La loi du 18 avril 1886 et la jurisprudence en matière de divorce*, 1888. — *Divorce et séparation*, 1899.
- COULON, FAIVRE et JACOB. — *Code manuel du divorce*.
- CURET. — *Code du divorce*.
- DEPEIGES. — *De la procédure du divorce et de la séparation de corps d'après la loi de 1886*, 1887.
- FREMONT. — *Divorce*.
- GAUDEMET. — *Revue trimestrielle de droit civil*, 1909.
- GOIRAND. — *Traité pratique du divorce*, 1886.
- GUIGNOT. — *Divorce*.
- LABBÉ. — Note sous Cass.
- LAFARGE. — *Les lois nouvelles*, 1909.
- LAURENT. — T. 3.
- MORAEI.
- PERREAU. — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1909.
- POULLE. — *Le divorce et les lois du 27 juillet 1884 et du 18 avril 1886*, 1887.
- SAINT-MARC. — *De la conversion*, 1885.
- VRAÏE et GODE. — *Le divorce et la séparation de corps*, 1887.
- WAHL. — *Revue trimestrielle de droit civil*, 1909.
- Année législative française*, 1909.

La France judiciaire, 1908.9.10.

Gazette du Palais, 1890, *Divorce*.

Pandectes : Divorce et séparation.

Journal Officiel : Travaux préparatoires de la loi du
6 juin 1908.

Dalloz et Sirey.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Objet de la thèse.....	1

PREMIÈRE PARTIE

De la conversion obligatoire

I. — Les textes de la loi	5
II. — Les arguments en faveur de la conversion « obligatoire »	6
A. — La conversion obligatoire met fin à l'incohé- rence qui régnait après 1884	6
B. — La conversion obligatoire ne porte pas attein- te à la liberté de conscience religieuse.....	13
C. — La conversion obligatoire ne nous mènera pas à l'union libre	19
D. — La conversion obligatoire est avantageuse pour l'enfant	23
E. — La conversion obligatoire est conforme au bien des époux et à l'intérêt de la société	26
F. — La conversion obligatoire est préférable pour la magistrature	33
III. — Nature juridique de l'acte de conversion.....	36

~~~~~  
PITHIVIERS. — IMP. PITHIVÉRIENNE. — 3319  
~~~~~

PITHIVIERS. — IMP. PITHIVÉRIENNE. — 3319
